

## **COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN**

### **DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE**

## **CARTE COMMUNALE**

### **PIECE 1 : RAPPORT DE PRESENTATION**

*Version du 13 décembre 2016*

#### **CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN**

#### **PIECE 1 : RAPPORT DE PRESENTATION**

**APPROUVE LE**

**Signature et cachet de la Mairie**



# Sommaire

<b>1. AVANT-PROPOS.....</b>	<b>3</b>
<b>2. PRESENTATION DU CONTEXTE TERRITORIAL DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN .....</b>	<b>7</b>
2.1. Le territoire communal : site et situation .....	8
2.2. Principales dispositions législatives s'appliquant au territoire communal.....	12
2.3. Les territoires supra-communaux .....	17
<b>3. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN.....</b>	<b>19</b>
3.1. Plans et programmes supra-communaux ayant des incidences sur l'environnement .....	20
3.2. Cadre naturel et physique de la commune de Cénac et Saint Julien .....	35
3.3. Les entités paysagères de Cénac et Saint Julien.....	37
3.4. Morphologie et évolution urbaine .....	46
3.5. Biodiversité et milieux naturels .....	57
3.6. Pollutions et qualité des milieux .....	69
3.7. L'impact de l'activité humaine sur l'environnement.....	78
3.8. Tendances évolutives : Le scenario au fil de l'eau .....	83
<b>4. DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN .....</b>	<b>87</b>
4.1. Evolution démographique.....	88
4.2. Evolution de l'habitat et production de logements .....	91
4.3. Evolution économique .....	94
4.4. Etat des lieux de l'activité agricole et l'élevage sur la commune de Cénac et Saint Julien .....	97
4.5. Equipements et services .....	103
4.6. Desserte, réseaux, risques naturels et bruit .....	105
<b>5. JUSTIFICATION DU CHOIX DE ZONAGE.....</b>	<b>110</b>
5.1. Les enjeux de la commune de Cénac et Saint Julien .....	111
5.2. Les principes généraux du développement de la commune de Cénac et Saint Julien.....	113
5.3. Le projet communal et le zonage .....	113
<b>6. INCIDENCES DES CHOIX DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>134</b>
6.1. Les incidences du projet de carte communale sur l'environnement .....	135
6.2. Les orientations et mesures permettant d'éviter ou réduire les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la Carte Communale sur l'environnement .....	147
6.3. Bilan des incidences et conclusion de l'évaluation environnementale .....	157
6.4. Indicateurs de suivi de la carte communale .....	159
<b>7. RESUME NON TECHNIQUE .....</b>	<b>165</b>
7.1. Synthèse des enjeux, du projets et des conclusions de l'évaluation environnementale.....	166
7.2. Exposé de la manière dont l'évaluation environnementale a été effectuée.....	168



# 1. AVANT-PROPOS



### **1.1.1. Qu'est-ce qu'une Carte Communale ?**

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) mise en œuvre le 13 décembre 2000 et la loi Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003, introduisent une nouvelle démarche pour l'aménagement du territoire, offrant aux communautés territoriales des "outils" de réflexion et de gestion fondés sur le droit d'occupation des sols.

La carte communale remplace les Modalités d'Application du Règlement National d'Urbanisme (MARNU) depuis ces nouvelles lois. Elle constitue un véritable document d'urbanisme qui délimite les zones constructibles et les zones non constructibles et, comme le MARNU, sans mise en place de règlement spécifique. Les permis de construire sont alors délivrés sur le fondement du Règlement National d'Urbanisme (RNU) défini par le Code de l'Urbanisme. La mise en place de ce zonage permet à la commune de déroger à la règle de la constructibilité limitée et peut ne pas couvrir l'ensemble de ce territoire. Depuis la loi Urbanisme et Habitat, ces communes pourront utiliser le droit de préemption urbain en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement.

Comme le Plan Local d'Urbanisme, la carte communale doit respecter les principes de l'article L.121.1 du Code de l'Urbanisme et doit être compatible, s'il y a lieu, avec :

- les Schémas de Cohérence Territoriale
- les Schémas de Secteur
- les Plans de Déplacement Urbain
- les Programmes Locaux d'Habitat
- les Chartes de Parcs Naturels Régionaux

### **1.1.2. Les principes qui guident l'aménagement du territoire**

Les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

- L'équilibre entre :
  - Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
  - L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
  - La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
  - La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;
- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature."





### **1.1.3. Contenu de la Carte Communale**

Le dossier de carte communale comprend :

- Le rapport de présentation, non opposable aux tiers. Il s'agit d'un document à la fois analytique et prospectif : il analyse l'état de l'environnement et expose les prévisions de développement ; il explique les choix retenus par la délimitation des secteurs constructibles ; il évalue les incidences sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa mise en valeur.
- Les documents graphiques, opposables aux tiers : ils délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où elles ne le sont pas, à l'exception de l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les documents graphiques contiennent en plus de la délimitation des zones constructibles et inconstructibles :

- Les secteurs réservés à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.
- Les voies concernées par la loi Barnier (article L.111-1-4. du Code de l'Urbanisme).
- Les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par sinistre n'est pas autorisée, soit par exemple dans les zones à risque d'inondation, d'éboulements...

### **1.1.4. Les objectifs et domaines d'intervention de l'évaluation environnementale**

L'évaluation environnementale de la Carte communale permet de compléter le rapport de présentation initialement composé d'un état initial de l'environnement, de l'évaluation des incidences du Plan sur l'environnement et la justification des choix retenus (Loi SRU) par de nouvelles dispositions permettant de renforcer la prise en considération de l'environnement en amont du projet. Ainsi et notamment par l'application de la Directive Européenne 2001-42 « Plans et Programmes » du 27 Juin 2001, l'évaluation environnementale apporte les éléments d'objectifs complémentaires suivants :

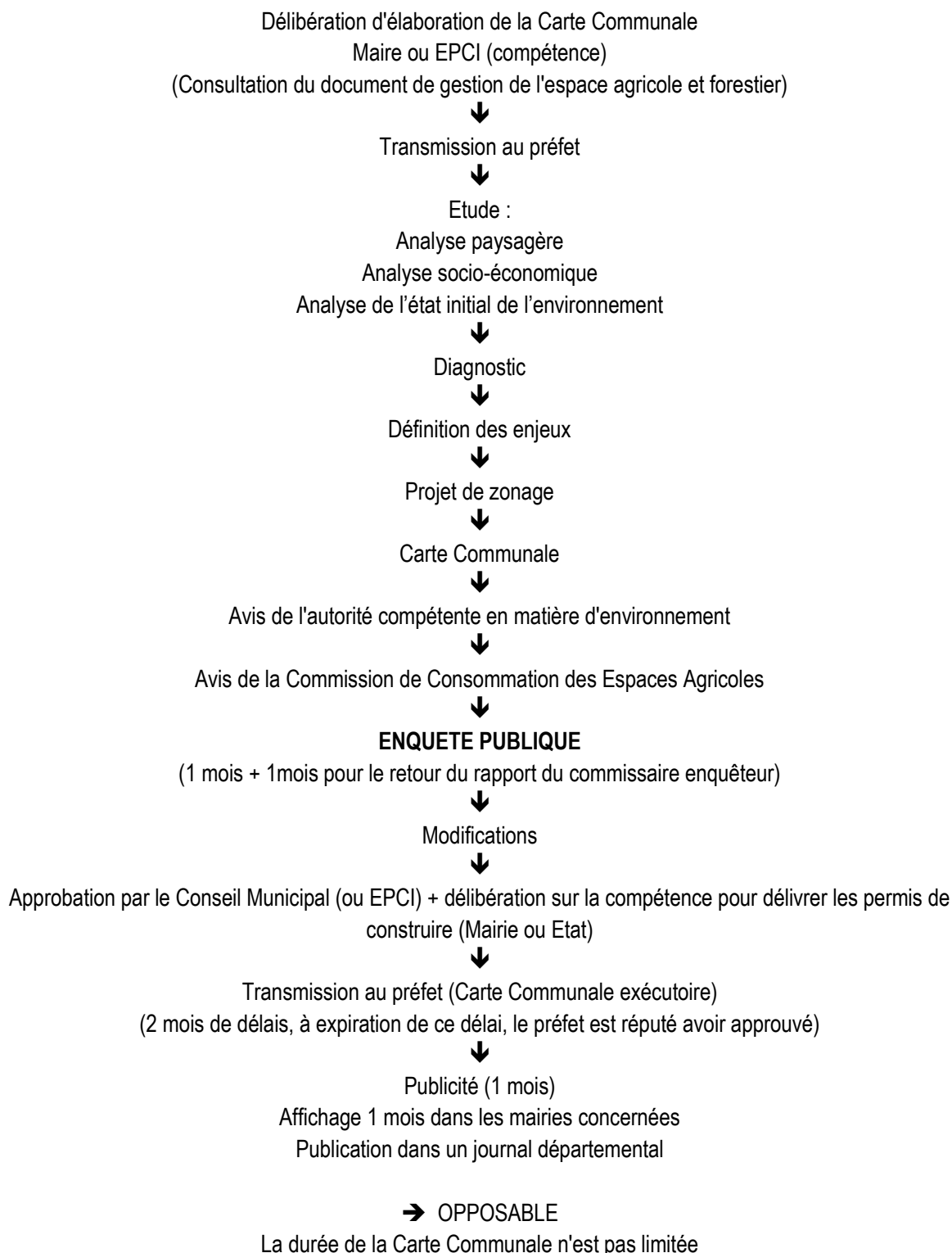
- Articulation avec d'autres plans et documents d'urbanisme
- État initial de l'environnement et perspectives de son évolution
- Évaluation des incidences
- Problèmes sur les zones revêtant une importance particulière (Natura 2000...)
- Explication des choix retenus
- Mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser
- Suivi
- Résumé non technique

Par ailleurs, la réalisation d'une évaluation environnementale va permettre d'aborder de nombreux enjeux liés aux éléments naturels de l'environnement mais également des enjeux liés à des composantes non naturelles liées au fonctionnement du territoire et à son évolution de manière approfondie dans l'état initial de l'environnement. Ainsi les champs pris en considération par l'évaluation de la Carte Communale sont les suivants :

- La biodiversité et les milieux naturels
- Les risques naturels et technologiques
- Les pollutions et la qualité des milieux
- Le cadre de vie
- La gestion des ressources naturelles
- Le patrimoine naturel, culturel et paysager



### 1.1.5. La procédure d'élaboration de la Carte Communale



Le processus d'élaboration de la Carte Communale ne nécessite pas la concertation de la population ou des personnes publiques associées. Pour ces dernières, il est néanmoins recommandé de réaliser quelques réunions en leur présence afin de prendre en compte leurs recommandations. Notamment pour les communes possédant d'importants patrimoines bâtis ou naturels, ou faisant partie d'un SCOT ou d'un Parc Naturel Régional. Un mois de plus de concertation est alors nécessaire. Vu la volonté de localiser précisément les zones constructibles et inconstructibles, il est préférable que les documents graphiques soient réalisés sur le cadastre.

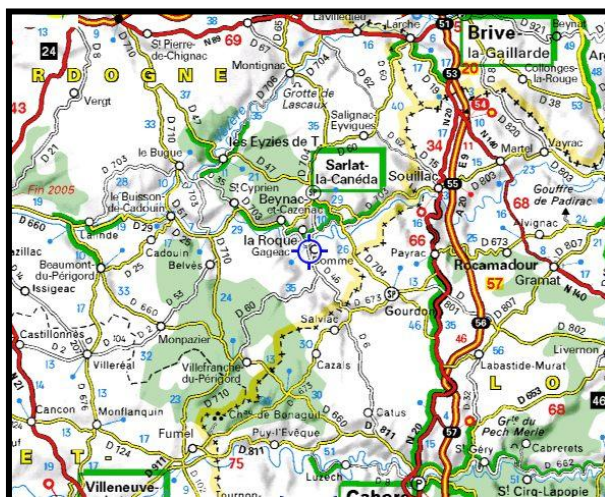


## 2. PRESENTATION DU CONTEXTE TERRITORIAL DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN



## 2.1. LE TERRITOIRE COMMUNAL : SITE ET SITUATION

### 2.1.1. Présentation générale de la commune



**Figure 1 : Localisation de la commune de Cénac et Saint Julien**

La commune de Cénac et Saint Julien, peuplée de 1218 habitants, est située sur les rives de la Dordogne, au Sud Est du département, à environ douze kilomètres au Sud de Sarlat.

Elle appartient à l'arrondissement dont Sarlat la Canéda est la sous-préfecture. Faisant partie de la communauté de communes du canton de Domme, ses communes limitrophes sont : Saint Cybranet, Daglan, Saint Martial de Nabirat, Nabirat, Domme, la Roque Gageac, Vezac, Castelnau-la chapelle.

La superficie de la commune est de 1987 hectares, pour une altitude variant entre 60 et 249 mètres, son point le plus haut, situé au Sud-est de la commune, au lieu dit le bois haut.

Le territoire de la commune est traversé du Nord au Sud par une voirie départementale : la D46 reliant Domme à Saint Martial de Nabirat et la D50 allant de Saint Cybranet à La Mouline.

La commune est traversée par le cours d'eau de la Dordogne, qui traverse la commune d'Est en Ouest, et celui du Céou, qui longe la commune du Nord au Sud.

Le territoire de la commune est occupé à 32% par des terres agricoles, qui représentent 636 hectares de surface agricole utilisée par les exploitations. Les massifs boisés représentent 38% du territoire communal, soit 771 hectares de bois. Le reste des espaces naturels, landes, friches agricoles représente 451 hectares. Les espaces urbanisés à vocation d'habitat représentent 124 hectares, soit 6 % du territoire communal, et environ 0,3% est occupé par des zones d'activités, soit environ 5 hectares. Cénac est donc une commune majoritairement naturelle, où la polyculture et le polyélevage occupent toujours une place importante.

Cénac et Saint Julien se caractérise par une croissance démographique et une croissance du parc de logements et du commerce, et une progression des emplois et une diminution du nombre d'exploitations agricoles.



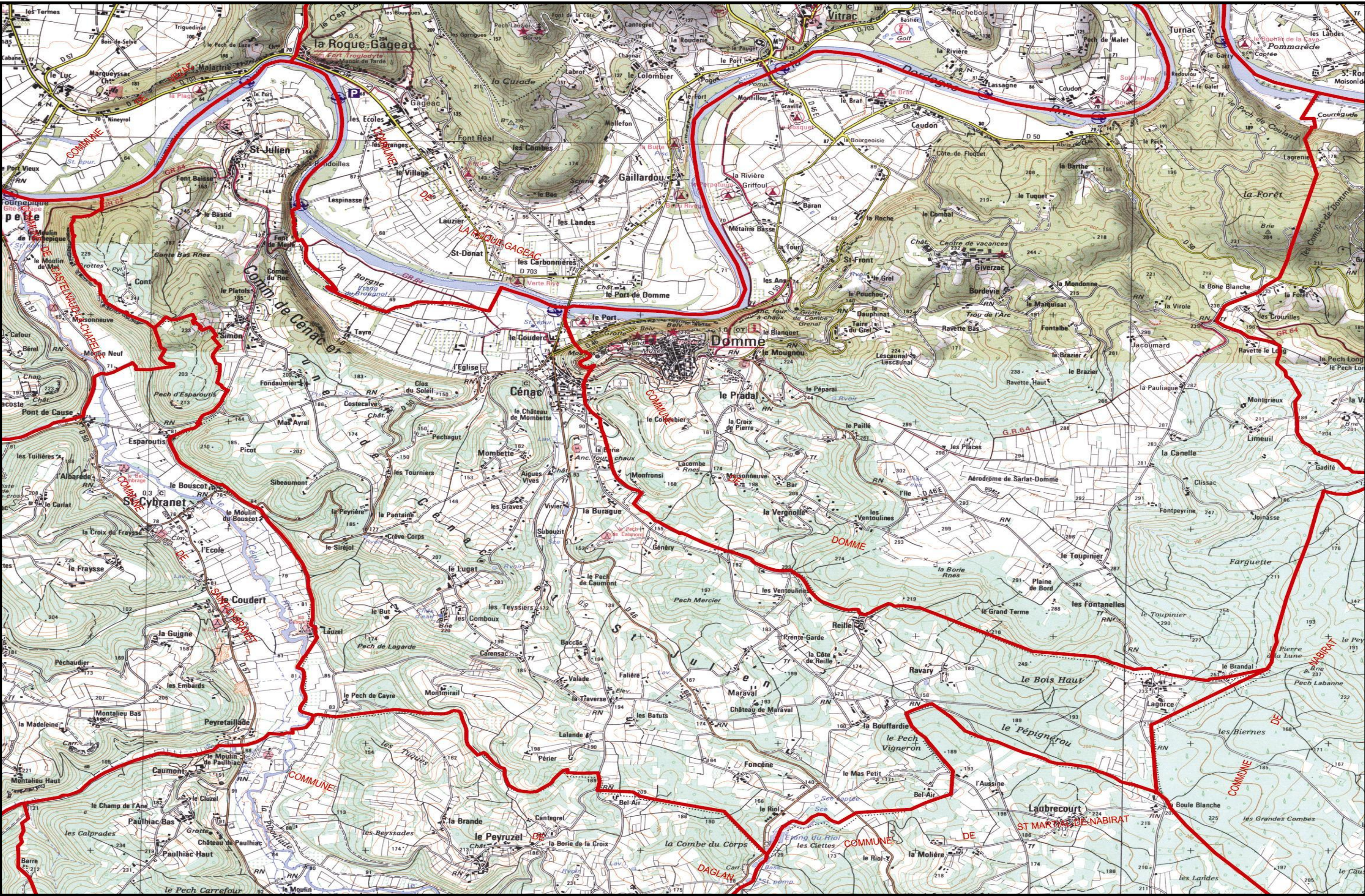


Figure 2 : Territoire communal de Cénac et Saint Julien





## 2.1.2. Bref historique de Cénac et Saint Julien

La commune de Cénac et Saint Julien se situe à proximité de Sarlat, cité médiévale, proche de Domme : superbe bastide du XII<sup>ème</sup> siècle, de la Roque Gageac : ancien port de Batellerie, et de Beynac et son château fortifié, De vocation agricole (tabac, noix, fraises, élevages, oies et canards), elle a su également développer son accueil touristique : plage, camping, gîtes ruraux.

A l'origine, la paroisse de Cénac comportait essentiellement un bourg lié à son château : Domme-vieille. Après la confiscation de la châtellenie royale, Cénac fusionna en 1928 avec Saint Julien qui faisait partie, sous l'ancien régime, de la châtellenie de Castelnaud.

L'histoire de la commune de Cénac (unie à celle de Saint-Julien-de-Castelnaud en 1827 car « la commune de Saint-Julien n'a que 161 habitants » et que les offices divins se faisaient à Cénac) est très liée à celle de Domme : par son étroite proximité géographique et surtout par l'annexion, en 1438, de Domme-Vieille (paroisse de Cénac) au domaine royal duquel dépendait déjà la bastide. Quant à la paroisse de Saint Julien, elle dépendait de la châtellenie de Castelnaud.

Le site, occupé dès la préhistoire, voit s'implanter une villa gallo-romaine. Les raids normands du IX<sup>ème</sup> siècle sont peut-être à l'origine de la construction du château de Domme-Vieille, sur le haut du plateau pour surveiller la vallée de la Dordogne. En 1214, le château est contrôlé par les cathares. Vers 1250, le pays de Domme était tenu par trois familles quercynaises : les Gourdon, les Bonafos et les Domme. Les deux premières possédaient le castrum de Domme, c'est à dire le château et le bourg castral sur les pentes sud du coteau. Les Domme avaient une tour sur le haut du coteau, entourée de quelques maisons.

Avec la fondation de la bastide, en 1283, ce castrum prend le nom de Domme-Vieille. Par sa position stratégique, et malgré son accès difficile, il fut attaqué très souvent : il constituait en effet le rempart méridional de la ville de Sarlat. Cénac tout proche souffrit bien entendu de ces attaques (si le château de Domme-Vieille est aujourd'hui sur la commune de Domme, le bourg castral qui lui était attaché constitue une partie du bourg actuel de Cénac). Durant la guerre de cent ans, le site fut le lieu de nombreux combats avec les anglais.

Lors des guerres de religions, des combats entre Domme-Vieille, catholique, et la bastide, protestante, ont lieu jusqu'en juillet 1591. La paix revenue, les bourgeois et nobles de la ville de Domme cherchent à s'établir hors de ville dans la plaine.

Le XIX<sup>ème</sup> siècle est marqué par la fin de la batellerie avec le développement des routes et du chemin de fer. Deux ponts furent construits au XIX<sup>ème</sup> siècle (celui de Domme-Cénac en 1844 et celui de Vitrac) et reliaient ainsi Domme à Sarlat. Auparavant le passage se faisait par un bac à péage. Les carrières de meules étaient encore actives.

Parallèlement, une abbaye s'établit non loin de la villa gallo-romaine et un village se crée autour. Le schéma de création de la paroisse de Saint Julien est traditionnel : une implantation humaine (gallo-romaine ou médiévale) près d'un cours d'eau, puis la création d'une paroisse et d'une église au Moyen Age.

La voie romaine Limoges-Cahors traversait la commune venant de Domme par le château du Touron, près du bourg de Cénac, la Burague, la Ventouline, la Justice, la Bouffardie. On n'en a aucune preuve archéologique.

Une voie secondaire, le chemin de la Serre se détache à Cénac de la grande route et oblique vers la vallée du Céou, que l'on passe au gué de la Serre (plus tard, un péage au profit du roi y sera établi).

L'église de Cénac, petit monastère en 1090, devint l'église paroissiale. Il reste de l'église primitive un chevet roman. L'église de Saint Julien est également romane.



### **2.1.3. Document d'urbanisme actuel**

A ce jour, la commune de Cénac et Saint Julien n'est dotée d'aucun document d'urbanisme, c'est donc le Règlement National d'Urbanisme qui y est appliqué.

Afin de préserver et de mettre en valeur les caractéristiques patrimoniales des lieux (paysages, espaces agricoles, monuments historiques), une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain Paysager a été définie.

On notera également l'existence d'un schéma directeur d'assainissement datant de juillet 2000 qui au terme d'une réflexion méthodique (analyse de l'environnement de la commune, identification des pollutions émises et des dispositifs de traitements existants et mise en évidence des possibilités offertes par l'assainissement non collectif), définit à moyen et à long terme les modalités de collecte et de traitement des eaux usées et d'élimination des sous-produits de l'épuration (cf. pièce n°3. annexes).

Riche d'un patrimoine culturel et historique diversifié, la commune dénombre des zones protégées (ZNIEFF, sites inscrits et autres).

Enfin, les demandes concernant des terrains constructibles sont nombreuses et l'offre actuelle dont dispose la commune est limitée. Aussi, pour faire face aux difficultés générales rencontrées à ce jour dans l'application du Règlement National d'Urbanisme et pour mettre en place un véritable projet de développement, la commune a souhaité se doter d'un nouvel outil d'aménagement au travers d'une carte communale. Le but de ce document est de mettre en évidence les différents enjeux du territoire puis de mener une réflexion prospective globale, elle-même créatrice d'un projet d'évolution en concordance avec les besoins actuels de la commune et ses aspirations futures, tout en préservant la richesse de ses paysages et la biodiversité recensée sur le territoire.



## 2.2. PRINCIPALES DISPOSITIONS LEGISLATIVES S'APPLIQUANT AU TERRITOIRE COMMUNAL

---

### 2.2.1. La lutte contre l'étalement urbain et développement durable

- **Les lois n° 2009-967 du 3 août 2009 et n° 2010-788 du 12 juillet 2010, relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (loi Grenelle 1) et portant engagement national pour l'environnement (loi Grenelle 2) :**

En tant que loi de programmation, la loi « Grenelle 1 » du 3 août 2009 a eu comme ambition de fixer des objectifs renforcés en matière de développement durable. S'inscrivant dans la continuité des grands principes de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), cette dernière est venue préciser la stratégie nationale en matière de développement durable et attribuer notamment à l'urbanisme de nouveaux objectifs (article 7) :

- Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, les collectivités territoriales fixant des objectifs chiffrés en la matière ;
- Lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie, ainsi que permettre la revitalisation des centres-villes ;
- Concevoir l'urbanisme de façon globale en harmonisant les documents d'orientation et les documents de planification établis à l'échelle de l'agglomération ;
- Préserver la biodiversité, notamment à travers la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques ;
- Assurer une gestion économe des ressources et de l'espace ;
- Permettre la mise en œuvre de travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments ;
- Créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun.

Dans ce cadre, la réécriture de l'article L.110 du code de l'urbanisme a permis d'intégrer les notions de lutte contre le changement climatique, de sobriété énergétique et de préservation de la biodiversité comme des objectifs fondamentaux, auxquels doivent être compatibles tous les documents d'urbanisme.

Promulguée le 12 juillet 2010 la loi portant « engagement national pour l'environnement » dite Grenelle 2, décline plus concrètement ces objectifs, en de nombreuses mesures techniques, impactant en particulier les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme, dont par exemple :

- préciser les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité ou à la remise en bon état des continuités écologiques ;
- définir des secteurs (SCoT) ou des règles (PLU) dans lesquels l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée au respect de performances énergétiques renforcées ;
- prendre en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) et les Plans Climat Energie Territoriaux (PCET), etc.





La loi ENE a ainsi modifié plusieurs codes de l'urbanisme, dont la partie réglementaire relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. En modifiant les articles R.121-14 et suivants du code de l'urbanisme, ce décret élargit le champ d'application de l'évaluation environnementale et introduit une nouvelle procédure dite d'"examen au cas par cas".

Ainsi, les documents d'urbanisme doivent, en raison de leurs incidences sur l'environnement, faire l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas par l'Autorité environnementale (AE) désignée à cet effet.

Les cartes communales, sont soumises à évaluation environnementale de manière systématique, si un site Natura 2000 est présent sur le territoire de la commune ou sur le territoire d'une commune limitrophe. L'examen au cas par cas est désormais requis, pour les cartes communales des communes limitrophes d'une commune dont le territoire comprend tout ou partie un site Natura 2000.

➤ **La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)**

Pensée dans la continuité de la loi ENL et des lois Grenelle, la loi ALUR s'inscrit dans un programme gouvernemental visant à répondre aux besoins en logements et à la lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion sociale et à la transition écologique.

Celle-ci vise à produire des villes et logements plus soutenables, établis en adéquation avec les besoins de l'ensemble de la population, tout en limitant l'étalement urbain et l'artificialisation des milieux naturels et agricoles périurbains, par la densification urbaine des quartiers pavillonnaires. Au de là des mesures prises pour une meilleure accession aux logements locatifs ou encore la lutte contre l'habitat indigne, cette dernière modifie profondément le droit de l'urbanisme.

Les plans locaux d'urbanisme (PLU) prennent plus d'importance, de même que la planification au niveau des intercommunalités pour mieux localiser les logements et les services, dans une perspective d'aménagement du territoire durable.

L'article 135 de la loi précise comment achever le passage de la transformation des plans d'occupation des sols (POS) en plans locaux d'urbanisme (PLU) et organise « désaisissement » des communes au bénéfice des intercommunalités pour la conception et la mise en œuvre des plans locaux d'urbanisme (PLU).

Elle prévoit également des dispositions spécifiques applicables aux documents d'urbanisme, en particulier au PLU, de nature à favoriser la densification des espaces urbanisés avant toute ouverture à l'urbanisation et favorable à la sanctuarisation des zones agricoles et naturelles en y interdisant toute possibilité constructive nouvelle.

A noter que les lois LAAAF et CAECE sont venues assouplir certaines dispositions contenues dans le volet « urbanisme » de la loi ALUR portant sur les PLU.

➤ **La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (loi CAECE)**

La loi Macron, contient certaines dispositions relatives à l'urbanisme, et plus particulièrement aux PLU. Ainsi, elle facilite le développement du logement intermédiaire et la réalisation des PLU intercommunaux.

Cette présente loi complète également les dispositions de la loi LAA ayant un assouplissement au principe de préservation renforcé des espaces naturels et agricoles introduits par la loi ALUR, en autorisant l'adjonction d'annexes en zones naturelles et agricoles. Cette faculté d'extension reste strictement encadrée et le règlement des zones concernées soumis à un avis simple de la commission départementale de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF).



## **2.2.2. Le principe de mixité**

### **➤ La loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions :**

Cette loi tend à garantir l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans le domaine de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance.

Elle réaffirme donc en particulier le droit au logement pour les personnes modestes et défavorisées et la nécessité de mixité sociale.

Ce principe de mixité sociale mais également d'équilibre et de diversité entre l'emploi et l'habitat étaient déjà affirmés par la Loi d'Orientation pour la Ville (LOV) du 13 juillet 1991. Ces principes sont repris par l'article L121.1 du Code de l'Urbanisme, cité ci-dessus, qui définit les principes de fond que doivent respecter les documents d'urbanisme.

## **2.2.3. La protection de l'environnement et des paysages**

### **➤ La loi sur l'eau n°92.3 du 3 janvier 1992 et notamment son article 38II repris par la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 :**

Cet article impose que soient prises en compte dans les documents d'urbanisme les zones visées à l'article L372.3 du Code des communes qui délimitent notamment :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident leur entretien,
- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en cas de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

### **➤ La loi n°93-24 du 8 janvier 1993, relative à la protection et à la mise en valeur des paysages :**

Cette loi impose que soient prises en compte dans les documents d'urbanisme la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution. Cette obligation est précisée au 7° de l'article L123.1 du Code de l'Urbanisme.

## **2.2.4. La protection des terres agricoles**

### **➤ La loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole :**

Cette loi a réaffirmé le principe de la réciprocité des reculs entre bâtiments agricoles et habitations ou activités autres qu'agricoles. Les distances à respecter sont rappelées dans le Règlement Sanitaire Départemental et dans le Code de l'Environnement.



➤ **La loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux :**

Cette loi modifie entre autres certains articles du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L111-1-4, et ceux relatifs à l'urbanisme en zone de montagne ainsi que l'article L111-3 du Code Rural qui énonce des prescriptions quant à l'éloignement entre bâtiments agricoles et habitations.

➤ **La loi n° 2014-366 n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (loi LAAF)**

En complément de ses dispositions en faveur de la performance économique et environnementale des filières agricoles et forestières, la loi LAAF intervient également en faveur de la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers dans le but d'encourager notamment l'installation des nouveaux exploitants en maîtrisant davantage le foncier agricole

L'un des objectifs de la LAAF est de préserver les espaces agricoles, tout en luttant contre le mitage des espaces naturels.

Elle introduit en ce sens de nouveaux impératifs pour les SCoT et le PLU, en renforçant les exigences sur la prise en compte de la qualité agronomique des terres agricoles.

Les compétences des CDPENAF, ancienne CDCEA se voient modifiées, son champ d'intervention et de consultation élargi et le poids de ces avis renforcées dans le cas d'une réduction substantielle d'espaces bénéficiant d'une appellation AOP.

Elle revient également sur les dispositions de la Loi ALUR concernant les possibilités constructives des PLU en zones agricoles et naturels notamment en dehors des Secteurs de Taille et de Capacité Limitée, en autorisant de nouveau l'extension des constructions existantes ou le changement de destination des bâtiments classés dans les zones agricoles ou naturelles des PLU sous conditions spécifiques, et selon les cas, l'avis conforme de la CDPENAF ou de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (article L.123-1-5 du code de l'urbanisme).

## **2.2.5. La lutte contre le risque et les nuisances**

➤ **La loi n°95-101 du 2 février 1995 a introduit l'article L111.1.4 du Code de l'Urbanisme, modifié par la loi du 17 mai 2011**

Cet article applicable depuis le 1er janvier 1997 prévoit qu'en dehors des espaces urbanisés des communes les constructions devront respecter un recul de 75 mètres de l'axe des voies à grande circulation et de 100 mètres des autoroutes, voies express et déviations.

Ces règles peuvent être adaptées par décision du conseil municipal, avec accord du Préfet et après avis de la commission départementale au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

L'objectif recherché est de garantir une urbanisation de qualité aux abords des principaux axes routiers et notamment dans les entrées de ville.



➤ **La loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et son décret d'application n°95-21 du 9 janvier 1995**

Cette loi a imposé au Préfet de recenser et de classer les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic (arrêté préfectoral du 17 septembre 1999.)

Les infrastructures concernées sont les routes qui supportent plus de 5000 véhicules/jour ainsi que les projets routiers pour lesquels les prévisions de trafic à la mise en service sont égales ou supérieures à 5000 véhicules/jour et les voies ferrées qui supportent plus de 450 trains par jour.

Cinq catégories ont été définies allant de 1 (niveau sonore le plus élevé) à 5 (niveau sonore le plus bas). La largeur affectée par le bruit (+de 60 décibels) varie en fonction de la catégorie de 300 mètres de part et d'autre de la voie pour la catégorie 1 à 10 mètres pour la catégorie 5, en passant par 250 m pour la catégorie 2, 100 m pour la catégorie 3 et 30 m pour la catégorie 4.

- **L'intercommunalité du Canton de Domme :**

Effective le 1er janvier 2014, elle est issue de la fusion de la communauté de communes du Canton de Domme et de la communauté de communes du Pays du Châtaignier. Ce nouvel ensemble comprend 23 communes, soit une population municipale de 8 968 habitants au recensement de 2011, sur un territoire de 376,61 km<sup>2</sup>.



Ses compétences sont l'action sociale, l'assainissement, le développement économique, l'environnement, le projet des Pays, le tourisme, la voirie, les zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique et les zones d'aménagement concerté (ZAC).



- **Le Pays du Périgord noir**

Le Pays du Périgord Noir s'étend sur 12 cantons et compte 146 communes. Il couvre la totalité de l'arrondissement de Sarlat.

Région rurale de transition entre les plaines d'Aquitaine et les contreforts du Massif Central, constituée d'un vaste plateau boisé façonné par des vallées, le Pays s'organise autour de deux villes : Sarlat (sous-préfecture de 10 400 hab.) et Terrasson (6 800 hab.).

Chacune de ces villes anime un bassin d'emploi dont les complémentarités sont nombreuses.

Les initiatives communes les rapprochent de plus en plus, notamment dans les domaines économiques, emploi et développement, le tourisme, la santé, le logement, le patrimoine et la culture. La charte du Pays permet de fédérer les acteurs autour d'une politique commune.



**Figure 4 : Carte du Pays du Périgord noir**



# 3. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN





### 3.1. PLANS ET PROGRAMMES SUPRA-COMMUNAUX AYANT DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

---

Dans l'optique de développer la Carte Communale sur le territoire en cohérence avec les plans et programmes supra communaux ayant des incidences sur l'environnement, il est nécessaire de réaliser un travail préalable d'identification des enjeux relevés par chacun d'entre eux et de mettre en exergue les actions envisagées pour mener atteindre les objectifs de chacun.

Dans cette optique, tous les documents supra communaux ayant des incidences sur l'environnement dans la Région Aquitaine, dans le Département de la Dordogne mais également au niveau de l'intercommunalité seront pris en considération ainsi que les schémas et inventaires liés à des périmètres naturels plus conséquents.

#### 3.1.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne

*« Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour-Garonne est un document de planification pour la gestion équilibrée des ressources en eau et des milieux aquatiques du bassin Adour-Garonne. Il précise l'organisation et le rôle des acteurs, les modes de gestion et les dispositions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs qualitatifs et quantitatifs qu'il fixe pour l'ensemble des milieux aquatiques, dont le bon état des eaux. »*

Le SDAGE Adour-Garonne s'étend sur près de 115000 km<sup>2</sup> et concerne les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, la moitié Sud de Poitou-Charentes et une partie du Limousin, de l'Auvergne et du Languedoc-Roussillon ; 6916 communes sont concernées par ses objectifs et Cénac et Saint Julien en fait partie.

La commune de Cénac et Saint Julien appartient au bassin hydrographique Adour-Garonne et à ce titre, dépend de l'agence de l'eau Adour-Garonne qui œuvre pour la reconquête de la qualité de l'eau des cours d'eau et milieux aquatiques (lutte contre la pollution des eaux, protection et restauration des ressources en eau et des milieux aquatiques).

Elle est donc concernée par le SDAGE Adour-Garonne dont le nouveau programme d'actions pour la période 2016-2021 a été approuvé fin 2015.

Dans la continuité des efforts réalisés au cours du SDAGE précédent, la programmation 2016-2021 met à jour et renforce les actions pour atteindre cet objectif de bon état des eaux établi à **70 % des rivières du bassin à horizon 2021**.

Il vise à poursuivre les progrès encourageant constatés sur l'atteinte d'une bonne qualité des eaux, où la proportion des masses d'eau en mauvaises état diminue.

Pour préserver ou améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques, mais aussi atteindre les objectifs fixés par le Comité de bassin, **le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021** poursuit son action sur les 4 « orientations » fondamentales d'ores-et-déjà inscrites en 1996 : **créer les conditions de gouvernance favorables, réduire les pollutions, améliorer la gestion quantitative de la ressource et préserver et restaurer les milieux aquatiques**.





A ce titre, le SDAGE 2016-2021 définit une série de mesures dans la continuité du programme d'actions 2010-2015, afin de répondre tant aux enjeux de bonne qualité des eaux que de la préservation des espèces piscicoles emblématiques du bassin versant, qui se traduira sur le territoire communal par :

- la mise en place de zonage réglementaire : la commune est classée en zone de répartition des eau en raison de la fragilité de la ressource ;
- le classements des cours d'eau devant faire l'objet de mesures de préservation : la Dordogne est désignée comme axe migrateur devant faire l'objet d'une préservation,
- des objectifs de qualité des masses d'eau superficielles et souterraines, à savoir :
  - pour la masse d'eau rivière *FRFR73 - Le Céou du confluent de l'Ourajoux au confluent de la Dordogne*, le maintien du bon état écologique et chimique du cours d'eau à horizon 2021 ;
  - pour la masse d'eau rivière *FRFR349B - La Dordogne du confluent du Tournefeuille au confluent de la Vézère*, l'atteinte d'un bon état écologique et maintien d'une bonne qualité chimique du cours d'eau à horizon 2021 ;
  - pour les masses d'eau souterraines *FRFG012, Calcaires et marnes du jurassique sup du BV de la Dordogne secteur hydro p2 et FRFG080 - Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif*, le maintien de l'état quantitatif et chimique satisfaisant de la ressource à horizon 2021 ;
  - pour les masses d'eau souterraines *FRFG024 - Alluvions de la Dordogne, FRFG065 - Calcaires, grès et sables du crétacé sup basal libre en Périgord Sarladais Bouriane et, FRFG078 - Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien*, l'atteinte d'un bon état chimique d'ici 2027 et maintien de l'état quantitatif satisfaisant de la ressource à horizon 2021.

Dans de cadre de l'élaboration du projet communal, il conviendra de prendre en considération l'ensemble des classements et objectifs définis par le SDAGE Adour-Garonne afin de garantir une gestion équilibrée de la ressource en eau et la préservation des axes migrateurs présents sur la commune.

Dans le but d'élaborer un projet de territoire durable qui réponde aux enjeux du SDAGE Adour-Garonne, la commune de Cénac et Saint Julien a tenu à élaborer un projet respectueux de la ressource en eau et des milieux aquatiques. En ce sens, le projet retenu participe à l'atteinte des objectifs et considérations fondamentales du SDAGE 2016-2021.

La commune de Cénac et Saint Julien a affirmé la volonté d'élaborer son document communal en plaçant l'eau au cœur de son projet de territoire afin de préserver cette ressource et de conserver voire renforcer les milieux aquatiques fragiles et/ou remarquables. Pour cela, les objectifs déclinés dans le SDAGE exposés ci-dessus ont été étudiés afin d'être adaptés au contexte territorial communal de Cénac et Saint Julien et intégrés au projet de Carte Communale.

La volonté d'excentrer les secteurs d'urbanisation vis-à-vis des cours d'eau et de rapprocher les possibilités constructives aux réseaux collectifs d'assainissement des eaux usées et d'eau potable répond prioritairement aux enjeux de préservation de la ressource et des milieux aquatiques.

### 3.1.2. Le SAGE Dordogne Amont

Le SAGE Dordogne Amont est en cours d'élaboration. Ce schéma d'aménagement et de gestion de l'eau s'étend sur une superficie de 9700km<sup>2</sup>, depuis les sources de la Dordogne jusqu'à la confluence avec la Vézère à Limeuil. Le territoire recouvre 494 communes, 66 communautés de communes, 6 départements (Puy de Dôme, Cantal, Creuse, Corrèze, Lot et Dordogne), 4 régions (Auvergne, Limousin, Midi Pyrénées et Aquitaine) et 3 parcs naturels régionaux (Volcans d'Auvergne, Millevaches Limousin et Causses du Quercy).

Actuellement le SAGE Dordogne amont est dans sa phase d'émergence.



### 3.1.3. Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durables du Territoire

Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durables du Territoire (SRADDT) est un document élaboré par le Conseil Régional Aquitaine ; il a été adopté en Septembre 2006. La réalisation de ce document a permis de mettre en exergue différents enjeux pour l'ensemble de la Région Aquitaine et ce, autour de 7 grandes familles de mutations (démographie, **environnement**, échanges, économie, société, **territoires** et institutions). Ce document est donc constitué d'une phase de diagnostic ayant permis d'identifier les grands enjeux pour les 7 familles ci-dessus énoncées et ayant permis de dresser une liste de grandes orientations pour l'ensemble du territoire aquitain.

La Carte Communale de Cénac et Saint-Julien doit être compatible avec les recommandations prévues dans le SRADDT. Dans l'optique de permettre une prise en considération des orientations du SRADDT à l'échelle communale, seuls les enjeux et orientations ayant une incidence dans le projet de Carte Communale ont été analysés et notamment ceux ayant des répercussions sur la gestion du territoire, de l'environnement et des ressources naturelles. Ainsi, les grands enjeux liés à la Région Aquitaine dont la prise en considération pourra être ressentie à l'échelle du document d'urbanisme de Cénac et Saint Julien sont les suivants :

- « Mutations environnementales »

L'environnement naturel présent dans la Région Aquitaine est riche et diversifié et présente de nombreuses possibilités de développement d'écosystèmes remarquables : **la volonté affirmée dans le SRADDT est de concilier le développement socio-économique et la préservation du milieu.**

- Le réchauffement climatique observé sur l'ensemble du territoire français s'est fait ressentir de manière plus importante en Aquitaine avec une augmentation constante des températures ainsi que d'une récurrence des épisodes de sécheresse. La raréfaction de la ressource en eau est avérée comme le précisent le SDAGE Adour-Garonne.
- En matière de consommation énergétique, il a été mis en avant que la Région Aquitaine va connaître une progression de 20% par rapport à son réseau électrique due à une augmentation notable de la consommation énergétique liée à l'évolution démographique envisagée. Il est donc envisagé dans le SRADDT de privilégier les économies d'énergie dans les secteurs des transports, du logement et des activités industrielles.
- En matière de collecte des déchets il a été mis en avant qu'une mobilisation des collectivités territoriales est nécessaire afin de mettre en œuvre les outils de planification indispensables à une gestion cohérente des déchets à l'échelle régionale.
- Le SRADDT reprend les objectifs du SDAGE Adour-Garonne et du SAGE Dordogne Amont en matière de gestion de la ressource eau et préconise ainsi de poursuivre les efforts engagés à ce niveau, notamment en diminuant les prélèvements par usages.
- Dans un souci de préservation des paysages et milieux naturels, le SRADDT affirme sa volonté de protection de ces dits milieux, notamment en maîtrisant l'étalement urbain et en conciliant les différents usages afin de limiter les impacts environnementaux.

- « Mutations territoriales »

Un des objectifs du SRADDT est d'inscrire son action de manière simultanée à plusieurs échelles territoriales et notamment afin de limiter les disparités entre les grands pôles urbains de la Région et les territoires ruraux.

Dans ce sens, il a été mis en avant qu'il est nécessaire de développer le territoire de manière à préserver les dynamiques économiques des territoires ruraux en maintenant notamment les espaces consacrés à l'agriculture afin de conserver la place majeure occupée par cette activité dans la Région Aquitaine et qui représente un atout fondamental pour ces territoires. Par ailleurs, les valeurs culturelles, paysagères et écologiques doivent être



également préservées voire renforcées dans les territoires ruraux afin de conserver l'identité propre très marquée caractérisant ces territoires.

Dans un souci de développement durable et de cohérence territoriale, il a également été mis en exergue que le réseau urbain de la Région doit être équilibré et articulé autour de synergies et de complémentarités et notamment entre les grandes, petites et moyennes villes. L'accès aux services sur tout le territoire est un objectif majeur.

Enfin, il est affirmé qu'un travail de densification doit être réalisé afin de limiter le phénomène d'étalement urbain et de préserver en contre partie les espaces naturels.

Suite à ce constat, 5 axes majeurs ont été définis pour l'ensemble du territoire de la Région Aquitaine afin de le développer à l'horizon 2020 (dans le cadre de ce rapport et de l'élaboration de la carte communale de Cénac et Saint Julien, seuls les axes ayant un impact direct sur ce document ont été analysés de manière fine) :

- 1. Mieux Vivre en Aquitaine**
- 2. Dessiner les nouvelles frontières du développement économique et social**
- 3. Relever le défi des échanges, des transports et de la logistique**
- 4. Valoriser les territoires, garantir la qualité des espaces**
- 5. Pour une action régionale efficace et partenariale**

- **Mieux Vivre en Aquitaine :**

Il s'agit d'un pôle majeur du SRADDT de la Région Aquitaine et d'un pôle fondamental à l'échelle locale étant donné qu'il intègre entre autres les notions de mobilité et d'habitat et de droit au logement.

- Permettre tous les déplacements en Région (favoriser les accès aux villes-centres, permettre l'accessibilité de tous les services publics, intégrer les conséquences environnementales des différents modes de déplacement).
- Intensifier une politique de la ville en Aquitaine (Poursuivre le renouvellement urbain et développer la mixité du logement, favoriser la mobilité, encourager la participation des populations à la vie de leur quartier).
- Disposer d'une charte Aquitaine de l'accès au logement pour tous (dessiner les contours d'un modèle aquitain d'aménagement urbain et de développement de l'habitat, encourager le développement d'un habitat durable).

- **Dessiner les nouvelles frontières du développement économique et social :**

Mobiliser les énergies pour l'atout agricole et agro-alimentaire (soutenir l'emploi agricole et veiller à la transmission des exploitations, soutenir les marchés agricoles locaux).

- **Valoriser les territoires, garantir la qualité des espaces :**

- Conforter les dynamiques rurales (soutenir les activités traditionnelles garantes de la pérennité du territoire, l'ancrage du tourisme rural, l'entretien et la préservation du patrimoine).
- Maîtriser l'occupation et la consommation d'espace (favoriser une urbanisation plus conforme à la préservation des espaces et des ressources, maintenir une veille sur l'évolution de l'habitat, repenser les relations entre modes d'urbanisation, lieux d'activités et migrations domiciles-travail).
- Préserver et protéger la ressource en eau (aborder l'eau à travers la diversité de ses potentialités).



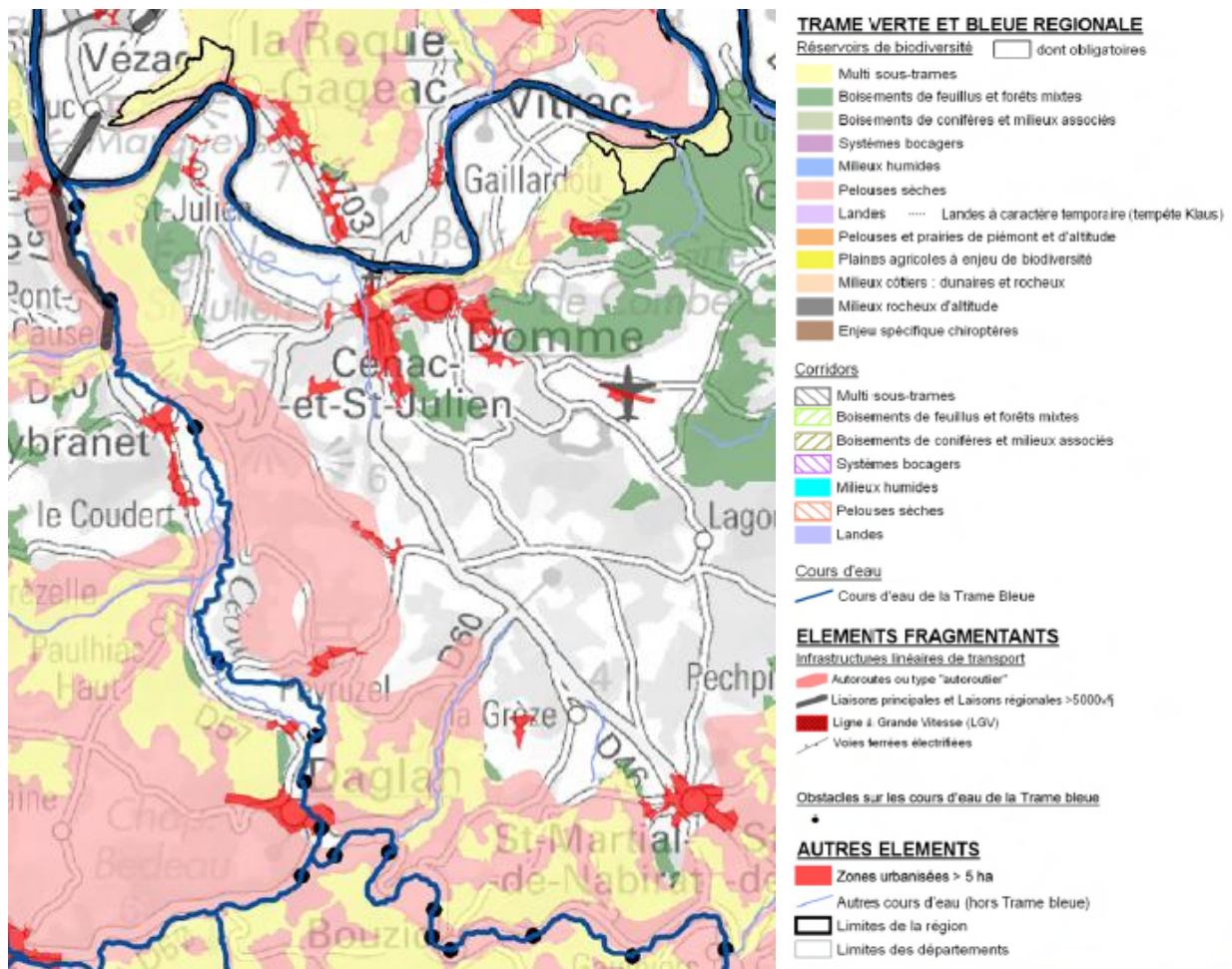
### 3.1.4. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

La région Aquitaine a approuvé fin 2015 son Schéma Régional de Cohérence Ecologique. Le but de ce document est de définir, pour l'Aquitaine, les enjeux et objectifs en termes de continuités écologiques.

Le SRCE de l'Aquitaine comprend, outre un résumé non technique :

- un diagnostic du territoire régional et une présentation des enjeux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques à l'échelle régionale ;
- un volet présentant les continuités écologiques retenues pour constituer la Trame verte et bleue régionale et identifiant les réservoirs de biodiversité et les corridors qu'elles comprennent ;
- un plan d'actions stratégique ;
- un atlas cartographique ;
- un dispositif de suivi et d'évaluation ;
- des clés de déclinaison du SRCE dans les documents d'urbanisme.

La commune de Cénac-et-Saint-Julien est concernée par plusieurs continuités écologiques, dont la vallée de la Dordogne, la vallée du Céou, ainsi que les pelouses sèches et milieux multi sous trames à l'ouest du territoire.





### 3.1.5. Le Plan Climat Énergie Territorial (PCET) Aquitain : Défi Aquitaine Climat

Le Plan Climat-Energie de la région Aquitaine, intitulé "Défi Aquitaine Climat", est la réponse dans la région au protocole de Kyoto et vise à réduire par 2 les émissions mondiales en 2050 par rapport à 1990. La région Aquitaine s'est montrée volontariste dès 2007 en étant la première à adopter un plan climat. Composé de nombreuses mesures ayant pour objectif de réduire l'impact carbone et environnemental des actions du Conseil Régional d'Aquitaine et de s'adapter aux conséquences du changement climatique.

Ce document se décline en 69 fiches actions réparties en 9 thématiques :

- Economie d'énergie et développement des énergies renouvelables
- Meilleure gestion des ressources
- Réduction des impacts environnementaux
- Nouvelles compétences et filières
- Veille, observation, mutualisation
- Eco-responsabilité et éco-gestes
- Nouveaux référentiels
- Eco-conditionnalités
- Aménagement

Seules celles ayant une incidence directe sur le territoire communal de Cénac et Saint Julien sont ici présentées :

- **Economie d'énergie et développement des énergies renouvelables**

Action : Réduire les émissions des Gaz à effet de serre liées au transport de voyageur.

Le transport est la principale source d'émission de Gaz à effet de serre en France, avec 28 % des émissions nationales. En Aquitaine, 94% des émissions du secteur des transports sont dues au transport routier dont 55% sont issues de voitures particulières. Il s'agit de développer des alternatives à la voiture individuelle tels que les transports en commun régionaux, transports doux en prenant en compte tous les enjeux locaux en zone urbaine et rurale.

- **Meilleure gestion des ressources**

Action : Faire de la forêt un moteur de lutte contre le changement climatique.

La région Aquitaine, première région forestière française, compte 1,8 million d'hectares de surface boisée, soit 43% de son territoire. Il s'agit de préserver et accroître la ressource forestière, afin de conforter son rôle primordial dans l'économie du carbone régionale.

- **Aménagement**

Action : Accroître la prise en compte des enjeux climatiques et énergétiques dans les politiques et le développement des territoires ruraux.

La question de l'aménagement durable des territoires est devenue majeure en Aquitaine. Une réflexion est en cours afin d'intégrer les enjeux énergie / climat dans les politiques d'aménagement et de développement des territoires ruraux tels que la commune de Cénac et Saint Julien. Les lois Grenelles 1 et 2 poussent au développement d'éco-quartiers et à la lutte contre l'étalement urbain. Il s'agit d'intégrer systématiquement ces enjeux climatiques et énergétiques à l'ensemble des projets des territoires soutenus par la Région.





### 3.1.6. Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE)

Ce schéma, qui s'inscrit dans le cadre réglementaire national, est la déclinaison régionale de la stratégie environnementale nationale, prenant en compte toutes les spécificités, faiblesses et opportunités locales. Il a vocation à définir les grandes orientations, à l'échelon du territoire régional à l'horizon 2020 et 2050. Le SRCAE fixe ainsi:

- Les orientations en termes de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** et adaptation au changement climatique,
- Les orientations permettant de **prévenir, réduire et atténuer la pollution atmosphérique**, c'est-à-dire d'améliorer la qualité de l'air en Aquitaine,
- Les objectifs qualitatifs et quantitatifs en termes de **production d'énergies renouvelables** par zone géographique.

Il comprend également le Schéma Régional de l'éolien, le Schéma Régional Energies Renouvelables et le Plan Régional Qualité de l'Air (PRQA).

- **Bâtiment**

Il s'agit entre autre de promouvoir les bonnes pratiques individuelles à l'échelle du bâtiment (comptage individuel dans le collectif, qualité de l'air).

- **Agriculture**

Il s'agit de sensibiliser, former, diffuser les bonnes pratiques agricoles permettant de limiter les consommations d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques et de s'adapter au changement climatique. Il s'agit également de valoriser l'agronomie et faire évoluer les pratiques culturales vers d'avantage d'efficacité en termes d'énergie, d'émissions, tout en intégrant l'enjeu de l'adaptation au changement climatique. Enfin il s'agit d'optimiser les exploitations agricoles sur le volet énergétique et la qualité de l'air.

- **Transport**

Cette thématique se traduit par l'idée de développer et de diffuser la connaissance sur les déplacements de voyageurs et le transport de marchandises, leurs impacts air énergie climat et les outils à disposition auprès des élus, des usagers et des acteurs du secteur du transport. Il s'agit également de rééquilibrer les usages de la route au profit des modes sobres et propres et renforcer les alternatives tout en réduisant les besoins de déplacements. La dernière orientation sur la thématique transport concerne son optimisation aux différentes échelles (longues distances, courtes distances, centre-ville).

- **Energie et réseaux**

Il s'agit de renforcer le cadre organisationnel, réglementaire d'appui à destination des porteurs de projets (collectivité, producteurs, structurer les filières, pérenniser les emplois locaux et préserver les paysages. Cette thématique se traduit également par un soutien à l'innovation technologique autour des énergies renouvelables, cible les travaux sur le gisement disponible en forêts. Enfin il s'agit de développer la production d'énergie renouvelable en privilégiant sa localisation près des centres de consommations.



### 3.1.7. Le Plan Régional Qualité de l'Air (PRQA)

« Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air en Région Aquitaine a pour objectif de définir les grandes orientations du point de vue de la lutte contre les pollutions atmosphériques afin d'orienter les études et décisions ultérieures ».

Pour ce faire, des groupes de travail thématique et un comité technique ont été constitués afin d'élaborer le Plan en étudiant en premier lieu les différentes pollutions présentes dans l'air, en dresser le bilan de ces pollutions pour permettre d'élaborer, à terme, les grandes orientations du Plan Régional de la Qualité de l'Air permettant de répondre à un objectif principal : **Améliorer la qualité de l'air.**

L'étude préalable réalisée par le Centre Interprofessionnelle Technique d'Etude de la Pollution Atmosphérique en 1997 a permis de dresser le bilan des différentes émissions atmosphériques de la région Aquitaine ; il a ainsi été mis en exergue que sur le territoire aquitain les principales pollutions atmosphériques sont :

- Le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) : 48 500 tonnes/an.
- L'oxyde d'azote (NO<sub>x</sub>) : 93 000 tonnes/an.
- Le monoxyde de carbone (CO) : 440 000 tonnes/an.
- Ammoniac (NH<sub>3</sub>) : 31 500 tonnes/an.
- Composés Organiques Volatils à l'exclusion du Méthane : 175 000 tonnes/an.

Ces pollutions représentent 5,2% des émissions atmosphériques nationales.

Il est important de prendre en considération ces différentes émissions polluantes en fonction des secteurs d'activités afin de voir, dans le cadre de l'élaboration d'un document tel que la Carte communale de Cénac et Saint Julien, quels sont les secteurs pouvant être au cœur des réflexions et notamment par rapport à l'impact de l'aménagement du territoire.

- **Le résidentiel et le tertiaire**

Ce secteur est la source de 14% des émissions de CO et de 9% des émissions de SO<sub>2</sub> et représente à ce titre une part non négligeable des émissions. Même si pollutions sont en majeure partie concentrées sur les grandes agglomérations, il convient d'en tenir compte pour des communes moyennes et notamment pour les communes ayant des perspectives de développement démographique importantes.

- **L'agriculture et la sylviculture**

Ce secteur ne correspond pas à une source de pollutions atmosphériques majeure mais l'augmentation constante des déchets agricoles est un phénomène à prendre en considération pour limiter les émissions de CO et de SO<sub>2</sub>.

- **Les transports**

Le secteur des transports et notamment du transport routier représente une majeure partie des émissions polluantes dans l'atmosphère (20% de SO<sub>2</sub>, 75% de NO<sub>x</sub> et 80% de CO) et ce bilan est une constante augmentation. Par ailleurs, il a été mis en avant que la place des voitures particulières dans ce bilan est très importante et que 20 à 40% de ces émissions sont présentes dans les unités urbaines.

Afin de palier au problème des émissions polluantes dans l'atmosphère et garantir une qualité de l'air satisfaisante, diverses mesures ont été prises dans le cadre du Plan Régional pour la Qualité de l'Air et notamment (seules les orientations directement incidentes sur l'élaboration de la carte communale de Cénac et Saint Julien ont été répertoriées) :

- Augmenter le contrôle de émissions dans les zones rurales (comprendre l'impact de l'urbain et des grands axes de communication sur les espaces ruraux et des exploitations agricoles sur les espaces résidentiels).



- Surveiller les impacts de la pollution atmosphérique sur les zones sensibles en préservant les bonnes situations (espaces naturels remarquables, forêts, écosystèmes, espaces ruraux, patrimoine bâti remarquable).
- Prendre en compte les effets sur les milieux et les écosystèmes dans tous les projets d'aménagement ou de développement d'activités.
- Réduire les sources fixes d'émissions polluantes dans l'atmosphère (secteurs industriel, résidentiel, tertiaire, commercial).
- Favoriser la maîtrise de l'énergie en privilégiant les énergies renouvelables non polluantes (secteurs industriel, du bâtiment et de l'agriculture).
- Structurer le développement des agglomérations et maîtriser l'urbanisation périurbaine (réduire les déplacements).
- Favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture pour les déplacements de courte distance en centre ville (cheminements doux, piétons, cycles).
- Sensibiliser les élus et la population aux impacts de l'activité humaine sur la qualité de l'air.

### 3.1.8. Le Plan Régional Santé Environnement

Le Plan Régional Santé Environnement a été finalisé en 2009 et permet de dresser le bilan de l'état des lieux en santé environnement en Aquitaine selon différents critères. Dans le cadre de l'élaboration de la Carte Communale de Cénac et Saint Julien, nous nous intéresserons principalement aux pressions exercées sur l'environnement mises en avant par le biais de ce diagnostic afin de voir celles pouvant éventuellement prises en considération dans l'élaboration du dit document. A partir de ces éléments nous analyserons les différentes mesures prises afin de « *réduire les inégalités environnementales* » en nous appuyant sur les fiches actions élaborées dans le cadre du Plan.

Les principales pressions exercées dans l'environnement sont liées :

- Au secteur industriel
- Au secteur agricole
- Au secteur des transports
- Au secteur résidentiel/tertiaire
- Au secteur du Tourisme

- **Les pressions exercées sur l'environnement par le secteur industriel :**

Les principales pressions exercées sur l'environnement par le secteur industriel sont liées aux installations classées, aux carrières, aux gisements du sous-sol, aux installations nucléaires et aux établissements SEVESO. Dans le contexte local de la commune de Cénac et Saint Julien, seules les carrières et les installations classées pourront éventuellement avoir des incidences sur l'environnement ; ce point sera détaillé dans l'état initial de l'environnement et les mesures seront prises le cas échéant dans l'élaboration du projet de Carte Communale afin d'être en accord avec la réglementation en vigueur et afin de proposer un projet d'aménagement adapté.

- **Les pressions exercées sur l'environnement par le secteur agricole :**

Comme avancé à plusieurs reprises dans ce rapport, le secteur agricole mais aussi le secteur forestier sont très présents dans la Région Aquitaine et y représentent des enjeux importants (surface, emplois). Cependant et notamment pour le secteur agricole, les pressions engendrées sur l'environnement et précisément sur la ressource en eau peuvent s'avérer importantes (80% de la consommation totale du Bassin Adour-Garonne en période d'étiage pour l'agriculture) en particulier pour l'irrigation et pour l'élevage. Par ailleurs, comme présenté en amont, les apports chimiques nécessaires éventuellement aux cultures ont parfois des conséquences néfastes sur l'environnement.





- **Les pressions exercées sur l'environnement par le secteur des transports :**

Les transports de marchandises sont très importants sur les axes routiers d'Aquitaine, notamment par rapport à la localisation stratégique de cette région. Dans le cadre de l'élaboration de la Carte Communale de la commune de Cénac et Saint Julien, nous nous intéresserons aux transports de personnes réalisés en véhicules particuliers qui génèrent une part très importante des pressions exercées sur l'environnement dans ce secteur. La complémentarité entre urbanisme et déplacements sera ici fondamentale.

- **Les pressions exercées sur l'environnement par le secteur résidentiel/tertiaire :**

Les pressions exercées sur l'environnement par le secteur résidentiel/tertiaire concernent étroitement les choix effectués dans le cadre des études d'urbanisme et des conséquences qu'ils auront sur l'habitat et sur les activités économiques (qualité de l'air, risques sanitaires, bruit...). La relation de ce secteur avec celui des transports sera importante et les orientations d'aménagement devront intégrer cette interaction.

Suite à la définition des pressions exercées sur l'environnement une série de fiches actions ont été élaborées afin de mettre en place des mesures, par thématique, permettant d'atteindre des objectifs environnementaux (seules les orientations pouvant directement être intégrées au projet de Carte communale de Cénac et Saint Julien ont été prises en considération):

- **Transport et santé :**
  - Promouvoir les plans de déplacements d'Entreprises.
  - Favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture.
- **Points noirs environnementaux**
  - Identifier et gérer les zones susceptibles de présenter une surexposition à des substances toxiques.
  - Identifier les établissements sensibles construits sur des sites potentiellement pollués et mettre en œuvre des plans de gestion.
  - Sensibiliser les élus de la complémentarité entre la gestion des sites et sols pollués et l'aménagement du territoire.

### **3.1.9. Le Plan de réduction et d'élimination des déchets dangereux en Aquitaine**

Le plan de réduction et d'élimination des déchets dangereux en Aquitaine a été initié en 2005 avec l'objectif d'assurer une gestion optimale des déchets dangereux en Aquitaine et de permettre ainsi une planification dans ce domaine adaptée au contexte législatif en vigueur, aux évolutions techniques avérées sur le territoire aquitain et afin d'assurer une cohérence avec les différents Plans Départementaux d'élimination des déchets ménagers et avec les plans de gestion des déchets du BTP.

Différents groupes de travail ont participé à un travail de concertation afin de mettre en place, suite à un état des lieux, des orientations et notamment selon les sujets suivants :

- Flux de déchets dangereux
- Réduction et prévention
- Elimination et stockage
- Déchets d'activités de soin à risque infectieux

L'état des lieux réalisé en amont de cette concertation a permis de dresser des projections tendanciennes en fonction des différents déchets sur la région Aquitaine en distinguant :

**Les flux non diffus :** *« Il s'agit de flux matérialisés de déchets dangereux produits par les installations industrielles »*

Les flux non diffus de déchets dangereux en Aquitaine représentaient 145 100 tonnes en 2005 et étaient principalement produits en Gironde et en Pyrénées-Atlantiques ; ces flux sont majoritairement traités hors de la



Région Aquitaine. Il est proposé pour ces flux un scénario tendanciel de stabilité à 5 et 10 ans, soit une évolution des flux non diffus collectés estimée à 145 100 tonnes/an.

**Les flux diffus :** *« Il s'agit de flux de déchets dangereux produits généralement en faible quantité et/ou de manière dispersée tel que les déchets ménagers spéciaux, les déchets agricoles, les déchets dangereux des artisans et des commerçants, les déchets dangereux du secteur du BTP et les déchets dangereux de l'enseignement et de la recherche ».*

Les flux diffus de déchets dangereux en Aquitaine représentaient 33 580 tonnes en 2005 et étaient principalement produits en Gironde et en Pyrénées-Atlantiques. Le scénario tendanciel pour les flux diffus en 2015 est de 43 900 tonnes/an.

**Les Déchets d'Activités de Soins:** *« Ce sont les déchets d'activités de soins issus des activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, dans les domaines de la médecine humaine ou vétérinaire ».*

Le scénario concernant les flux diffus de Déchets d'Activités de Soins prévoit une augmentation du nombre de patients mais une amélioration de l'efficacité de la collecte liée à l'organisation de la récupération de ces déchets. En définitive, la production de ce type de déchets sera à l'augmentation.

Le scénario concernant les flux non diffus de Déchets d'Activités de Soins prévoit une diminution de la production de ce type de déchets étant donné l'optimisation du tri à la base.

L'objectif majeur du Plan de réduction et d'élimination des déchets dangereux en Aquitaine est principalement de réduire la production de ce type de déchets, leur toxicité, leur dangerosité et leur volume. Par ailleurs, le Plan envisage un meilleur traitement de ces déchets à la base afin d'assurer une meilleure valorisation en phase postérieure et un meilleur captage de tous les déchets (diffus, non diffus et DAS) afin d'éviter les impacts sur la santé et l'environnement. **D'une manière générale le Plan prévoit de prévenir en amont et d'améliorer le traitement en aval.**

Un travail de suivi de la mise en place du Plan de réduction et d'élimination des déchets dangereux est prévu.

### **3.1.10. Charte du Pays Périgord Noir**

Datée du 29 septembre 2003, la charte du Pays Périgord Noir est une référence pour mener une action collective entre les 146 communes, notamment sur des thématiques environnementales. La stratégie du Périgord noir entre 2004 et 2013 s'articule autour de 4 axes :

- **Aménager le Périgord Noir de demain**
- **Développer les activités au service des emplois et des hommes**
- **Renforcer les solidarités**
- **Valoriser l'identité du territoire**
- **Aménager le Périgord Noir de demain**

Cet axe peut se traduire concrètement dans le document d'urbanisme de Cénac et Saint-Julien. Il préconise en effet une maîtrise de l'espace et du développement de l'habitat. Cette mesure passe par deux mesures environnementales qui peuvent se traduire dans la carte communale :

- Disposer des outils et établir une politique de maîtrise du foncier : Généraliser la conception et l'emploi des documents d'urbanisme : doter le pays d'une meilleure couverture en termes de cartes communales et de Plans Locaux d'Urbanisme.
- Promouvoir une politique de valorisation forestière et de la filière bois



En parallèle à ces mesures environnementales, la politiques d'aménagement du Pays soutient surtout un développement équilibré du territoire à travers la valorisation de sa position de carrefour pour optimiser le développement des zones d'activités, développer les infrastructures de services et promouvoir le développement touristique. Le Pays préconise également de développer et d'améliorer l'offre d'habitat pour les jeunes. Enfin une des mesures est de réduire les inégalités urbain-rural et de renforcer l'attractivité du territoire par une politique d'accueil des actifs, des jeunes et des investisseurs et porteurs de projets. Ainsi, dans la Charte du Pays du Périgord Noir, l'accent est mis sur le développement et l'attractivité territoriale afin de sauver le territoire de la déprise et du vieillissement de sa population, au détriment de la politique environnementale qui occupe une place moins centrale dans les réflexions du Pays. L'enjeu environnemental n'est abordé que dans une sous-mesure de l'axe 4 intitulé « Valoriser l'identité du territoire ».

- **Valoriser l'identité du territoire**

L'environnement et les paysages, au même titre que la qualité de vie, les éléments de culture, et le patrimoine, constituent des éléments qui créent l'identité du territoire. Le 3ème objectif de cet axe est en effet de « Préserver une richesse environnementale exceptionnelle ». ... pistes d'action ont été retenues par le Pays :

Intégration paysagère et environnementale

Cette mesure passe par 4 actions :

- Mieux tenir compte des paysages et du patrimoine dans les constructions ou restaurations publiques et privées et dans les espaces naturels sensibles,
- Mettre en place une réflexion permanente et partagée sur l'avenir des paysages en favorisant les échanges avec des spécialistes et les milieux culturels,
- Favoriser le dialogue, la pédagogie et l'émergence d'opérations ayant valeur d'exemple, et enfin,
- Restaurer et valoriser les berges et annexes fluviales.

Renforcer les connaissances sur les milieux naturels

Trois actions ont été retenues :

- Créer une dynamique à l'échelle du pays avec tous les acteurs concernés par les rivières et cours d'eau, harmoniser les activités, inventorier lorsque cela est nécessaire, faciliter les transferts de compétences chaque fois que cela est possible
- Soutenir les études et inventaires concernant la biodiversité et les paysages pittoresques et faciliter les interventions classiques et la valorisation courante dans les sites naturels inscrits.

Protéger et mettre en valeur les ressources naturelles

Trois actions ont également été retenues pour concrétiser cette mesure :

- Protéger les berges et les zones humides,
- Mettre en œuvre quelques actions collectives en faveur de la faune locale (ornithologie, pêche durable, gestion de la forêt...) en concertation avec toutes les parties intéressées,
- Points bleus et points verts.

Soutenir les démarches respectueuses de l'environnement : déchets professionnels

Cette mesure se traduit par l'action de proposer aux artisans, commerçants, industriels et agriculteurs les solutions techniques et économiques les plus pertinentes afin de respecter la réglementation en matière de gestion et d'élimination de leurs déchets. Pour absorber l'ensemble des déchets des professionnels il faudra que de nouveaux établissements soient créés ou que les équipements existants soient réaménagés. Les solutions s'articulent autour de 3 grands principes : l'ouverture de « déchèteries mixtes » (accueil des particuliers et des professionnels), la création de déchèteries spécifiques aux professionnels sur des secteurs à fort gisement, la réalisation de décharges de type classe 3.



Soutenir les démarches respectueuses de l'environnement : secteur touristique

Cette mesure passe par trois actions :

- Le tourisme durable passe indiscutablement par une meilleure prise en compte de ses rapports avec l'environnement, d'où la nécessité de mesurer l'impact de cette activité, puis d'aider les professionnels à développer un plan stratégique axé sur la qualité,
- Préparer le secteur touristique et culturel aux labels environnementaux et aux recours aux énergies renouvelables,
- Favoriser les économies d'eau et l'élimination des déchets liquides dans les structures touristiques qui le nécessitent.



### 3.1.11. Synthèse des documents supra-communaux ayant des incidences sur l'environnement

Documents supra-communaux	Enjeux et objectifs applicables à l'échelle de la Carte Communale
<b>Le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux Adour Garonne</b>	<p>Améliorer la qualité des eaux, Prendre en considération les milieux aquatiques dans l'aménagement du territoire, Mettre en œuvre les trames vertes et bleues, Protéger la ressource en eau, Gérer la ressource en eau de manière raisonnée par rapport aux besoins identifiés dans les prévisions de développement territorial</p>
<b>Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durables du Territoire</b>	<p>Favoriser l'accès aux centres-villes, Assurer l'accessibilité aux services publics, Favoriser le renouvellement urbain et la réhabilitation, Favoriser les mixités sociales et fonctionnelles, Favoriser le développement d'un habitat durable, Maîtriser la consommation d'espaces, Préserver et protéger la ressource en eau.</p>
<b>Défi Aquitaine Climat</b>	<p>Réduire les émissions de CO<sup>2</sup> liées au transport, Préserver la ressource forestière, Avoir une approche durable de l'aménagement du territoire, Lutter contre l'étalement urbain, Développer les éco-quartiers.</p>



Documents supra-communaux	Enjeux et objectifs applicables à l'échelle de la Carte Communale
<b>Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air</b>	<p>Evaluer en amont les impacts des projets sur les milieux naturels et écosystèmes,</p> <p>Développer les énergies renouvelables (industrie, bâtiment, agriculture),</p> <p>Maîtriser l'urbanisation périurbaine,</p> <p>Favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture</p>
<b>Le Plan Régional Santé Environnement</b>	<p>Prendre en compte les impacts des Installations Classées pour l'environnement et les carrières</p> <p>Optimiser la gestion de la ressource en eau dans le secteur agricole,</p> <p>Limiter les déplacements et favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture</p>
<b>Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux</b>	<p>Diminuer la production de déchets et intervenir le plus en amont possible afin de diminuer les besoins de collecte et de traitement</p>

### 3.2.1. Une hydrographie marquée par deux cours d'eau majeurs...

This topographic map depicts the Cénac-Ségur area in the Dordogne. The Dordogne river is shown in blue at the top, with the 'St. épur.' (wastewater treatment plant) located on its bank. The Cèou river flows along the western and southern edges of the map. The map features numerous contour lines indicating elevation, with peaks reaching up to 220 meters. Key settlements include Cénac, Ségur, and various smaller hamlets like 'le Bois Haut' and 'le Pignou'. Landmarks such as 'Château de Ségur', 'Château de Cénac', and 'Château de Ségur' are marked. The map also shows the 'L' (Ligne de chemin de fer) and 'R' (Route) networks. The area is bounded by a red line, likely representing the commune's limits.

**Figure 5 : Carte de l'hydrographie**





### 3.2.2. ... qui façonnent le relief communal

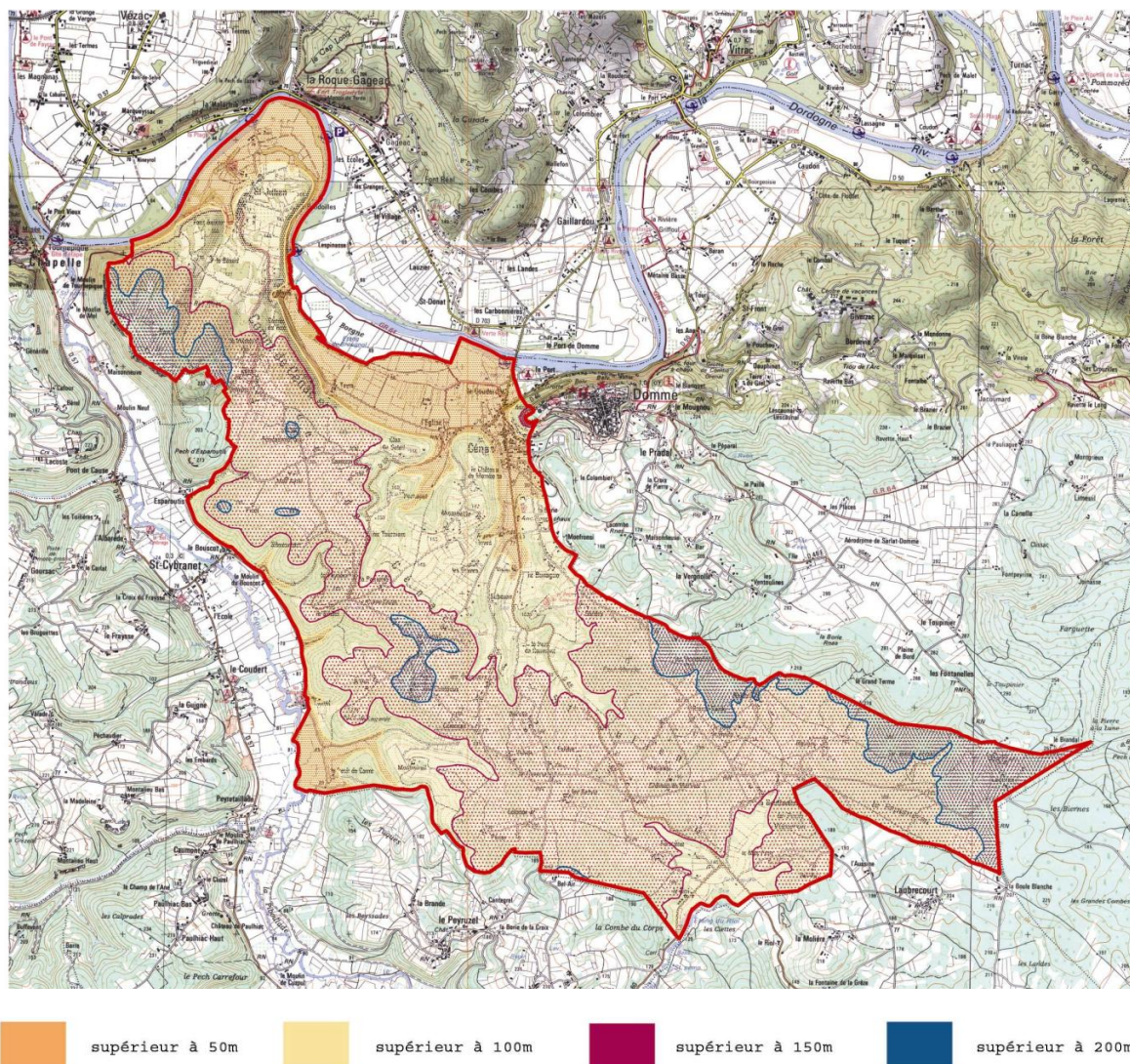


Figure 6 : Carte des altitudes

Le relief communal est marqué :

- Au Nord par deux vallées qui traversent plateaux et petits pitons rocheux.
- Au Sud par de grands espaces légèrement vallonnés.

Cénac et Saint Julien est situé entre deux vallées majeures, la Dordogne et le Céou, qui marquent les limites du territoire communal. La Dordogne et le Céou entaillent le territoire formant ainsi des falaises de part et d'autre de leur lit. La rivière de la Dordogne a profondément marquée le site par son action érosive.

Le relief de la commune varie ainsi entre vallées ouvertes et collines, ce qui permet d'ouvrir le paysage sur de grand panorama et de trouver de nombreuses vues remarquables. Le bourg de Cénac se trouve dans la vallée alors que celui de Saint Julien se situe sur une colline, à 111 mètres d'altitude. Le point haut de la commune se situe à l'extrémité Sud-est du territoire communal, à 249 mètres d'altitude.





L'altitude varie ainsi de 50 à 249 mètres avec une topographie marquée par la présence de coteaux et falaises calcaires offrant de superbes points de vue sur les vallées de la Dordogne et du Céou :

- La vallée du Céou délimite le territoire communal dans sa partie Ouest. La crête de ce vallon évolue à une hauteur de 150 à 220 m.
- Le territoire s'élève progressivement vers le sud jusqu'à 150 m. Il est marqué par un relief de vallons sur lesquels alternent prairie et bois de feuillus. Les dénivelés observés sont de l'ordre d'une cinquantaine de mètres.
- Enfin la limite Sud Est de la commune est matérialisée par une colline avoisinant les 200 m d'altitudes. Les hameaux de Lagorce, les Ventoulines et Reille s'y localisent.

La combinaison de l'hydrographie et du relief façonnent des paysages très diversifiés sur la commune de Cénac et Saint Julien.

### 3.3. LES ENTITES PAYSAGERES DE CENAC ET SAINT JULIEN

Le cadre naturel de la commune est peu modifié par les constructions. Le sol est encore occupé en majorité par des espaces naturels et agricoles.

Le territoire communal est divisé en deux entités :

- Au Sud, un paysage traditionnel des Causses qui se compose de coteaux calcaires où règnent pelouses sèches et steppes.
- Au Nord, un paysage de vallée alluviale ouverte aux abords de la Dordogne : paysage de fonds de vallées domaine des champs de maïs, de noyers et de tabac, et d'espaces vallonnés couverts de bois de feuillus troués de clairières pastorales et de hameaux.

#### 3.3.1. L'entité paysagère des Causses

Ce sont principalement des paysages de plateaux calcaires aux sols maigres et pierreux où le relief dépend des combes, longues vallées sèches où s'accumulent une argile rougeâtre et des dolines, dépressions circulaires à fond argileux.

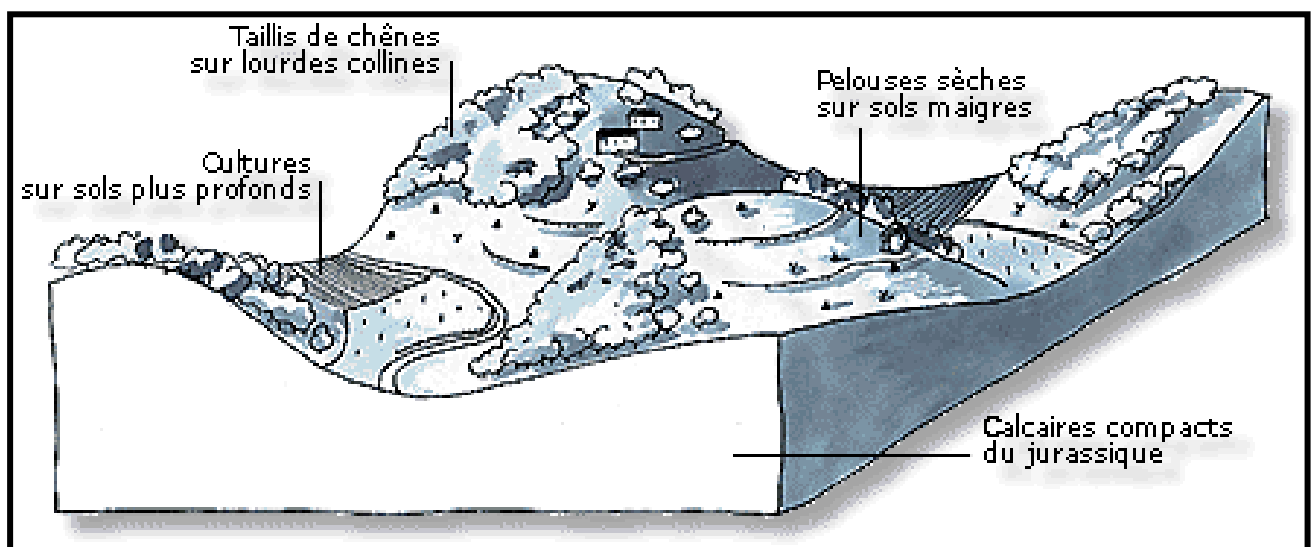


Figure 7 : Schéma caractéristique des Causse (source : site Internet du CAUE)



Les conditions physiques difficiles ont limité les interventions de l'homme aux sols les plus propices pour l'agriculture. Il en résulte un paysage de clairières agricoles aux formes irrégulières sur les plateaux et régulières dans les petits vallons aux limites des versants bien définies. Les deux types de clairières ont souvent une composition polyculturelle avec quelques nuances pour chacun : les vallons peuvent être organisés de manière plus rationnelle et possèdent davantage de maïs et d'autres céréales, de prairies, de peupliers et les plateaux ont un parcellaire irrégulier et l'on y trouve des champs de maïs, de blé, noyers éparpillés et en vergers, arbre fruitiers en bordure des routes, petites vignes.

Les habitations récentes sont faiblement présentes et ce sont surtout les constructions traditionnelles qui ponctuent le paysage des Causses. Elles sont réalisées en pierre sèches et claires, souvent apparentes. Leurs toits ont des pentes fortes et sont couverts avec des tuiles plates, voire des ardoises.

Les cabanes en pierres sèches qui servaient d'abri sont éparpillées là où il y avait des champs et les vignes. L'abandon des terres agricoles fait qu'on les trouve aujourd'hui en partie dans les bois ou les friches.



**Figure 8 : Cabane agricole traditionnelle en pierre sèche**

Le muret en pierres fait partie des spécificités des paysages des Causses où le résultat de l'épierrage des champs était fréquemment utilisé pour séparer les parcelles entre elles ou les parcelles et les routes. Leur abandon donne des impressions de lieux dégradés lorsqu'ils sont visibles depuis les routes. Cette image est atténuée par les bois qui ont gagné les terres agricoles, ici, c'est l'arbre qui cache le muret. La couverture forestière est très forte et dominée par les feuillus et notamment la chênaie pubescente qui représente les trois quarts de la surface boisée ; ses formes « rabougries », sa répartition plus ou moins dense en alternance avec des landes et des pelouses rases sont typiques pour les paysages des Causses relativement sauvages.

Les principaux points forts des paysages des Causses sont :

- le caractère calme, sauvage, voire austère,
- le petit patrimoine bâti (bourgs, fermes, cabanes, murets,..) avec ses qualités relativement homogènes,
- l'intérêt écologique reconnu des Causses dans leur ensemble,
- les franges des Causses qui délimitent des vallées profondes occupent une position essentielle dans la perception des paysages de vallées,
- les petites vallées sèches ouvertes, entretenues par l'agriculture.



Les dégradations notables qui peuvent être observées dans ce type de paysage sont l'abandon qui est une notion fréquente des Causses, et ceci malgré la réhabilitation des vieilles constructions. En effet, la déprise agricole entraîne une augmentation du taux de boisement, une perte de diversité paysagère et d'identité des hameaux, un manque d'entretien des murets.

### **3.3.2. L'entité paysagère des vallées alluviales ouvertes**

Ce sont des vallées avec une continuité visuelle et des perspectives paysagères. Celle-ci dépend de la succession des espaces ouverts dans la vallée et de la présence des deux versants qui les délimitent. L'espace vallée pris en compte est donc celui du fond de vallée et des versants jusqu'aux sommets, visibles depuis le fond.

Les caractéristiques principales de ce type de vallée sont les suivantes :

- Les routes les plus fréquentées empruntent les vallées. Elles n'offrent à leurs usagers qu'une perception très partielle du territoire puisqu'il faut quitter la vallée pour découvrir les autres entités paysagères.
- Le réseau hydrographique est important. Toutefois la présence des cours d'eau est très discrète en dehors des centres bourgs et des points de franchissement. Les routes principales montrent surtout l'espace vallée et rarement son fil conducteur.

Les principales dégradations que l'on peut retrouver dans cette entité sont les peupleraies qui s'étendent généralement de façon modérée mais peuvent nuire à la découverte complète de certains sites où elles masquent des éléments significatifs. Autres dégradations visuelles, la maïsiculture intensive qui diminue la diversité paysagère là où elle remplace un parcellaire polyculturel.



**Figure 9 : Paysage de vallée ouverte avec au loin la présence des abords du coteau**

### **3.3.3. Les perspectives visuelles sur la commune**

L'appréhension visuelle de la commune de Cénac et Saint Julien est caractérisée par l'importance du relief sur les paysages. La commune de Cénac placée au pied des coteaux de Domme, dans la plaine, est visible à partir de nombreux points de vue. Saint Julien est située en hauteur et bénéficie de quelques panoramas intéressants.



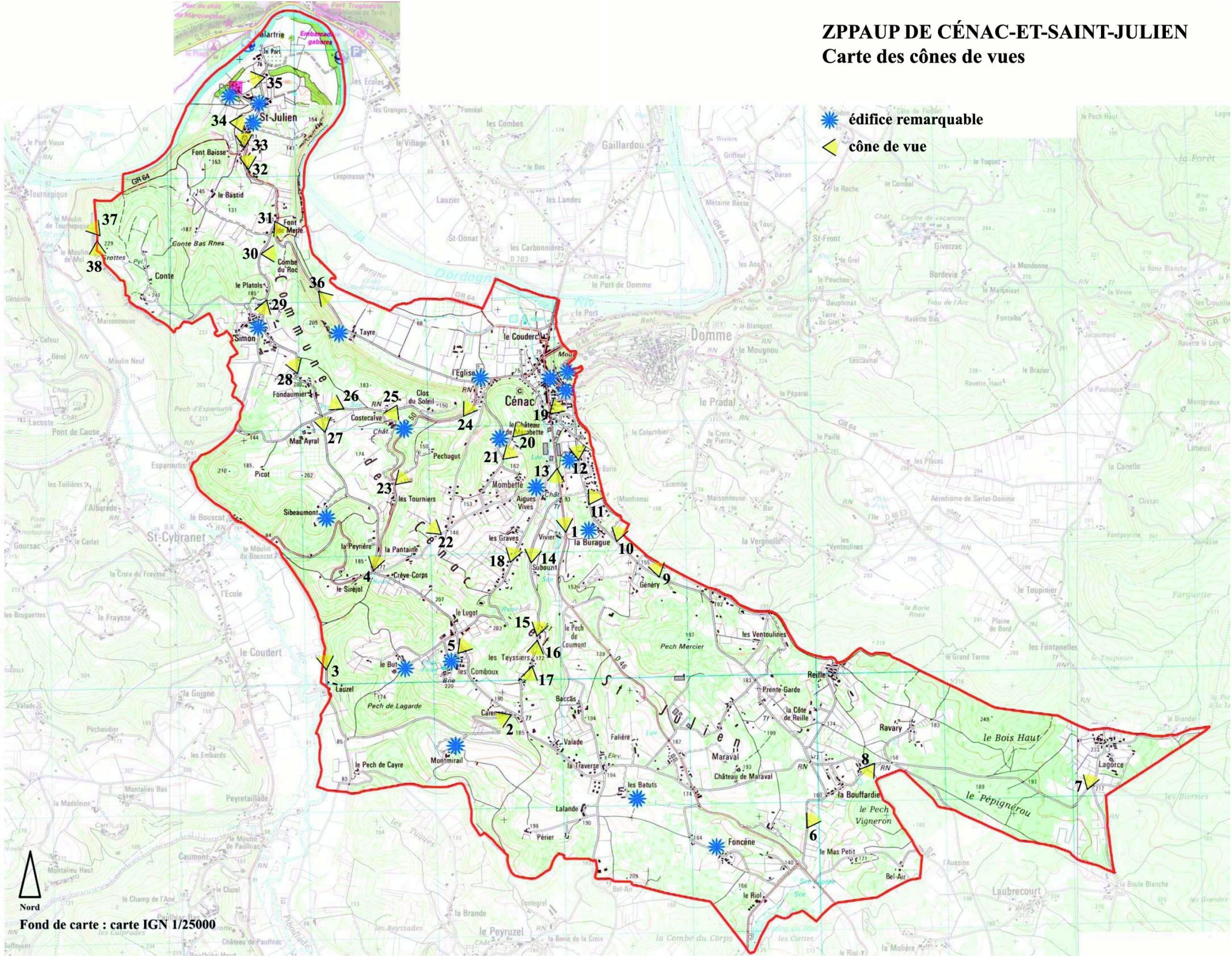


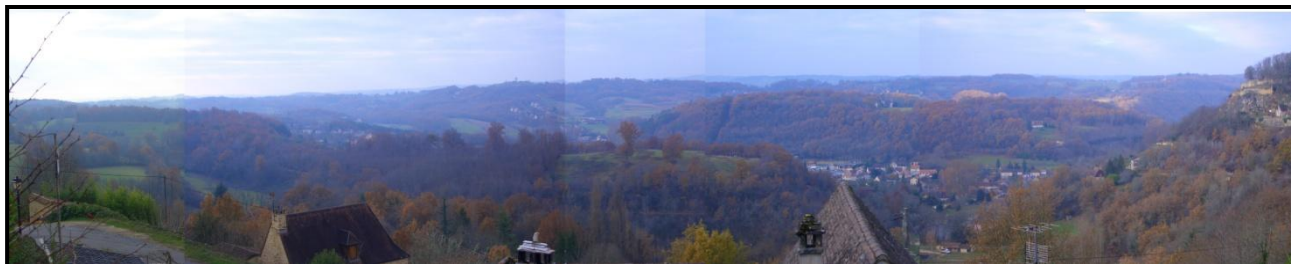
Figure 11 : Carte des cônes de vue (source : dossier ZPPAUP)



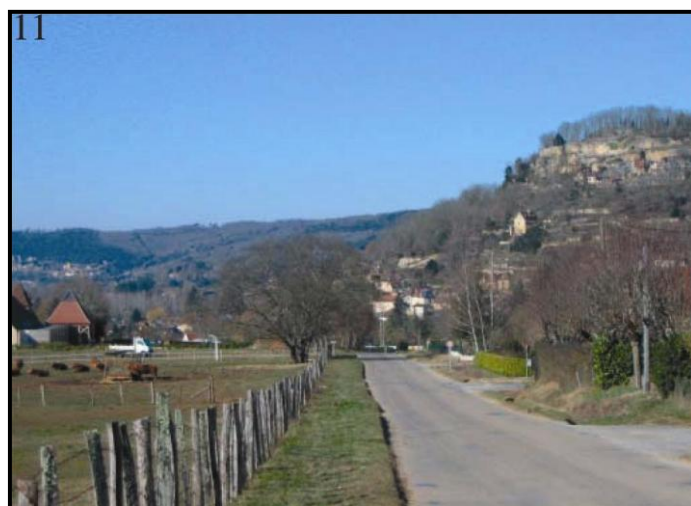


### 3.3.4. Le patrimoine paysager remarquable identifié par la ZPPAUP

Une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) a été adoptée en 1994. Ce document analyse notamment les paysages sur la commune. Son but est de préserver et de mettre en valeur les caractéristiques patrimoniales d'un lieu à identité forte. Ce document ancien, dont la fin de validité est prévue à l'été 2016, devrait évoluer en aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), la réalisation d'un tel document étant envisagée par la municipalité.



*Figure 12 : Le paysage de Cénac et Saint Julien*



*Figure 13 : Carte des cônes de vue (source : dossier ZPPAUP).*

L'analyse du relief communal, de l'hydrographique et de l'occupation du sol de Cénac et Saint Julien laissent apparaître un territoire composé de cinq unités paysagères remarquables:

- Le paysage de la rive de la Dordogne,
- Le paysage autour du Céou,
- Le paysage sous le château de Domme,
- Le paysage face à la bastide,
- Le paysage des abords des hameaux



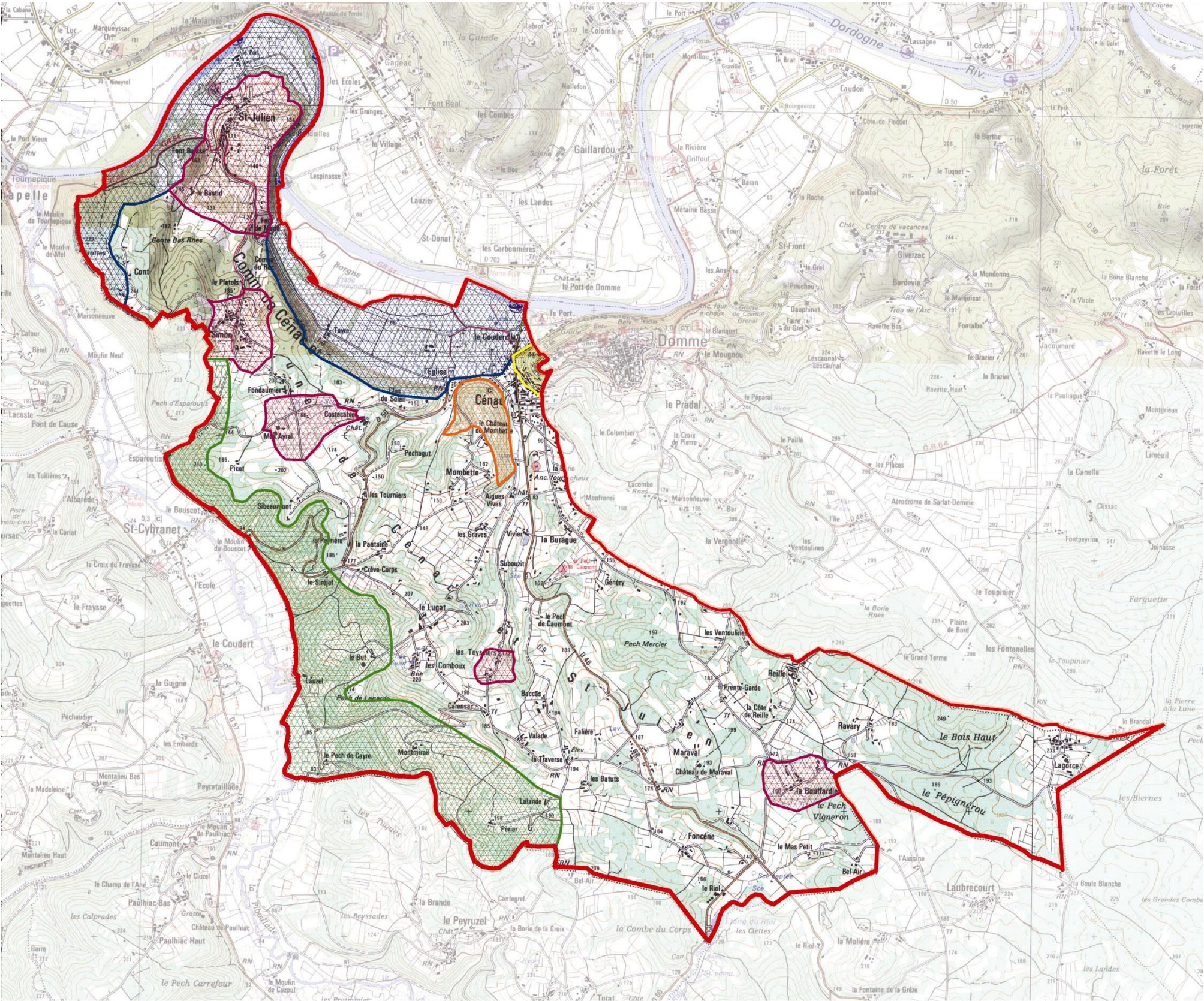


Figure 14 : Carte du patrimoine paysager (source : dossier ZPPAUP).





➤ **Les rives de la Dordogne**

Il s'agit d'une plaine alluviale de faible altitude (70m) située au nord du territoire, particulièrement visible à partir de sites tels que Domme et Font de Merle. Elle est le lieu de cultures diverses (noix, maïs). Des alignements d'arbres structurent ici et là cet espace ouvert. L'église de Cénac et quelques constructions se sont établies dans cette zone.



**Figure 15 : Depuis Font de Merle**

➤ **Autour du Céou**

Le Céou, second cours d'eau borde l'Ouest du territoire. Ses abords offrent un paysage pacagé ouvert, proche de celui des rives de la Dordogne.

Ce fond de vallée n'est que faiblement marqué par le bâti. Les pentes variant de 50 à 150 mètres d'altitude sont abruptes et principalement boisées.



**Figure 16 : La vallée du Céou**

➤ **Sous le Château de Domme**

La commune de Domme domine celle de Cénac de son piton rocheux. Les coteaux calcaires sont abruptes, couverts de feuillus et pelouses sèches. Dans les parties basses, le bourg castral s'est développé. Ce paysage est très présent car il est visible à partir de nombreux lieux. Il marque l'identité de la commune.



**Figure 17 : Les coteaux**





➤ **Face à la bastide**

Il s'agit du versant de la colline se situant face à Domme et bordant la commune. Il longe la RD 46. La pente évolue progressivement de 50 à 150 mètres d'altitudes en léger contrebas de Domme. Elle est couverte de bois de feuillus et quasiment pas bâtie.



**Figure 16 : Face à la bastide**

➤ **Les abords des hameaux**

Les sites concernés sont ceux de Saint Julien, Simon, Fondaumier et Mas Ayrat, les Teyssiers et la Bouffardie.

Saint Julien se situe sur un léger promontoire proche de la Dordogne. Ceci lui permet de disposer de points de vue intéressants.

Les hameaux suivant sont implantés en ligne de crête, au cœur d'espaces dégagés rendant ainsi les espaces bâtis et les zones de culture avoisinantes plus visibles.



**Figure 17 : Vers la Bouffardie.**

### **3.3.5. Mutation des entités paysagères et enjeux de protection**

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la transformation du paysage de la commune. Dans un premier temps, le domaine agricole a connu de nombreuses mutations dans l'organisation de l'espace rural traditionnel. La surface moyenne des exploitations a considérablement augmenté, du fait notamment de la diminution du nombre des exploitations. Cette transformation, implique l'utilisation de techniques nouvelles et la recherche de la rentabilité optimale.

De ce fait, le paysage agricole a été réorganisé et plusieurs effets sont à constater : l'abandon des terres les moins favorables (zones en forte pente, combes, petites parcelles isolées,...) au profit de friches et de forêts ; l'optimisation des secteurs où la topographie est la plus favorable à la mécanisation, notamment les vallées alluviales, se traduit par le renforcement des espaces ouverts : suppression des haies, arbres isolés, agrandissement du parcellaire, rectification des cours d'eau, enlèvement de la ripisylve le long des cours d'eau.

La qualité de la perception paysagère et du paysage non-bâti dépendent de l'alternance d'ouverture et de fermeture, c'est-à-dire de l'agriculture puisque c'est l'activité agricole qui maintient les espaces ouverts.



**Figure 18 : Paysage type de l'entité paysagère des vallées alluviales ouvertes**

L'urbanisation fait partie intégrante des paysages, l'identité des entités paysagères dépend du bourg, des hameaux et des constructions anciennes dispersées avec leurs variations architecturales. Ce patrimoine bâti est depuis un siècle la composante la plus stable de l'espace rural (par rapport aux mutations agricoles et sylvicoles). L'habitat récent dans les espaces ruraux a été favorisé par l'offre foncière abondante et la voiture. Il s'en est suivi un certain « exode urbain » depuis les principaux pôles, vers l'espace rural. Les vallées alluviales sont le lieu privilégié des phénomènes de péri urbanisation : extension de l'habitat diffus, urbanisation en linéaire le long des vallées sont des causes majeures de la transformation du paysage.

Les axes routiers engendrent une urbanisation linéaire, en étant un lieu privilégié pour les habitations anciennes et récentes, par profit des réseaux existant. Ce développement linéaire provient essentiellement du fait qu'il permet de minimiser les coûts pour la mise en place de réseaux pour l'arrivée d'habitation. Toutefois, certains aspects négatifs peuvent en découler, une concentration linéaire entraîne une qualité amoindrie du paysage ; les paysages perçus depuis la route sur certains tronçons sont masqués ou filtrés par des obstacles (maisons, bâtiments en ruine, ...).

Ainsi, de nombreux facteurs, de différentes natures, sont à l'origine de la transformation des paysages. Afin de préserver au mieux l'entité paysagère du territoire communal, la carte communale s'attache à développer l'urbanisation de façon organisée, autour des zones d'habitat existant (bourg et hameaux). Le maintien des spécificités paysagères est directement lié au maintien du gérant principal du territoire, l'agriculteur. Le soutien à l'agriculture va donc de pair avec le travail de carte communale.

Toutefois, une attention toute particulière a été apportée afin de respecter une certaine qualité paysagère passant par plusieurs grandes orientations :

- le maintien d'une bande de terrain non agricole sur les berges, qui comprend la ripisylve, un sentier,...
- la conservation ou la plantation de quelques cloisons arborescentes qui relient le cours d'eau aux coteaux pour éviter la notion des espaces monoculturels à perte de vues,
- la protection des milieux naturels et plus particulièrement les milieux de fort intérêt menacés par une diminution de la biodiversité faisant suite à l'abandon de l'entretien traditionnel.



La maîtrise de la qualité des constructions et notamment les constructions neuves et les extensions des bâtiments existants est un enjeu fort. Le tissu bâti ancien, soit un village ou hameau, une ferme isolée offrent des caractéristiques variées en volume et matériaux selon la diversité du substrat. Les extensions de ce tissu seront à des distances proches des bâtiments existants.

Lors du travail d'élaboration de la carte communale de Cénac et Saint Julien, une attention particulière a été faite sur l'urbanisation linéaire en entrées de bourgs et de hameaux. Pour limiter les extensions linéaires il est préférable d'étoffer un bourg plutôt que de l'étirer. L'urbanisation linéaire en dehors des agglomérations est à contenir fortement afin de privilégier constamment l'effet de découverte des paysages de la vallée depuis la route.

### **3.4. MORPHOLOGIE ET EVOLUTION URBAINE**

---

#### **3.4.1. Les zones d'habitat actuel**

L'habitat sur la commune de Cénac et Saint Julien est assez disséminé sur l'ensemble du territoire :

- L'urbanisation relativement dense est présente dans le Bourg de Cénac situé au pied du piton rocheux de Domme, et dans celui de Saint Julien.
- Des hameaux d'importances se sont développés sur le reste du territoire, soit à partir d'un habitat ancien rénové, soit avec des constructions relativement récentes en retrait de l'axe que constitue la D46.
- Certaines maisons d'habitation côtoient également des exploitations agricoles isolées.

#### **3.4.2. L'évolution urbaine**

L'urbanisation de la commune est liée à son histoire. Elle prend son origine à la période de la préhistoire et c'est à l'époque gallo-romaine que la villa de Quinte s'implante à proximité du site actuel du cimetière de Cénac.

Pour surveiller la vallée de la Dordogne et faire face aux raids normands du IX<sup>ème</sup> siècle, on construit le château de Domme-Vieille sur le haut du plateau. Sur les pentes proches se développent le bourg castral. A la même période, un village et une abbaye se développent aux alentours de la villa de Quinte.

L'époque de la création de la paroisse de Saint Julien est plus vague (gallo-romaine ou médiévale). A partir d'une implantation humaine classique en bord de rivière, s'est développé un village puis une église au moyen âge.

Les hameaux apparaissent plus tardivement et se forment principalement autour de fermes. Les sommets de vallons sont les lieux privilégiés de ces groupements.

Disséminé sur le territoire, des châteaux et demeures d'un intérêt architectural réel, se sont construits vers le XVII et XVIII<sup>ème</sup> siècles, en des endroits divers (manoir d'Aiguevive, logis de Foncène...) La construction du château de Monbette est plus ancienne, antérieure à 1490.

L'urbanisation la plus récente se situe en périphérie sud du bourg et au sein des hameaux par extension et rénovation des bâtiments de ferme.

#### **3.4.3. Les différentes formes de l'habitat**

Quatre types de zone apparaissent : le bourg castral (Domme-Vieille), l'habitat s'organisant autour de l'abbaye de Cénac et le long de la RD 46, l'implantation en bord de rivière du bourg de Saint Julien et les hameaux à l'intérieur des terres.



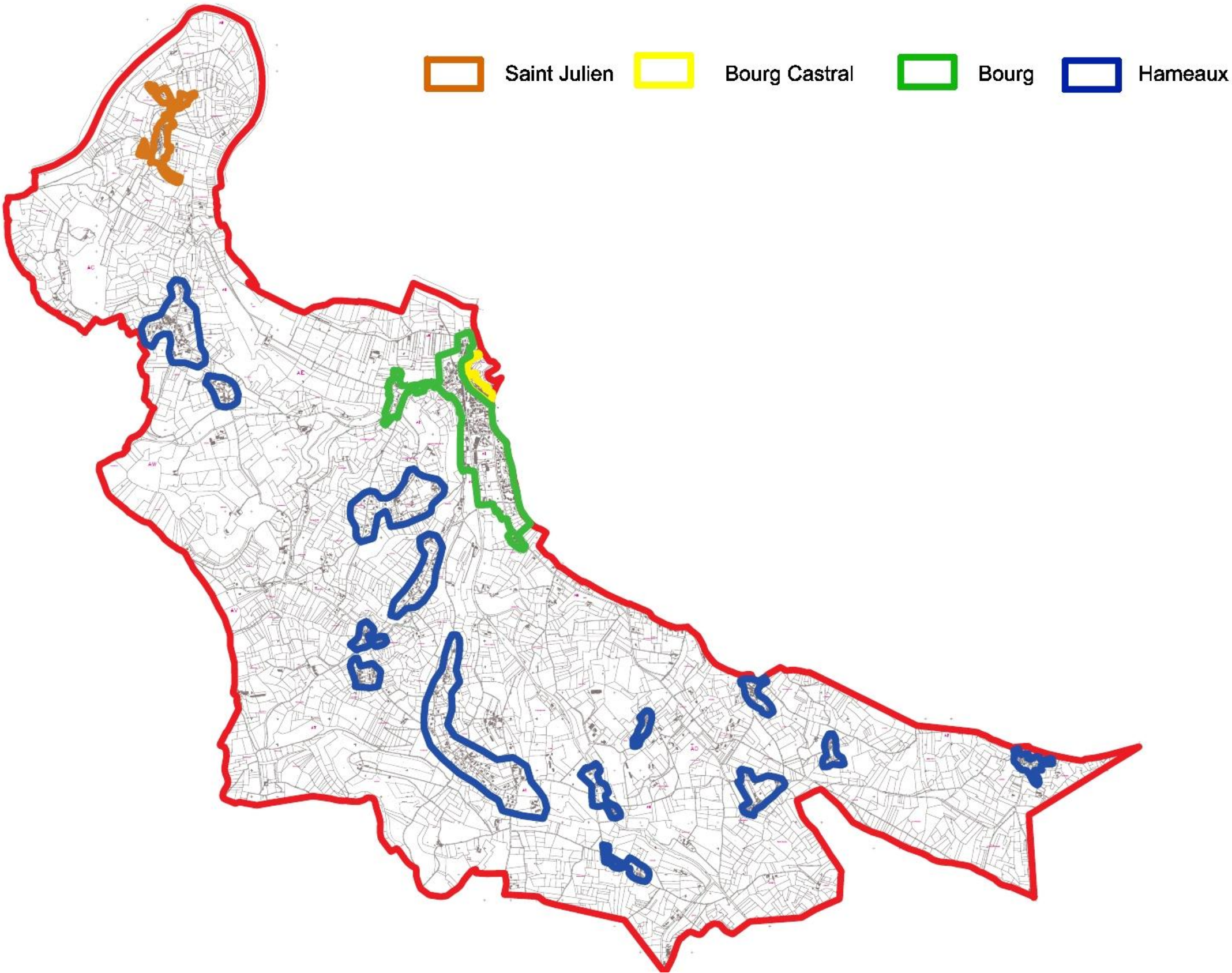


Figure 19 : Carte des différents types d’habitat.



### ➤ Le bourg castral

Il constitue l'un des points de départ du développement de la commune de Cénac Ensemble bâti particulièrement intéressant et bien conservé, il a été relativement préservé de toutes nouvelles constructions. Le bourg ancien garde donc toute sa qualité. Une grande partie des habitations anciennes ont été très bien restaurée, d'autres demanderaient à l'être également.



**Figure 20 : Le bourg castral.**

De par la topographie du site, l'implantation des bâtiments est assez dense (parcelles moyennes de 200m<sup>2</sup>). Les maisons sont de forme rectangulaire et généralement de type R+1 plus combles ou moins.



**Figure 21 : L'habitat aggloméré du Bourg**

Les bâtisses sont construites en pierre du pays, ce qui donne une ambiance très particulière. Les bâtiments « s'imposent » avec force dans le paysage par leur position dominante.





### ➤ Le bourg dans la plaine

Il s'étend sur la partie basse du site dans un espace plat et ouvert. Il date d'une urbanisation plus récente qui s'est développée le long des axes de transports que sont la RD 46 et la RD 50. L'absence de contraintes liées au relief, a permis aux constructions de s'implanter sur des parcelles plus vastes (800 à 1000 m<sup>2</sup>). Les maisons de rez-de-chaussée sont présentes derrière les fronts bâtis (type R+1) le long de la RD 46.

Le caractère du bâti est ici moins homogène notamment en termes d'implantation et de formes architecturales. Les matériaux de couverture et d'enduits de façade, et ceci au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre bourg.

On trouve ainsi des bâtisses bien rénovées dans le respect des traditions, mais également des constructions neuves qui s'intègrent relativement bien.



**Figure 22 : Un exemple de bâtisses rénovées.**

Deux types d'implantations s'observent. Les maisons sont soit en bordure de terrain le long de la RD 46. Soit en retrait de parcelle sur des surfaces plus importantes.

En périphérie du bourg, s'est développée une urbanisation plus récente avec notamment une zone d'activité, un lotissement et des bâtiments de type HLM.



**Figure 23 : Une zone d'activité et des logements HLM**



### ➤ Le bourg de Saint Julien

Situé en cul de sac, sur un léger promontoire, Saint Julien est relativement isolé. Caractérisé par une unité des constructions, le bourg offre un bâti de qualité. Il s'étend le long des voies mais conserve tout de même une certaine densité. Les constructions sont ici essentiellement de type R+1, constituées de pierres apparentes et de tuiles mécaniques. Quelques habitations récentes se développent.



**Figure 24 : Un bourg au bâti de qualité et des constructions récentes qui se démarquent**

### ➤ Les hameaux

Les hameaux sont de plusieurs types, selon leur implantation géographique (ligne de crête ou vallée) et leurs caractéristiques morphologiques (denses, peu denses, alignés...)

- Les hameaux groupés

De constructions anciennes, ces groupements sont assez compacts. Ils s'implantent dans des carrefours routiers et autour de vieilles bâtisses qui sont généralement des corps de ferme rénovés. Les bâtiments sont en pierre du pays, de type R+combles. On y trouve parfois des bâtiments agricoles encore en activité. Quelques maisons neuves s'y construisent. Dans cette catégorie, on pourra placer les hameaux de Lagorce, Reille et les Comboux.



**Figure 25 : Reille, Lagorce, Les Comboux**

- Les « hameaux rue »

Ce sont des hameaux qui se sont développés le long des voies routières. Ils se composent généralement de constructions plus récentes qui peuvent se différencier de l'habitat local traditionnel.

Cet urbanisme linéaire est à limiter car il dégrade le paysage rural et correspond à une utilisation des sols peu raisonnable. Le développement de ce type d'implantation génère des bandes de construction sur plusieurs kilométriques notamment par le raccordement progressif des divers hameaux.



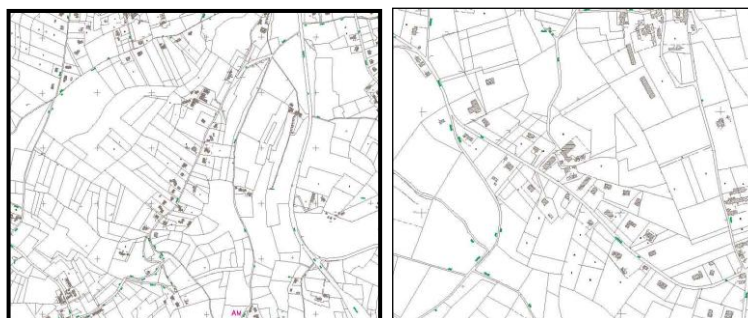


Figure 26 : Les Graves et Carensac-Valade-la Traverse

### 3.4.4. Les enjeux de développement de l'habitat

Dans l'objectif de maintenir et approfondir l'identité du Bourg, la morphologie de l'habitat doit être conservée. Il faut donc exploiter les dents creuses présentes dans le bourg et construire aux extrémités urbanisées.

De plus, pour la défense de la ruralité, il est souhaitable de développer l'habitat par l'agrandissement des hameaux existants évitant ainsi un mitage des espaces verts.

### 3.4.5. Le patrimoine urbain

#### ➤ Sites inscrits et classés

La commune de Cénac et Saint Julien compte deux monuments classés à l'inventaire des monuments historiques: l'église de Cénac datant du 12ème siècle et l'église de Saint Julien datant du 12 et 18ème siècle.

Le prieuré de Cénac était bénédictin, dépendant de Cluny et relevant de Moissac. Vers le VIIème ou IXème siècles, un couvent aurait été bâti près de la villa romaine, étape sur la route de Rocamadour à Cadouin. L'église à sa construction juste après 1090, se composait d'une abside en hémicycle, soutenue par des contreforts cylindriques surmontés de chapiteaux richement sculptés, avec deux absidioles latérales. Un clocher carré s'élevait au milieu du transept. On arrivait aux cloches par un escalier tournant, dans un tour ronde qui existe encore. Le transept était voûté en berceau. On voit au-dessus des constructions actuelles, une étroite baie cintrée qui servait de naissance à cette voûte. L'église n'avait qu'une seule nef.

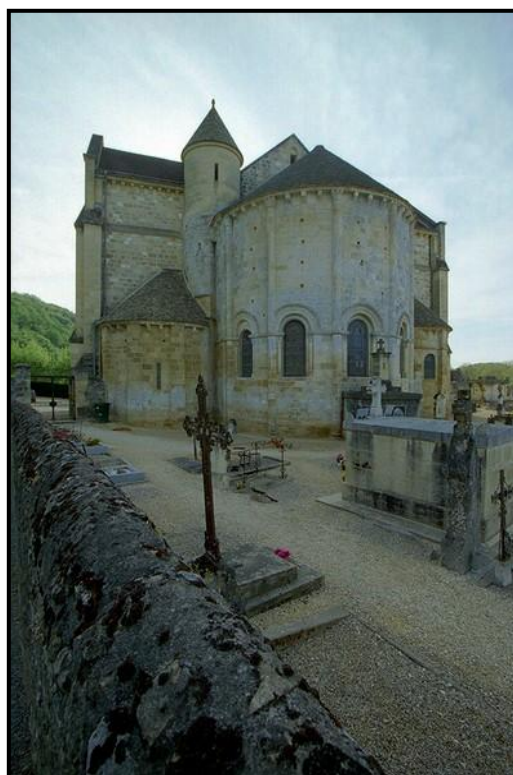


Figure 27 : prieuré et église de Cénac

A moitié démolie en 1378, les voûtes en berceau de la nef et du transept furent remplacées par des voûtes ogivales beaucoup plus basses. L'une d'elles existent encore. En 1589, le protestant Geoffroy de Vivans détruisit le prieuré. A la fin de la révolution, l'église devait être en assez mauvais état. On la répara sommairement en couvrant le bras nord du transept d'une voûte de plâtre. Classée en 1897, elle fit l'objet de nouveaux travaux (reconstruction de la nef ruinée moins longue que la nef primitive). En 1997-1999, l'abside et les absidioles ont



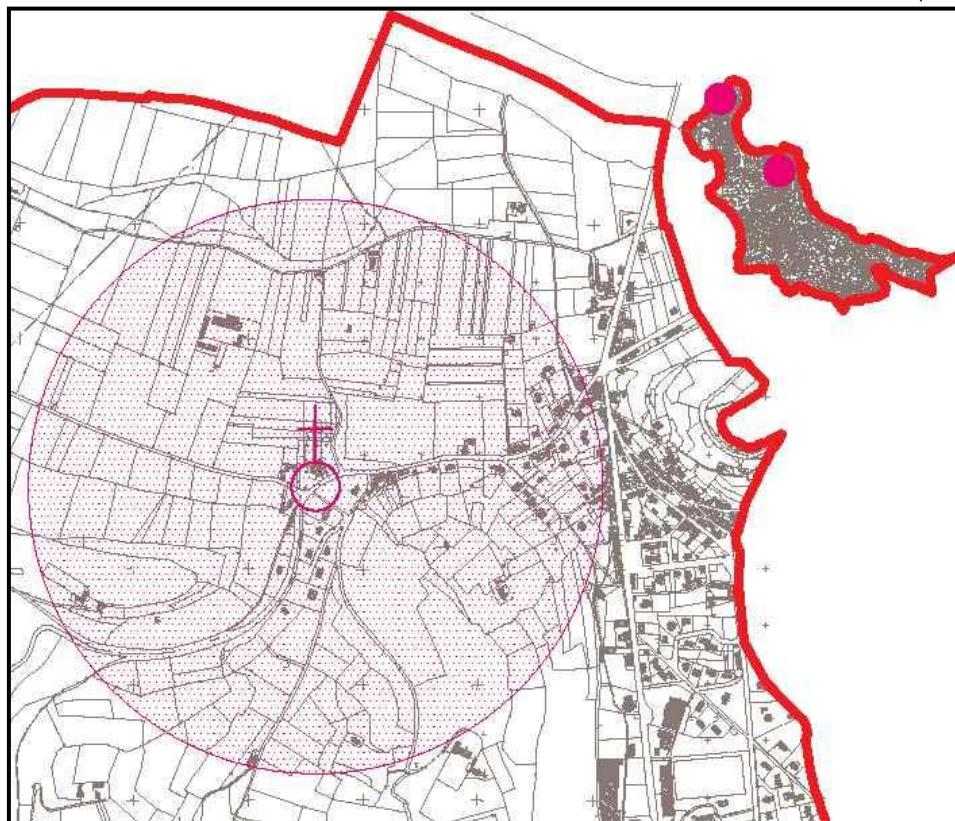
été rénovées. Le chevet, presque entièrement épargné par les guerres, était la partie la plus richement décorée (chapiteaux et modillons encore visibles).

L'église romane de Saint Julien se situe dans un hameau peu connu car situé sur une route en cul de sac. Citée seulement en 1556 (Sanctus Julianus), elle date pourtant du XII<sup>ème</sup> siècle. Son clocher-mur, à pignon triangulaire percé de deux baies jumelles en plein-cintre, est posé sur l'arc triomphal et orné d'un léopard sculpté. Le plan est très simple : une nef, sous lambris, suivie d'un chœur, voûté d'un berceau plein cintre, et d'une abside semi-circulaire. Le chevet s'orne de jolis modillons. Les façades présentent un appareil moyen, régulier et soigné. Le portail actuel plein cintre s'ouvre au sud de la nef près d'une baie datée de 1771. La cloche de Saint Julien daterait du XII<sup>ème</sup> siècle, ce qui en fait l'une des plus anciennes du Périgord.



**Figure 29 : Eglise de Saint Julien.**

Ces deux monuments historiques sont à l'origine de servitudes de protection des monuments historiques AC1, dont les gestionnaires sont le Ministère de la Culture et le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP). Dans un rayon de 500 mètres, constituant la protection des abords des monuments historiques, tous les travaux doivent être soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

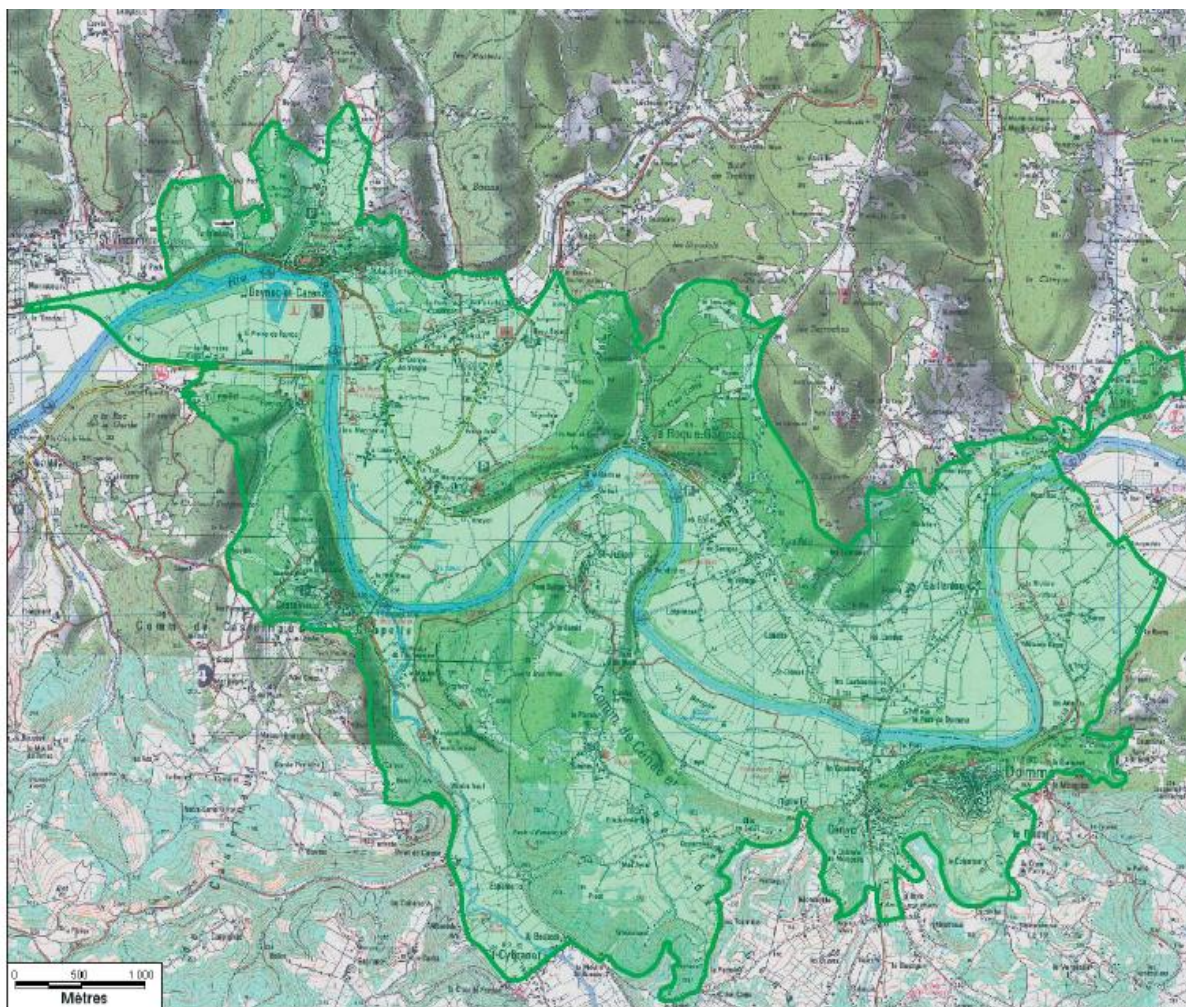


**Figure 29 : Périmètre de protection des monuments historiques.**





A noter que l'on recense également un site inscrit, la falaise du Conte avec ses grottes préhistoriques.



© IGN scan 25® 2007



➤ **Monuments, petit bâti et constructions traditionnelles**

Le Bourg

Le Bourg ancien de Cénac est de qualité et possède un fort caractère du fait de son organisation originelle en habitat aggloméré sur les pentes des coteaux



**Figure 30 : La maison du soleil et le capitol**

Les constructions traditionnelles, principalement situées dans le bourg ou bien encore dans quelques hameaux, montrent des matériaux typiques, pierres, toitures en tuiles aux techniques spécifiques, des formes caractéristiques. Il conviendra de respecter ses paramètres traditionnels lors des choix de matériaux et de formes pour les nouvelles constructions.

En dehors des bourgs

D'autres bâtiments hormis les églises méritent une attention particulière, c'est le cas de quelques châteaux et logis disséminés dans les hameaux.



**Figure 31 : Logis de Foncène et Chapelle de saint Julien**





**Figure 32 : Château de Monbette et Château de Maraval.**

#### Petits bâtis

La commune de Cénac et Saint Julien est également riche de petit patrimoine tels que des cabanes, des fontaines et des lavoirs.



**Figure 33 : Fontaine du bourg de Cénac et de Saint Julien**

Des fontaines sont mises en valeur dans les bourgs de Cénac et de Saint Julien. Les cabanes de pierres sèches ne possèdent pas de charpente mais présentent une voûte en encorbellement régulière à l'intérieur et surtout, l'ensemble est tenu par assemblages, coincements et n'utilise aucun liant d'où son appellation "cabane en pierres sèches". Parfois aménagée, la cabane renferme rarement l'ensemble des éléments tels que cheminée, banquette, évier, citerne.

Les formes et les volumes sont diversifiés, et quant à leur utilisation, elles servent de poulailler, d'abri temporaire et d'habitation.



**Figure 34 : Quelques croix, cabane de pierres sèches et statue du monument aux morts**

Des éléments religieux sont répertoriés sur l'ensemble du territoire, placés à certains carrefours ou le long des voies. Tout ce petit patrimoine mérite d'être préservé car il est la mémoire de Cénac et Saint Julien.



### ➤ Vestiges archéologiques

Quelques sites archéologiques peuvent être mentionnés sur le territoire de Cénac et Saint Julien.

La falaise du Comte dominant le Céou en rive droite est présumée avoir été un oppidum par quelques chercheurs. 22 grottes y ont été repérées. Plusieurs porches s'ouvrent sur des cavités assez vastes. Certaines renferment des gisements. On peut y voir des vestiges d'habitats, des murettes en pierres sèches et trous de calage de poutres. Dans la grotte XVI du site, on a trouvé des céramiques de l'âge du Bronze au Moyen Âge, des urnes et coupes de l'âge de Fer, et des assiettes et jarres du Bas-Empire. Une sépulture « historique » est également rencontrée.

On peut également citer le site Gallo-Romain de la Villa de Quinte (à proximité du cimetière de l'église de Cénac). On y a découvert vers 1790 des « médailles en petit bronze de Constantin », ainsi que plusieurs « pierres carrées » inscrites de mots latins remployées lors de réparations à Cénac. En 1816, W. de Taillefer a reconnu les vestiges d'une villa dans le terrain couvert de briques, tegulae, mortier, fragments de colonnes, débris de marbres de revêtement. Dans l'abside de l'église, il a décelé un réemploi antique.

Conformément aux dispositions de l'article L.522-5 du Code du Patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. Par ailleurs, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le service régional de l'archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L531-14 du Code du Patrimoine.



## 3.5. BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS

---

### 3.5.1. *Espaces naturels boisés : une trame verte existante*

Les boisements de la commune de Cénac et Saint Julien représentent 39 % du territoire, soit 771 hectares. Les zones boisées se situent de manière dispersée sur l'ensemble du territoire avec principalement des châtaigniers, des résineux et feuillus, et quelques conifères.

Les rives de la Dordogne et ses environs constituent des espaces de prairie généralement dégagés avec quelques châtaigniers. Le nature du boisement évolue en allant vers sur le Sud de la commune, on rencontre alors des bois de conifères et de feuillus.

La présence d'espaces boisés rend nécessaire la prise en compte des lisières des bois et forêts, notamment en dehors des sites urbains constitués. Ainsi, il existe trois types de boisement sur le territoire de Cénac et Saint Julien :

- Les bois parsemés sur les collines
- Les ripisylves
- Les trames bocagères

Il est évident de mettre en avant le fait que ces espaces boisés constituent une trame écologique fondamentale pour la biodiversité du territoire de Cénac et Saint Julien et qu'ils constituent à ce titre une base pertinente pour mettre en œuvre la Trame Verte sur le territoire.



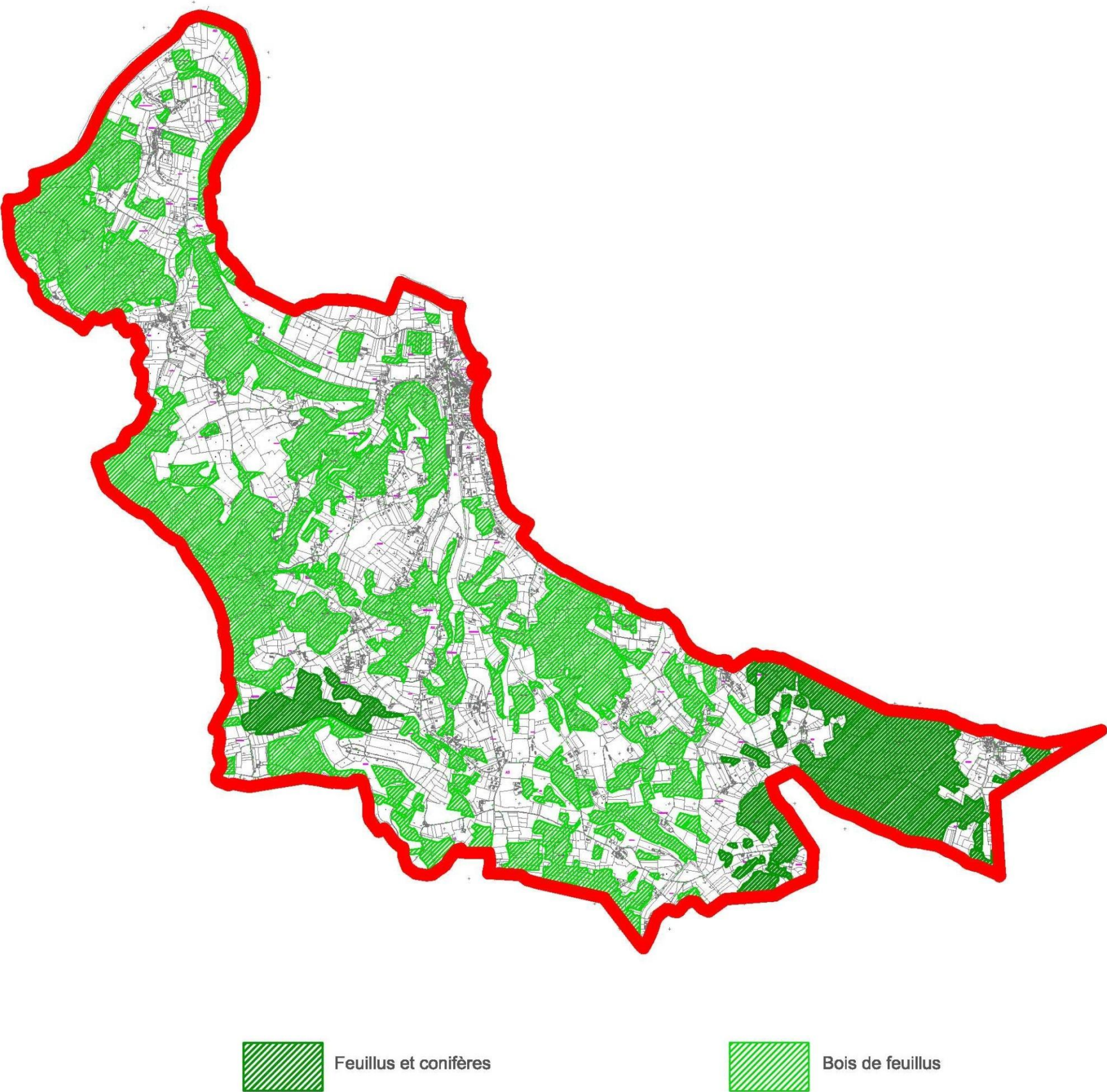


Figure 35 : Carte des boisements



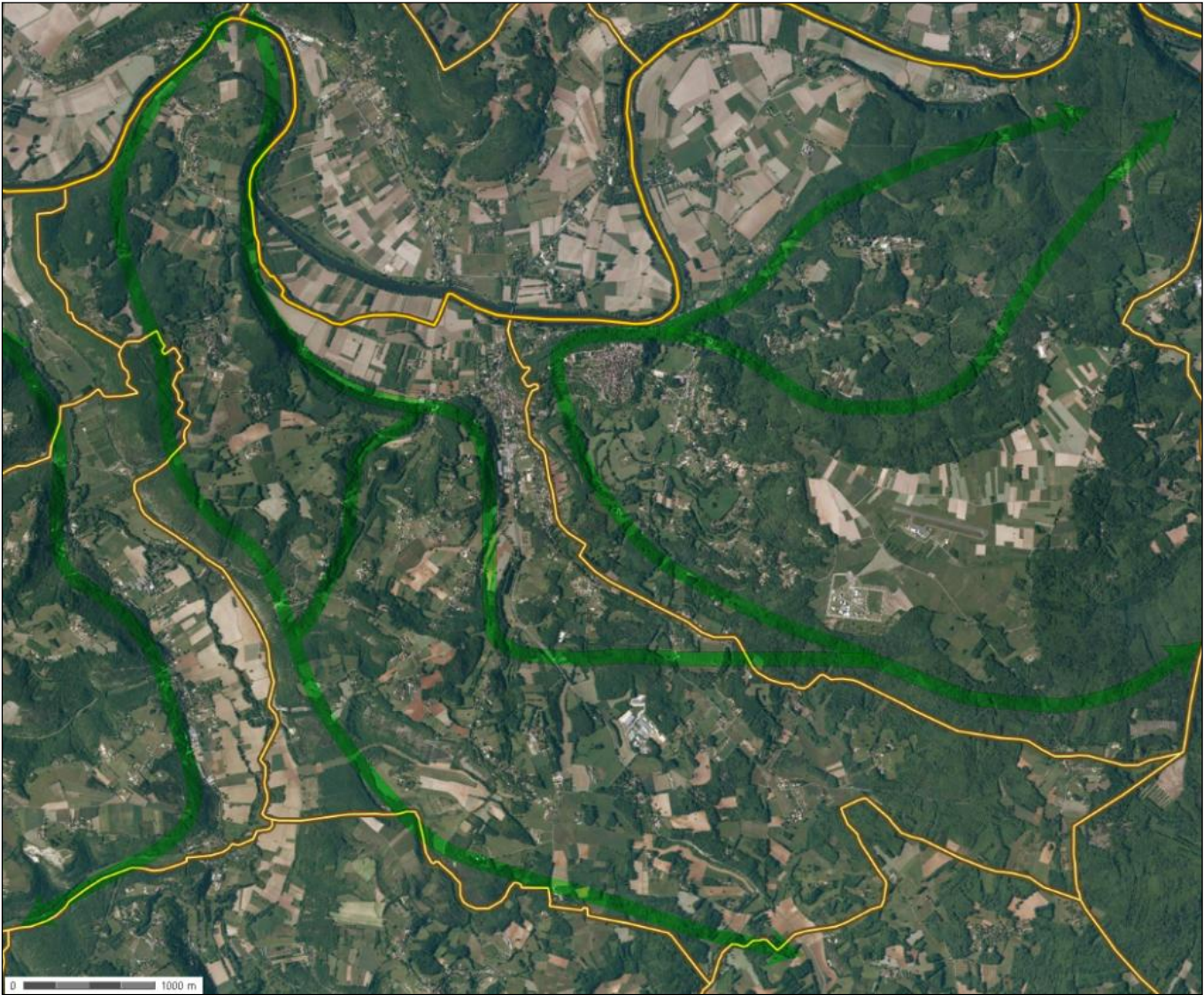


Figure 36 : Carte des trames vertes du territoire



### 3.5.2. *Espaces non urbanisés : boisements, espaces agricoles et friches, une mixité des milieux essentielle à la biodiversité*

Les espaces non urbanisés sur le territoire de Cénac et Saint Julien représentent une surface importante de l'ensemble du territoire. Qu'ils correspondent à des espaces agricoles, boisés ou non utilisés à des fins urbaines (friches), ces espaces sont à la marge des influences du fonctionnement urbain et sont à priori des espaces favorables au développement de la biodiversité et participent d'une manière générale à la définition de l'identité du territoire.

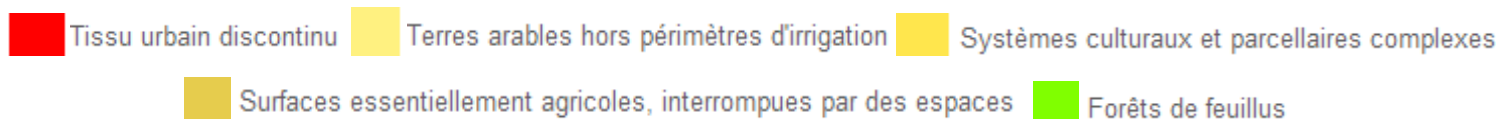
Le paysage agricole dominant est celui de la polyculture et de l'élevage. Bien que l'espace agricole soit encore vaste, le nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège sur le territoire de Cénac et Saint Julien est de moins en moins important.

L'urbanisation se répartit au sein des villages et des hameaux structurants. Il existe toutefois de nombreux corps de ferme disséminés sur le territoire. Ils ponctuent l'espace agricole et constituent un patrimoine architectural riche et intéressant.

Afin de pérenniser l'activité agricole, de lutter contre le mitage des terres agricoles et naturelles et contre l'étalement urbain, le développement de l'urbanisation dans le cadre du zonage de la carte communale se situe essentiellement au cœur des dents creuses, parfois dans la continuité de l'urbanisation existante.



**Figure 37 : Carte de l'occupation du territoire selon Corine Land Cover en 2006**





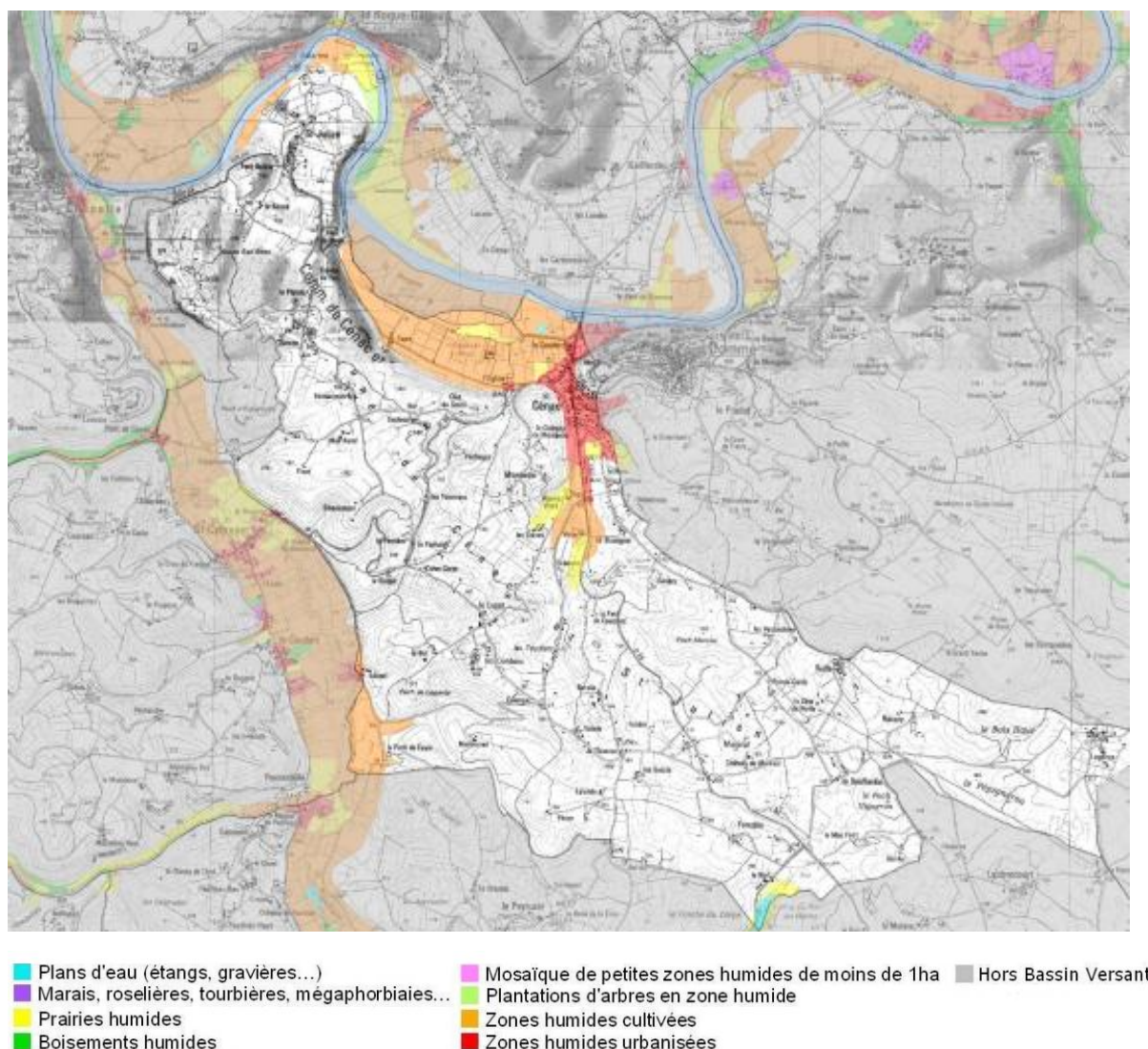


### 3.5.3. Espaces autour du réseau hydrographique : une frame bleue existante

La présence sur le territoire de plusieurs cours d'eau crée des zones naturelles propices au développement d'une biodiversité locale et offre divers corridors écologiques favorables aux déplacements d'espèces aquatiques remarquables.

La Dordogne et le Céou structurent le territoire de Cénac et Saint-Julien à la faveur d'un important chevelu hydrographique auquel de nombreuses annexes hydrauliques et zones humides peuvent être localement associées.

Les zones humides occupent près de 10% de la surface communale, pour un total de 202 hectares. Sur le territoire, les espaces les plus caractéristiques sont principalement constitués de prairies humides à forte valeur écologique.



**Figure 38 : Cartographie communale des zones humides du bassin de la Dordogne établie par EPIDOR en 2009 sur la commune de Cénac-et Saint-Julien**

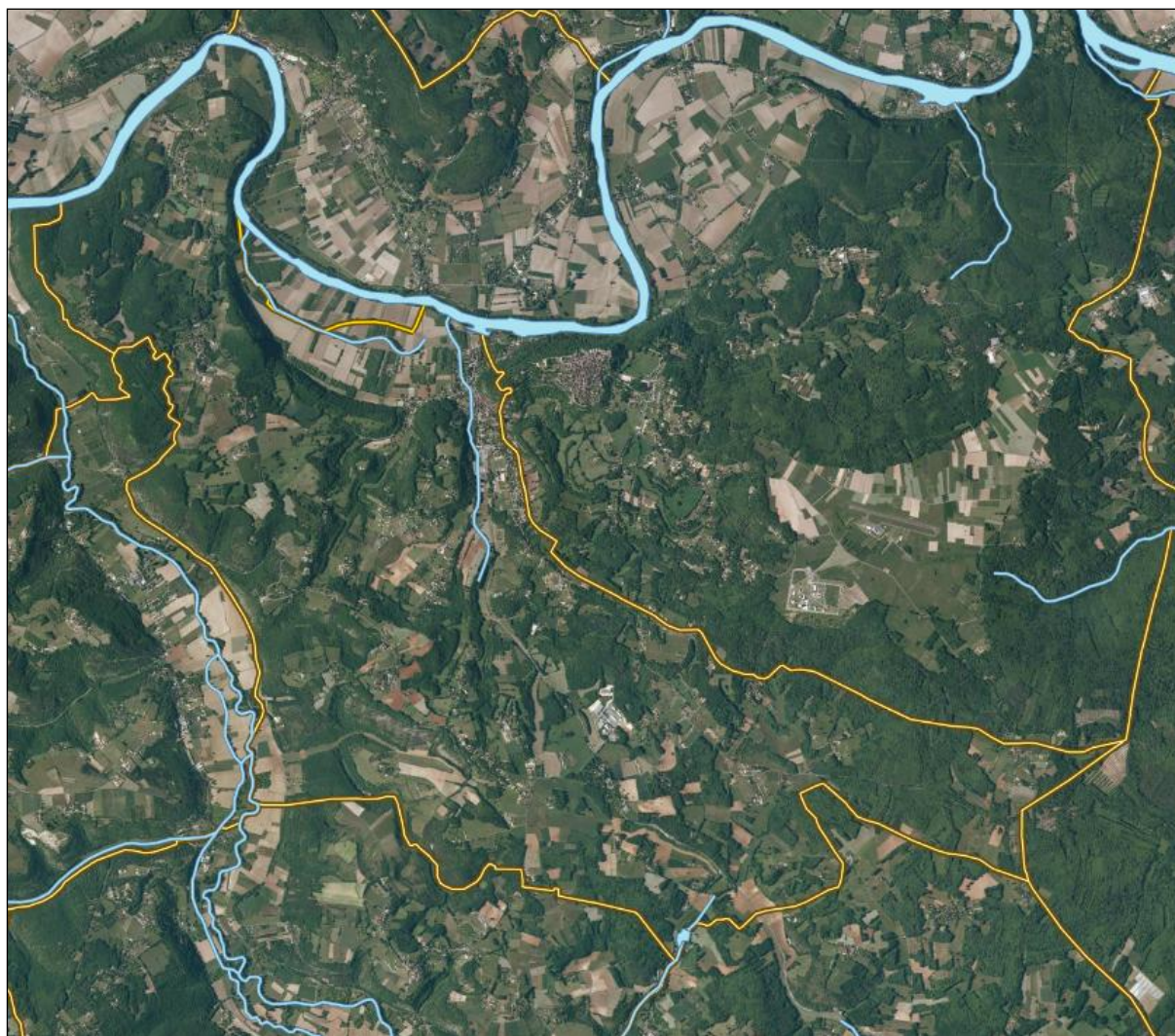




Aujourd'hui, c'est plus de 85% de ce patrimoine qui est altéré. En effet, 136 hectares de zones humides sont à ce jour exploitées et 31 hectares urbanisés.

Ces espaces présentent des caractéristiques naturelles majeures pour la biodiversité, tant par rapport aux espèces pouvant être directement associées à l'eau que par rapport aux espaces confinés à cet ensemble hydrographique et en particulier la végétation ripicole.

Associés aux cours d'eau, ces espaces offrent également des opportunités de déplacement pour la faune et la flore. Au regard de leur importante artificialisation, leur préservation est un enjeu majeur.



**Figure 39 : Les cours d'eau la Trame Bleue**

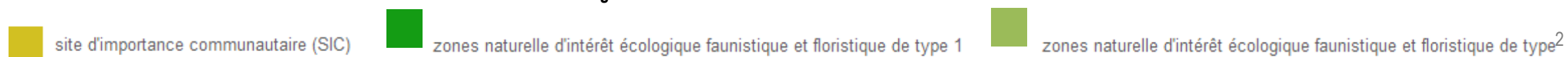




### 3.5.4. Espaces naturels sensibles classés : ZNIEFF et Site d'Intérêt Communautaire (SIC) Natura 2000



Figure 40: Les sites naturels classés sur le territoire







Les ZNIEFF et sites Natura 2000 sont des territoires qui se singularisent par la richesse ou la spécificité de leur faune, de leur flore ou de leurs milieux dits « habitats naturels ». Elles délimitent les espaces naturels les plus précieux du territoire régional, en raison de leur biodiversité remarquable, protégée ou menacée.

La commune de Cénac et Saint Julien est concernée par :

- le Site d'intérêt Communautaire Natura 2000 Directive Habitat « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » à l'Ouest,
- le Site d'intérêt Communautaire Natura 2000 Directive Habitat « La Dordogne » Au Nord,
- la ZNIEFF de type 1 « Coteaux de Castelnau et Saint Cybranet : II Versant Oriental » à l'Ouest, se superposant à la zone Natura 2000 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou »,
- la ZNIEFF de type 1 « Coteau de Domme » à l'Est, au niveau du bourg de Cénac et Saint Julien,
- la ZNIEFF de type 2 « Causse de Daglan » au Sud du territoire, sur une partie relativement négligeable par rapport à la superficie de la ZNIEFF qui s'étend sur de nombreuses communes voisines.

➤ **Le site Natura 2000 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou »**



**Figure 41 : Zonage du site Natura 2000 - Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou**



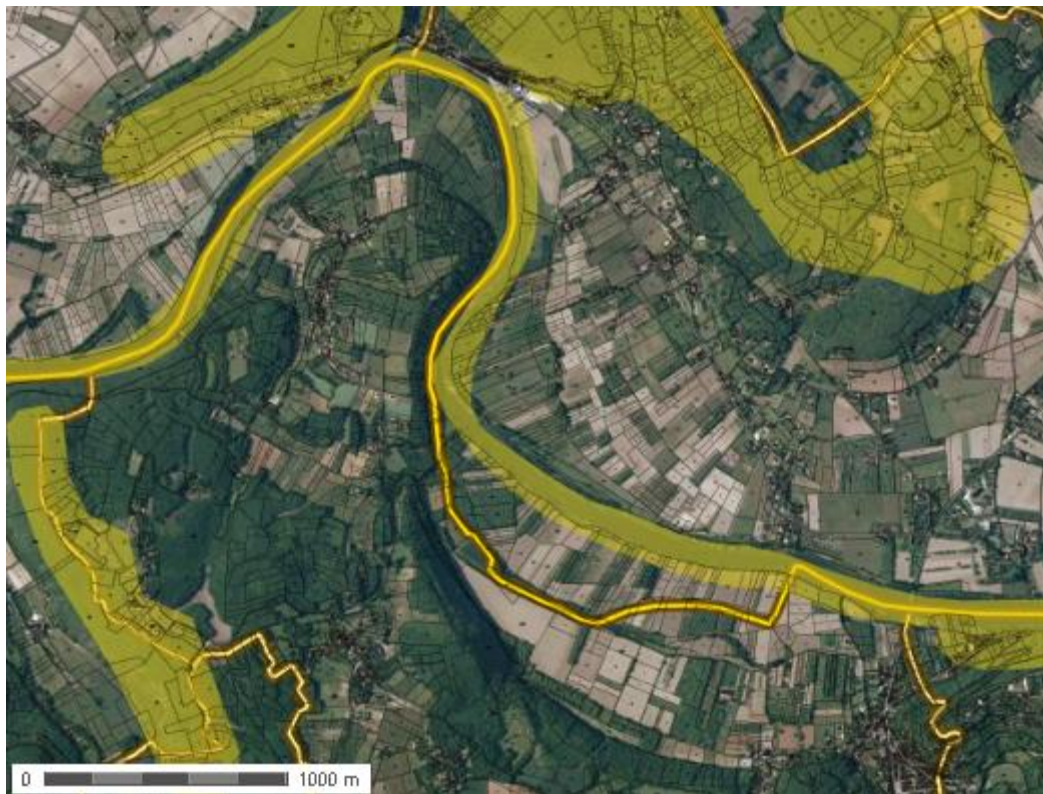


Ce site d'une superficie de 874 hectares est essentiellement constitué de pelouses sèches et steppes, à hauteur de 50% et de forêt caducifoliée, à hauteur de 33%. Le reste du site est constitué de landes et broussailles et de forêts de conifères.

Il faut noter que ce site est particulièrement vulnérable s'il n'est pas entretenu, ce qui entraîne une fermeture progressive des milieux par la broussaille au détriment des pelouses sèches.

A ce jour, on recense plusieurs hameaux de taille relativement importante en bordure de la zone : Conte, Simon, Picot, Sibaumont, La Peyrière. Le Siréjol, Lauzel et Pech de Lagarde sont quant à eux intégrés au sein de la zone naturelle protégée. Ainsi la présence de l'activité humaine et de l'habitat dans cette zone Natura 2000 est ancienne et traditionnelle.

➤ **Le site Natura 2000 « La Dordogne »**



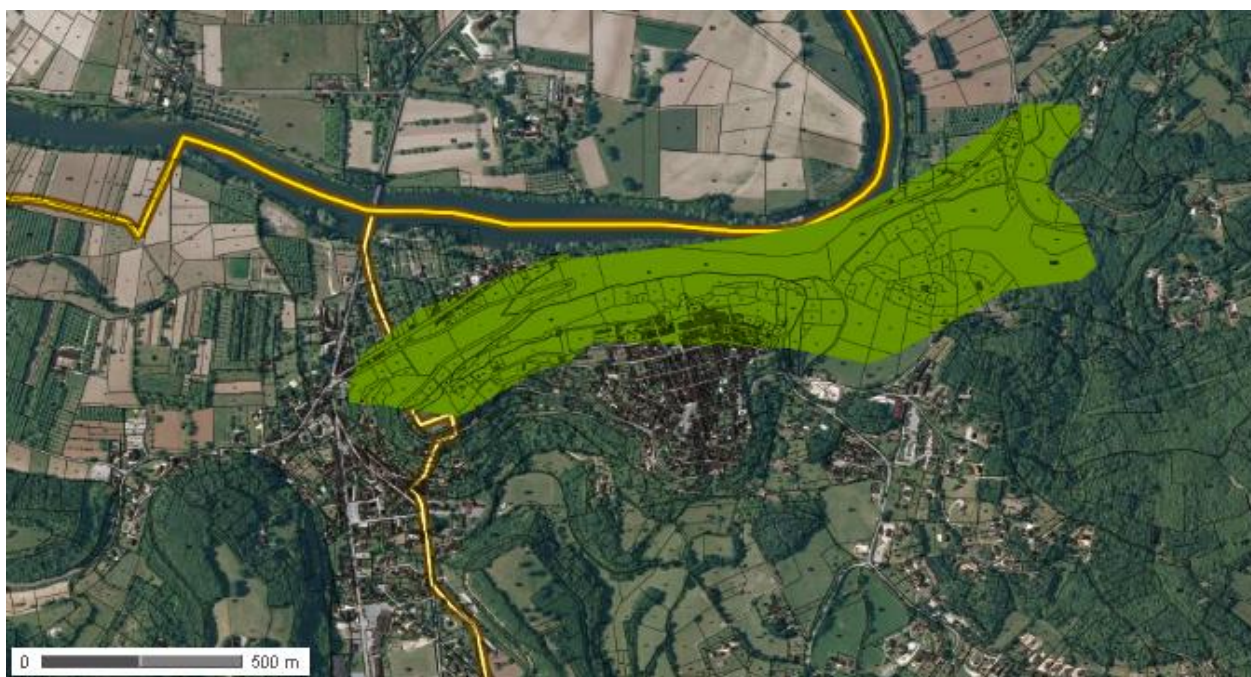
**Figure 42 : Zonage du site Natura 2000 – La Dordogne**

Le site Natura 2000 de la Dordogne couvre l'intégralité du lit mineur du système alluvial et une petite **partie** de ses rives. Ce site s'étend ainsi sur 5 694 hectares et est constitué à hauteur de 95 % d'eau douce. C'est un cours d'eau essentiel pour la conservation des poissons migrateurs et la qualité globale de ses eaux. Il concentre en effet un grand nombre d'espèces de poissons protégés, mais c'est également l'habitat de la loutre commune et d'insectes menacés.

La Dordogne constitue la limite communale au Nord du bourg de Cénac et au Nord du bourg de Saint Julien. Ainsi il existe des espaces déjà bâtis à moins de 150 mètres du cours d'eau.



## La ZNIEFF des Coteaux de Domme



**Figure 43 : Zonage de la ZNIEFF - Coteaux de Domme**

Cette zone est située sur la limite communale Est. Elle est présente également sur la commune de Domme et de la Roque Gageac. Elle a pour but de protéger les coteaux sur une superficie de 56 ha. Il s'agit d'une paroi rocheuse calcaire dont la pente évolue entre 100 et 180 mètres. La végétation qui s'y développe, se caractérise par des arbres feuillus et des formations végétales denses et buissonneuses de type maquis. Cette terre peu fertile ne laisse croître que des fougères et des bruyères. Cette zone a été partiellement urbanisée dans sa partie basse.



**Figure 44 : Les coteaux de Domme.**





➤ **La ZNIEFF des « Coteaux de Castelnaud et Saint Cybranet –II- Versant oriental »**



**Figure 45: Zonage de la ZNIEFF des « coteaux de Castelnaud et Saint Cybranet»**

Située à l'Ouest de la commune, elle s'étend sur une surface de 79 hectares. Le site est caractérisé par des falaises et collines calcaires où l'on répertorie nombre d'espèces végétales très localisées au niveau régional. Evoluant entre 100 et 200 mètres d'altitudes, le milieu s'avère être favorable à l'avifaune rupestre, il s'y juxtapose des espèces végétales à affinités méditerranéennes et des espèces à affinités médio-européennes ou submontagnardes. Cette zone est caractérisée par une végétation de type garrigue et lande. On y observe des éboulis divers. Quelques grottes sont également présentes.





### ➤ La ZNIEFF du « Causse de Daglan »

Située au Sud de la commune, cette ZNIEFF s'étend sur une vaste superficie de 7940 ha concernant dix territoires communaux.



**Figure 46: ZNIEFF du « causse de Daglan »**

Il s'agit d'une zone de calcaires jurassiques très compacts qui permet le maintien d'une végétation à affinités méditerranéennes. On y trouve des forêts de feuillus assez présentes, des zones de buissons et fougères, et des clairières agricoles sur les plateaux et vallons. L'altitude de cet espace varie de 160 à 307 mètres. L'habitat que constituent les hameaux et les fermes, y est dispersé et essentiellement implanté sur les hauteurs. Cette zone relativement sauvage, constitue un véritable terrain de chasse.

### ➤ Aspect réglementaire

L'existence d'une ZNIEFF ne signifie pas qu'une zone soit protégée réglementairement : il appartient donc à la commune de veiller à ce que les documents d'aménagement assurent sa pérennité, comme le stipule l'article de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, l'article 35 de la loi du 7 janvier 1983 sur les règles d'aménagement, l'article 1 de la loi du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et l'article 23 de la loi du 8 janvier 1993.

Le maintien d'une telle zone dans la commune peut constituer, outre la conservation d'un patrimoine biologique irremplaçable, une valorisation de la commune :

- intérêt esthétique et récréatif,
- intérêt pour la chasse comme zone de repeuplement,
- intérêt pédagogique pour les enfants : classes vertes, sensibilisation à l'environnement,
- intérêt pour le développement local,
- Directive Habitat.



## 3.6. POLLUTIONS ET QUALITE DES MILIEUX

---

### 3.6.1. Installations Classées pour l'Environnement

On recense une seule installation classée sur l'ensemble du territoire communal. Il s'agit d'un bâtiment d'élevage d'environ 3600 visons pour leur fourrure. Cette installation est soumise à autorisation préfectorale car elle induit des nuisances sonores, olfactives et des risques de pollutions pour le voisinage. Le Carte Communale tient donc compte du périmètre de protection de 100 mètres autour du bâtiment.

Le reste des bâtiments d'élevages ne sont pas classés ICPE, mais font tout de même l'objet d'un périmètre de réciprocité afin de limiter les nuisances entre habitat et agriculture.

### 3.6.2. Qualité des milieux alluviaux

Sur la commune de Cénac et Saint Julien, il existe deux cours d'eau dont le Céou (affluent de la Dordogne) et la Dordogne qui établit la limite communale Nord.

La Dordogne est un cours d'eau de bonne qualité (1B) sur le tronçon de la Roque Gageac au confluent de la Vézère (source DIREN Aquitaine).

Elle coule dans le paysage karstique périgourdin. Bordée de corniches calcaires, cette vallée encaissée s'élargit et forme des méandres où les eaux calmes sont propices à la reproduction des batraciens.

La Dordogne est également un axe migrateur de première importance pour les esturgeons, aloses, lamproies.

La qualité de la Dordogne est altérée par un facteur déclassant que constitue une pollution phosphatée fréquente.

### 3.6.3. Risque d'inondation

La commune de Cénac et Saint Julien compte des zones inondables sur son territoire. Ces zones inondables longent le cours d'eau majeur de la commune, la Dordogne. Les caractéristiques des crues sur la commune ont été recensées et cartographiées ci-après.

Le Céou de la limite départementale avec le Lot à sa confluence avec la Dordogne est cartographié comme zone à risque dans l'Atlas des zones inondables depuis 1998.

La commune est donc couverte par un Plan de Prévention des Risques d'Inondation, le PPRI Dordogne Céou et Nauze, approuvé le 15 avril 2011. La cartographie du PPRI s'appuie sur la limite de la zone inondable telle définie par la cartographie des caractéristiques des crues. Les rives de la Dordogne, au Nord de la commune, et une partie sur les rives du Céou, à l'Ouest, sont concernées par ce risque.

#### ➤ Textes de références

La loi du 22 Juillet 1987, relative à la sécurité civile, aux incendies de forêts et aux risques majeurs, affirme le droit des citoyens à l'information sur les risques majeurs et en particulier les risques naturels prévisibles, auxquels ils sont soumis.

La loi sur l'eau de 3 Janvier 1992 (code de l'environnement, Livre II, titre 1<sup>er</sup>), et le SDAGE du Bassin Adour Garonne qui en découle, ont pour objectif notamment la conservation des champs d'expansion des crues, le libre écoulement des eaux et la protection contre les inondations.



La circulaire interministérielle du 24 Janvier 1994 définit la politique de l'Etat pour la prévention des inondations et la gestion des zones inondables. Elle pose le principe de l'interdiction de toute construction nouvelle là où les aléas sont les plus forts et exprime la volonté de contrôler strictement, voire d'interdire, l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, définies par les hautes eaux connues. Elle réserve enfin les endiguements à la seule protection des lieux déjà fortement urbanisés. Son annexe fixe des règles précises, toutefois adaptables aux situations locales.

La circulaire du Premier ministre du 2 Février 1999 qui définit le niveau de référence à prendre en compte (plus hautes eaux connues)

La loi du 2 Février 1995 dite « Loi Barnier » (Code de l'environnement, Livre V, chapitre 2), crée un outil spécifique à la prise en compte, à l'initiative du préfet, des risques naturels dans l'aménagement : les plans de prévention des risques (PPR) et son décret d'application du 5 Octobre 1995

La circulaire d'application pour les PPR inondation du 24 Avril 1996 reprend les principes de celle du 24 Janvier 1994 pour la réglementation des constructions nouvelles et précise les règles applicables aux constructions existantes. Elle permet des exceptions aux principes d'inconstructibilité, visant à ne pas mettre en cause la possibilité, pour les occupants actuels, de mener une vie ou des activités normales. Elle permet des exceptions pour les centres urbains.

La circulaire du 13 Mai 1996 du ministère de l'Equipement qui précise que le caractère urbanisé ou non d'un espace doit s'apprécier en fonction de la réalité physique et non pas en fonction d'un zonage opéré par un plan d'occupation des sols.

La loi SRU du 13 Décembre 2000 qui impose la prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme.

La circulaire du 30 Avril 2002, complétée par la circulaire du 24 Juillet 2002, précise la politique de l'Etat pour la gestion des espaces situés derrière les digues.

La circulaire du 21 Janvier 2003 relative au contrôle des digues de protections contre les inondations fluviales intéressant la sécurité publique.

La loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a notamment pour objectif de développer la conscience du risque en renforçant la concertation et l'information au public et de maîtriser le risque en œuvrant en amont des zones urbanisées.

La circulaire du 21 Janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et à l'adaptation des constructions en zone inondable.

La loi du 13 Août 2004 de modernisation de la sécurité civile ayant pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes.



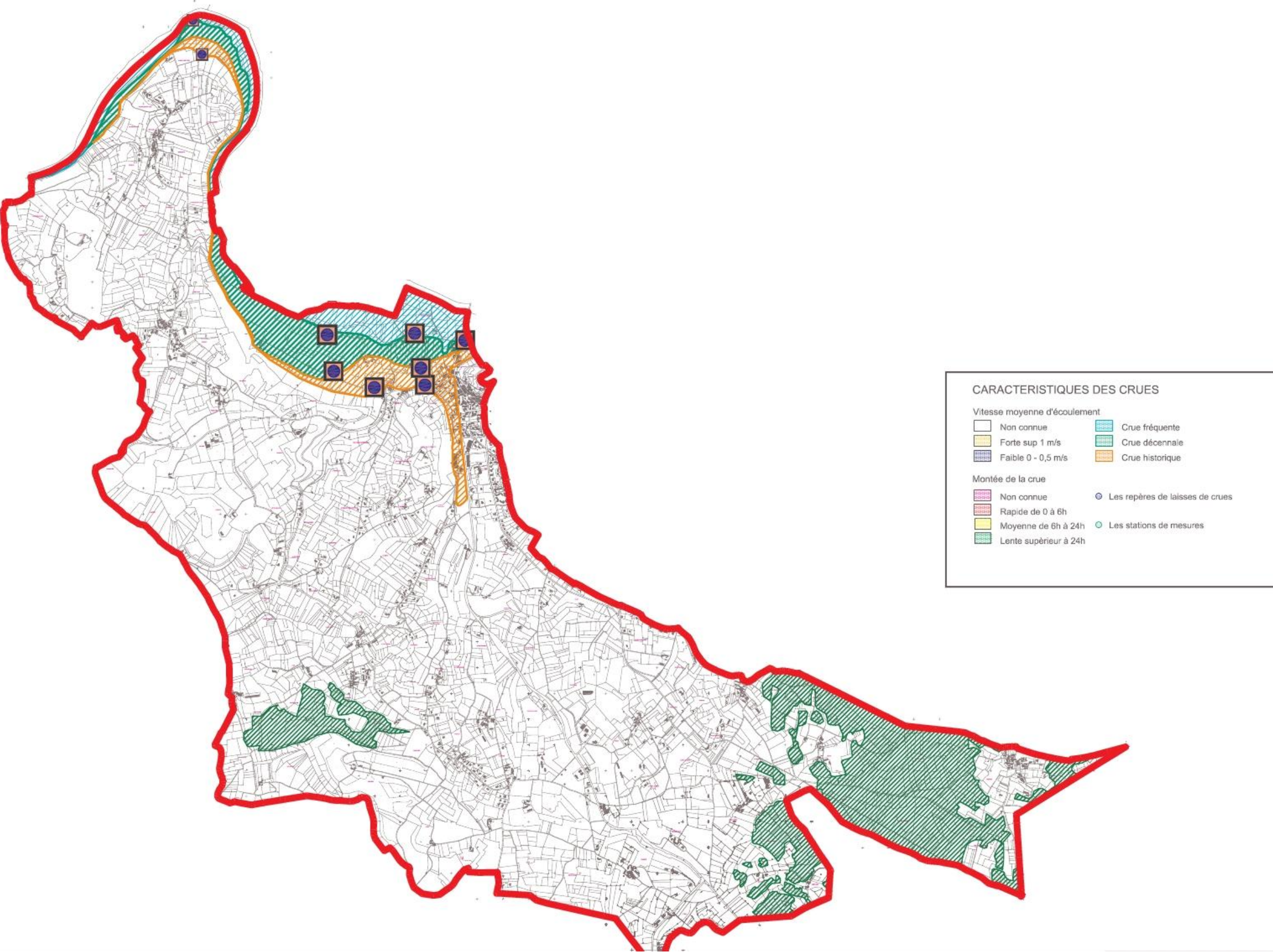


Figure 47 : Carte des zones inondables

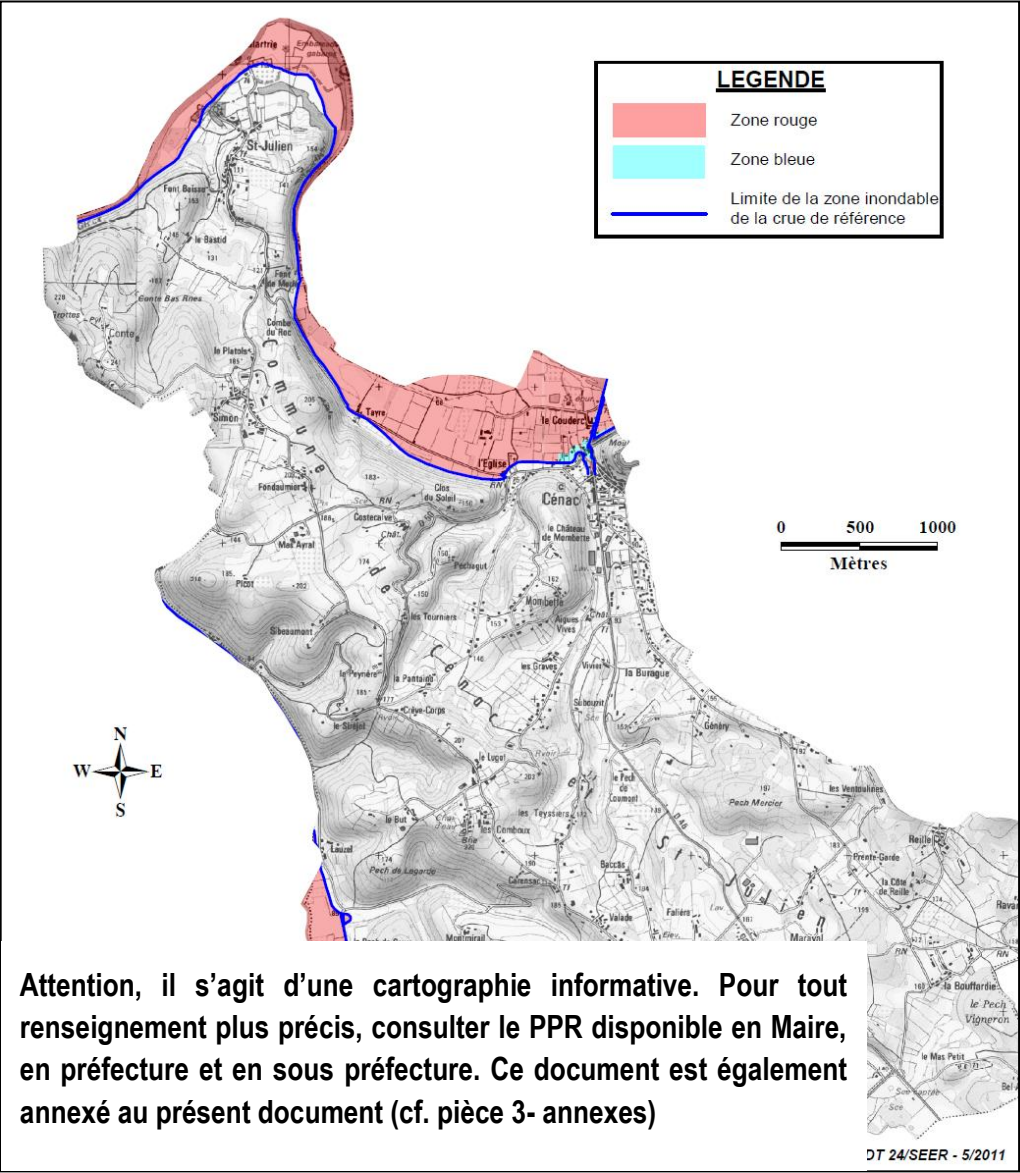


Figure 48: Extrait du PPRi à titre informatif



### 3.6.4. Risques mouvement de terrain

Un plan de prévention des risques de mouvements de terrain des communes de Domme et de Cénac et Saint Julien approuvé le 19 février 2010 par arrêté préfectoral, est actuellement en vigueur. Il délimite les zones exposées directement ou indirectement à un risque et y réglemente l'utilisation des sols (cf. pièce 3 : annexes).

L'objectif de ce document est de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes dans les secteurs à risque par la mise en place de mesures appropriées.

L'étude distingue deux types de zones :

- Les zones à risque fort dites zones rouges, estimées très exposées. Ces zones sont inconstructibles car la probabilité de réalisation du risque et son intensité y sont importantes. On précisera que les seules utilisations du sol autorisées, sont la reconstruction sur la même emprise après sinistre d'un bâtiment ou autre aménagement (sous réserve qu'un mouvement de terrain ne soit pas à l'origine de l'événement et que le possible changement de destination n'augmente pas la probabilité et l'intensité du risque)

- Les zones à risque moyen à faible dite zones bleues. Les risques encourus y sont moindres et permettent la mise en œuvre efficace de mesures de prévention. Les bâtiments existants feront tant que possible l'objet de mesures constructives renforçant leur rigidité lors de réfections partielles. Les projets de construction devront ne pas augmenter le risque pour leur environnement, se prémunir contre les mouvements de terrain et faire l'objet de mesures constructives renforçant leur rigidité (chaînage des fondations notamment).

Sur l'ensemble de ces deux zones, tout remblai, affouillement, terrassement, toute construction ou plantation, tout travail d'entretien et de gestion des constructions devra faire l'objet d'une étude préalable montrant qu'il réduit et en tout état de cause n'aggrave pas les risques de mouvements de terrain.

Cette réglementation va donc de l'interdiction de construire à la possibilité de construire sous certaines conditions. Le P.P.R. est une servitude d'utilité publique qui s'impose à tous : particuliers, entreprises, collectivités y compris l'Etat. Il s'impose notamment lors de la délivrance des permis de construire.

Sur la commune de Cénac et Saint Julien, le PPRMT s'étend sur la partie située au Nord-est du bourg, en zone d'aléa moyen à faible (zone bleue) sur une faible superficie.



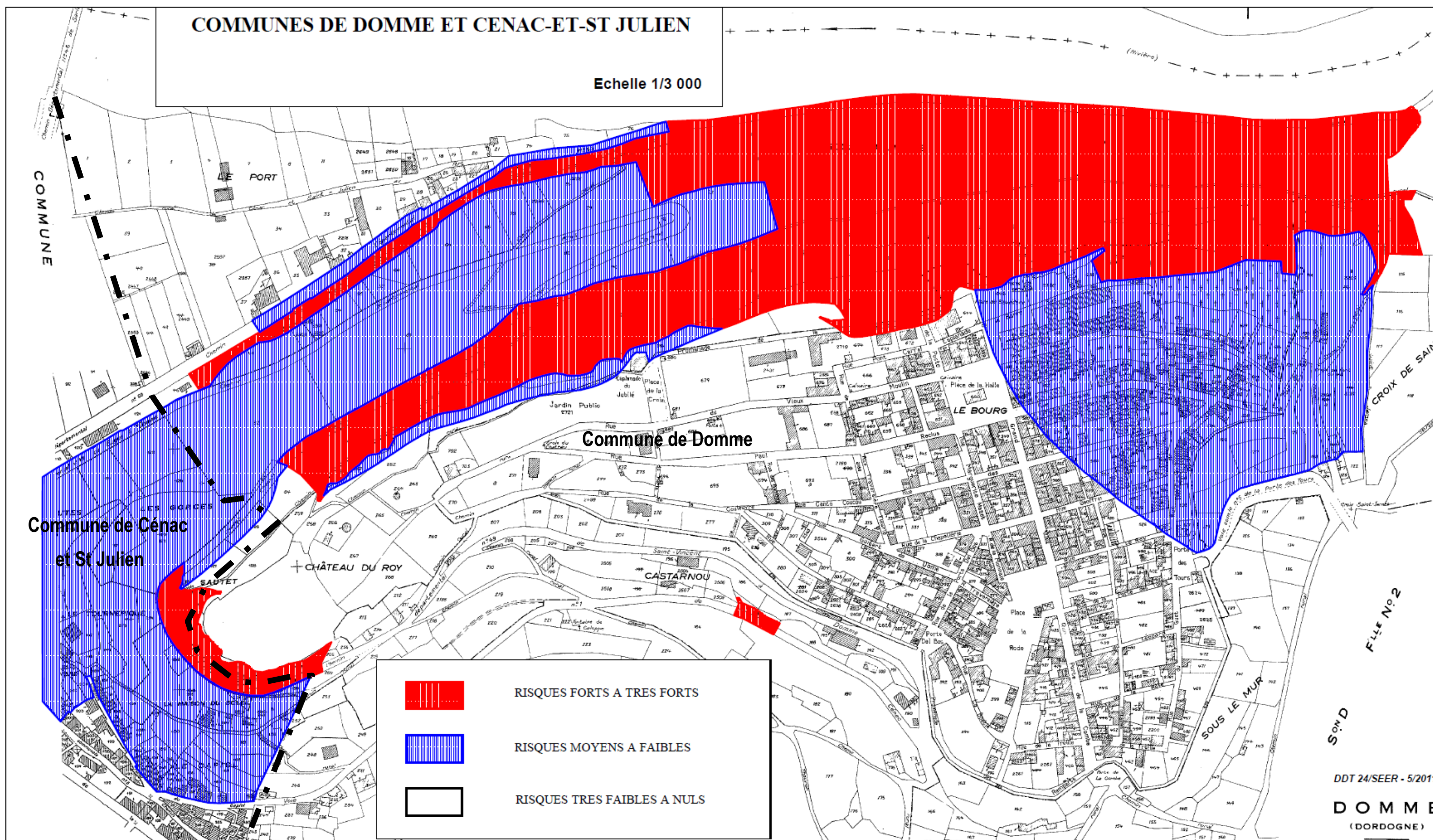


Figure 49: Extrait du PPRMT





### 3.6.5. Autres risques

La commune est concernée par des catastrophes naturelles principalement liées à son hydrographie et à son relief.

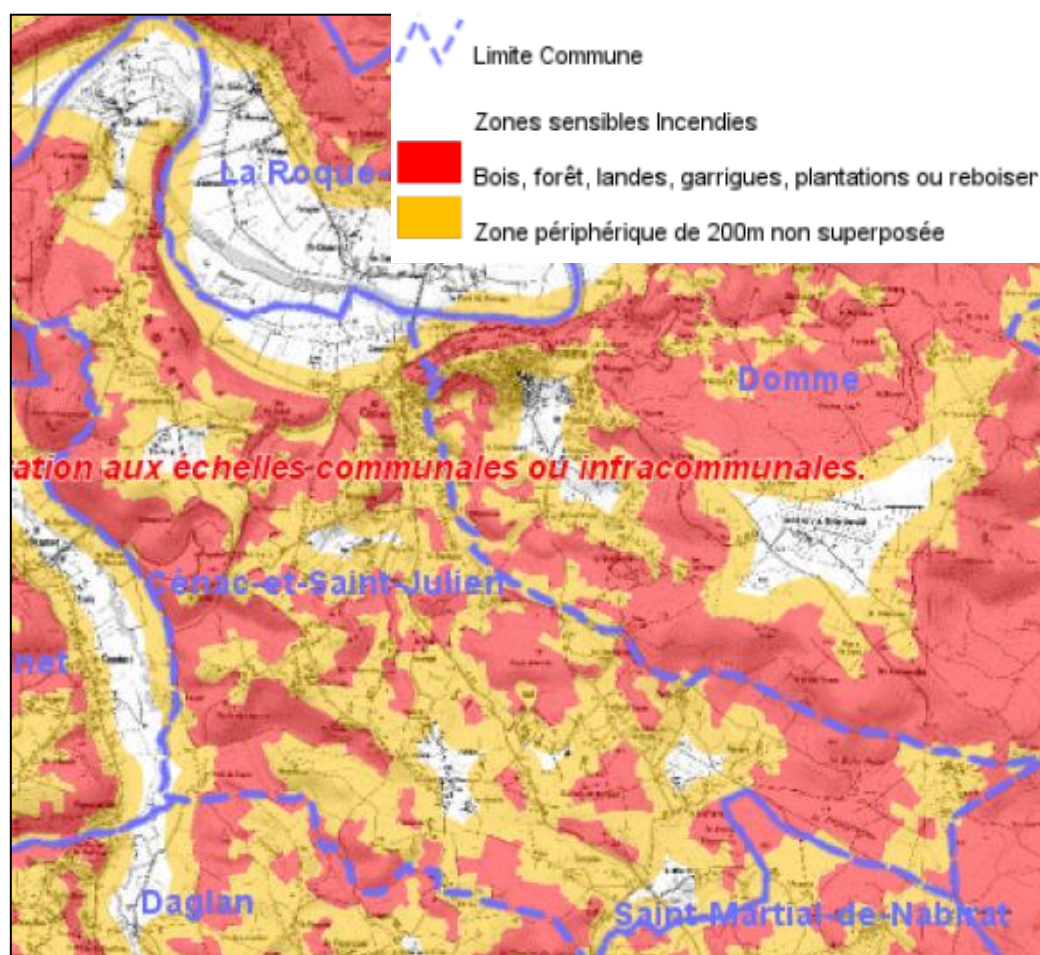
#### Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations et coulées de boue	09/06/1989	10/06/1989	08/01/1990	07/02/1990
Inondations et coulées de boue	30/12/1993	15/01/1994	26/01/1994	10/02/1994
Inondations et coulées de boue	10/01/1996	13/01/1996	02/02/1996	14/02/1996
Inondations et coulées de boue	11/08/1997	11/08/1997	26/05/1998	11/06/1998
Inondations et coulées de boue	05/09/1999	05/09/1999	28/01/2000	11/02/2000
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	23/07/2000	24/07/2000	06/11/2000	22/11/2000
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008

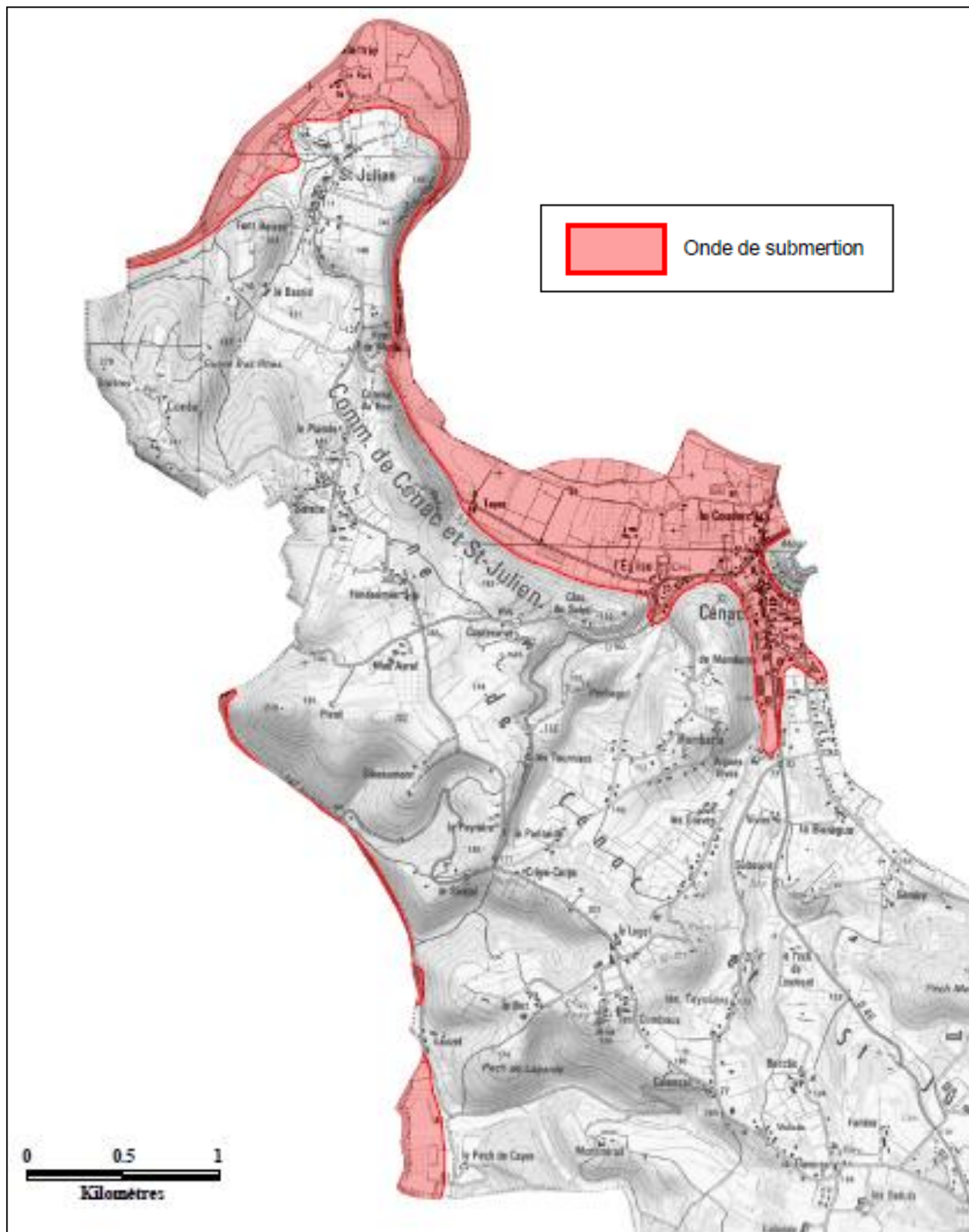
Figure 50: Arrêté de reconnaissance de catastrophe naturelle

Cénac et Saint Julien est également concernée par d'autres risques moindres tels que, le risque de feu de forêt, de rupture de barrage, de retrait et gonflement des argiles et enfin le risque sismique.

Figure 51 : les autres risques

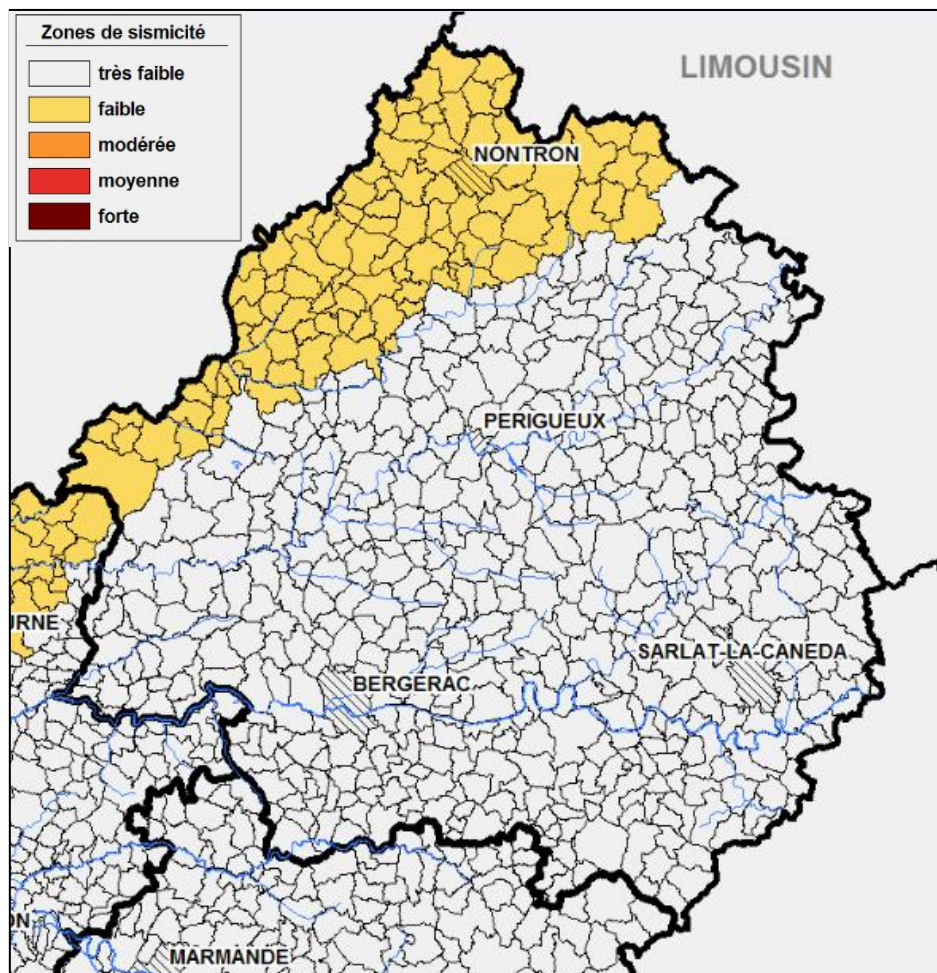
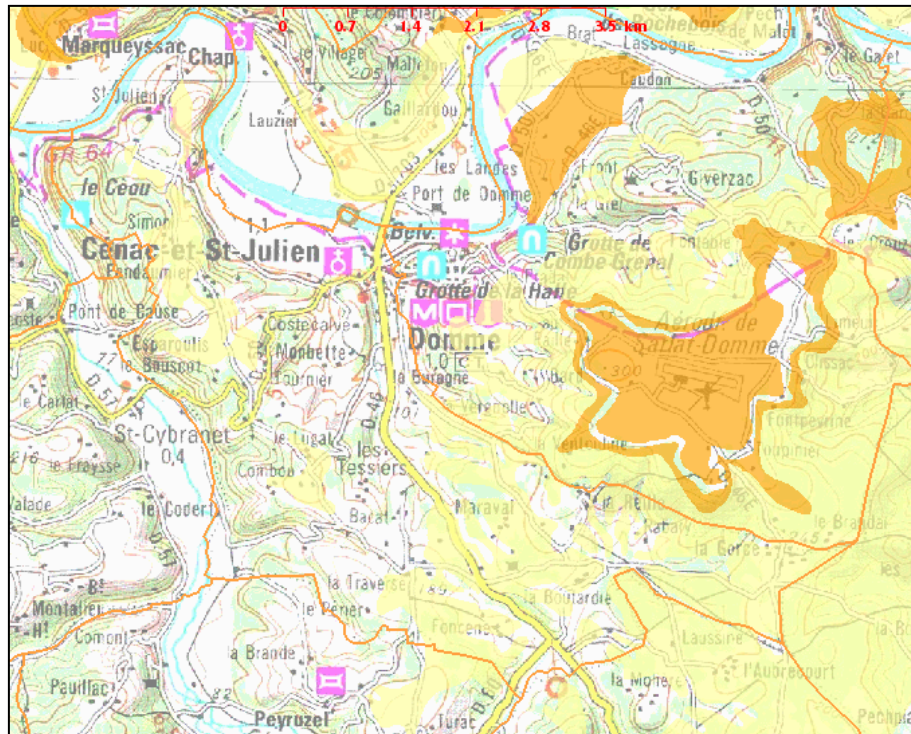


Risque de feu de forêt (source DDT24)



**Risque de rupture du barrage de Bort-les-Orgues – secteur impacté par l'onde de submersion  
(source Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.))**





Risque sismique – Extrait du zonage aquitain (source DREAL Aquitaine)





### 3.7. L'IMPACT DE L'ACTIVITE HUMAINE SUR L'ENVIRONNEMENT

#### 3.7.1. Une Installation Classée pour l'Environnement (ICPE) existante, à prendre en compte dans le document d'urbanisme

Comme présenté plus haut, il existe une installation classée pour la protection de l'environnement sur le territoire du Cénac et Saint Julien soumise à déclaration. Selon l'arrêté préfectoral, l'installation sera implantée à une distance minimale de 150 mètres de tout immeuble habité ou occupé habituellement par des tiers. Cette distance pourra toutefois être réduite à 100 mètres en ce qui concerne les élevages de visons dans la mesure où la présence d'obstacles pourrait le justifier : bâtiments, barrières végétales, etc.

Ainsi, lors de la réalisation du zonage de la carte communale, cette ICPE a été prise en considération pour éviter les nuisances.

#### 3.7.2. Un réseau d'axes de communication à faible impact sur la biodiversité et l'environnement



Figure 52 : Les axes de communication sur le territoire de Cénac et Saint Julien

Le territoire du Cénac et Saint Julien présente peu de voies structurantes. Les RD50 et RD47 traversent le territoire, et connecte notamment la commune à Sarlat la Canéda.



La RD47 est la voie principale du territoire, elle traverse le territoire du Nord au Sud en passant par le bourg de Cénac. Elle suit la vallée, le long du ruisseau qui traverse le bourg. Ainsi, le réseau viaire est lié au réseau hydrographique. La cohabitation des deux doit être surveillée afin de respecter les continuités écologiques présentes sur le territoire.

La RD50 dessert la commune voisine de Saint Cybranet et traverse Cénac et Saint Julien d'est en Ouest. Elle traverse un paysage de collines qui marque une coupure dans la trame verte, bien présente à l'Ouest du bourg. Cependant, les voies principales, a fortiori les voies secondaires, constituent des routes de faible largeur. Ainsi, même si les infrastructures routières constituent des ruptures dans la trame naturelle du territoire, leurs caractéristiques physiques ne constituent pas une coupure pour la faune et la flore locale. Ainsi les infrastructures de communication ne détériorent pas la biodiversité locale.

Le trafic routier est émetteur de gaz à effet de serre, mais il est cependant important de noter que ce réseau est aussi ancien que le sont les hameaux et qu'il est primordial au fonctionnement éclaté du territoire de Cénac et Saint Julien.

### **3.7.3. Une trame urbaine consommatrice d'espaces agricoles et naturels**

La trame urbaine actuelle se compose d'habitat diffus sous forme de multiples hameaux sur le territoire. Les écarts sont disséminés sur le territoire. Le bâti isolé constitue une des spécificités paysagères du territoire. Cette trame urbaine, typique du territoire, est l'héritage d'un développement historique à proximité des terres exploitables. Elle est cependant consommatrice de fonciers naturels et agricoles.

Pour réaliser la carte communale de Cénac et Saint Julien, il a fallu prendre en considération cet héritage urbain et maintenir une trame urbaine cohérente. Il ne s'agit pas de concentrer le développement uniquement sur le bourg en carte communale puisque la commune ne maîtrisera pas le développement. Il s'agit de permettre le développement limité de quelques hameaux structurants ayant le moins d'impact sur l'environnement et notamment sur la consommation d'espaces agricoles et naturels.





Figure 53 : Répartition du bâti sur le territoire





### 3.7.4. Une zone d'activités économiques éloignée des sites naturels sensibles

Le territoire du Cénac et Saint Julien dispose d'une zone d'activité économique de « Pech Mercier ». Une dizaine d'entreprises diversifiées sont installées sur les 16 hectares de zone d'aménagement différé (ZAD) de la commune, de la vente aux entreprises de BTP en passant par l'entreprise de traitement des coques de noix.



**Figure 54 : La zone d'activité de Pech Mercier**

Sur la commune de Cénac et Saint Julien, aucune zone à vocation d'activité ne se trouve en zone Natura 2000. La zone d'activité de Pech Mercier se trouve au cœur de la commune, entourée d'espaces naturels et agricoles, mais située à plusieurs centaines de mètres des sites les plus sensibles.

La localisation de cette zone d'activité ne semble pas être une cause de nuisances et d'impacts majeurs pour le fonctionnement urbain étant donné l'éloignement des premiers hameaux d'habitation.

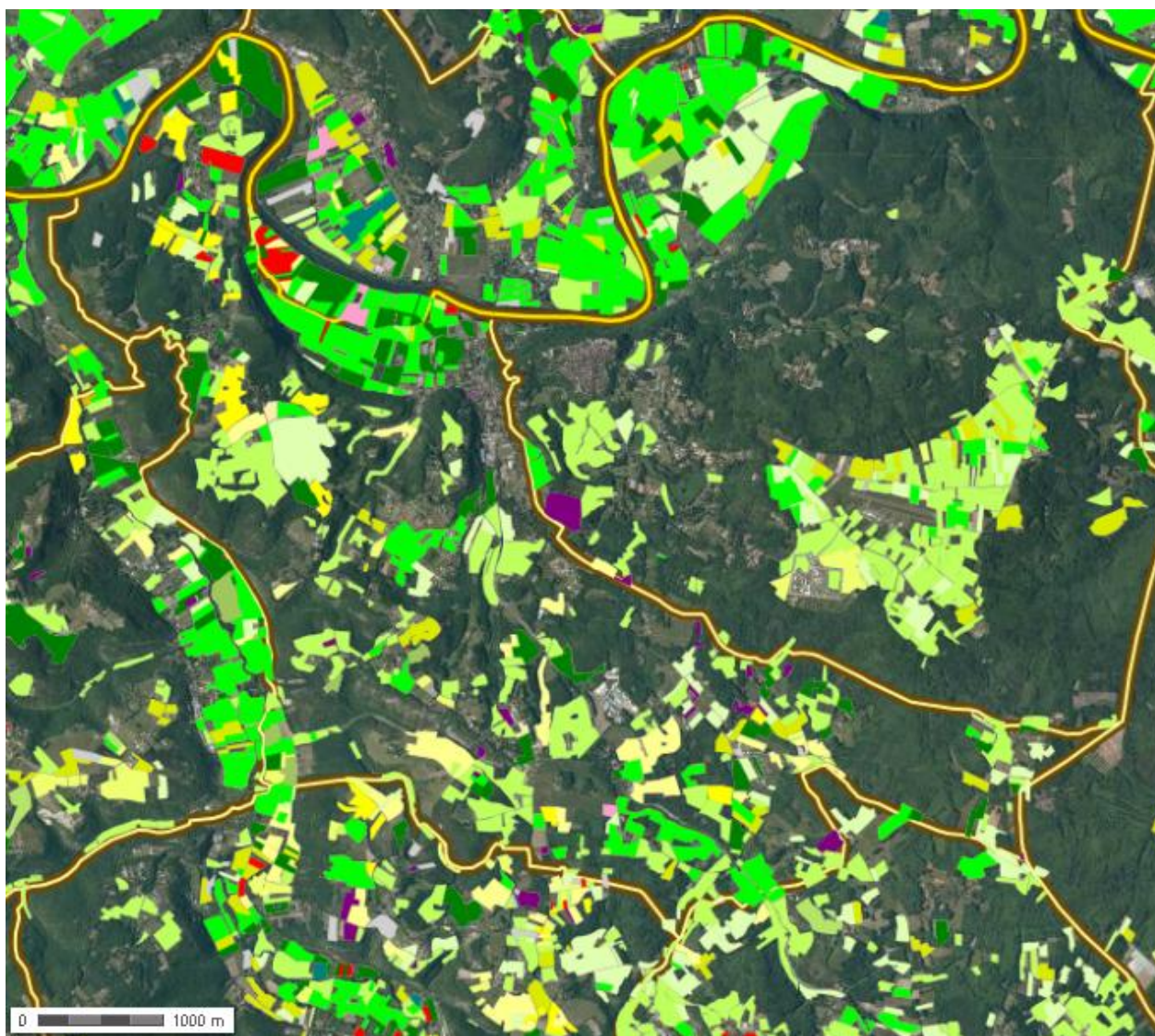
Ces activités sont importantes pour le dynamisme et l'attractivité du territoire communal, et l'impact sur l'environnement est moindre. La carte communale de Cénac et Saint Julien en tient compte dans le choix du zonage en zone Ua destiné à pérenniser l'activité dans ce secteur. Afin d'éviter toute incidence sur les activités agricoles, la commune a également pris en compte l'existence de périmètres sanitaires autour des bâtiments d'élevage (poulaillers), imposant un recul de 100m vis-à-vis de ces derniers.

### 3.7.5. L'agriculture

L'activité agricole sur les territoires communaux ne constitue pas une cause d'impacts sur l'environnement. Il est important de noter cependant que les enjeux concernant cette activité sont principalement liés à l'utilisation importante de la ressource en eau, à l'utilisation d'intrants pour les cultures et aux conséquences de l'élevage. Afin d'éviter ce type d'impact sur l'environnement, il convient de protéger les secteurs agricoles présentant un intérêt paysager particulier et de respecter les périmètres de réciprocité.

De plus le maintien de l'agriculture sur le territoire permet l'entretien des espaces naturels en prairie et évite la déprise de ces terrains qui deviennent rapidement des friches couvertes de broussailles et landes. L'entretien des espaces agricoles et naturels par les exploitants agricoles est donc essentiel pour le maintien des paysages remarquables de la commune.





**Figure 55 : Les terrains déclarés à la PAC selon le recensement agricole de 2010**



## 3.8. TENDANCES EVOLUTIVES : LE SCENARIO AU FIL DE L'EAU

---

### 3.8.1. La dynamique actuelle d'aménagement du territoire et de gestion environnementale

La prise en compte environnementale est désormais ancrée en aménagement du territoire et l'historique du contexte juridique associé évolue en conséquence :

- La Loi de Protection de l'Environnement, permettant d'intégrer les préoccupations environnementales dans le développement territorial (1976),
- Les Directives « Projets et Habitats » permettant l'évaluation environnementale de certains projets et notamment sur certains sites Natura 2000 (1985, 1992 et 1993),
- La Loi Solidarité et Renouvellement Urbain intégrant l'environnement dans les Plans Locaux d'Urbanisme comme composante à part entière (2000),
- La Directive européenne « Plans et Programmes » définissant l'élaboration des évaluations environnementales pour certains plans et programmes (2001),
- Le Grenelle de l'Environnement en France permettant entre autre d'appliquer la Directive européenne ci-dessus citée à l'échelle nationale, notamment dans les Carte Communale (2010).

Ce contexte juridique s'est progressivement installé dans les démarches de planification territoriale et justifie la prise en compte le plus en amont possible des enjeux environnementaux dans l'élaboration de la carte communale.

Par ailleurs, le concept de Développement Durable est aujourd'hui présent dans toutes les démarches d'aménagement du territoire et ce à toutes les échelles. Dans un souci d'allier les enjeux économiques, sociaux et environnementaux, ce concept est un élément majeur des politiques actuelles et place ainsi l'environnement au cœur des réflexions afin de permettre aux générations futures de disposer d'un cadre de vie sain, agréable et pérenne. Les différentes orientations d'aménagement du territoire permettent dans ce sens de tendre vers un Développement Durable et notamment par le biais de Plans et Programmes influant sur le fonctionnement de l'activité humaine.

A l'échelle nationale, régionale, départementale, intercommunale et communale, une série de mesures permettent dans ce sens d'appliquer les grands principes de développement durable et permettent ainsi d'améliorer la gestion de l'environnement en l'intégrant aux démarches d'aménagement du territoire et ce, de manière transversale et complémentaire à toutes les autres mesures. Les différents Plans et Programmes présentés dans ce rapport permettent ainsi de mettre en place des mesures visant à améliorer la qualité de l'environnement et visant à développer le territoire de manière pérenne et en prenant en compte les grands enjeux actuels (santé, environnement, enjeux sociaux, économie, pollutions...). La carte communale de Cénac et Saint Julien se doit d'être élaborer en cohérence avec ces prescriptions d'ordre supra communal.

Selon les grandes études réalisées dans ce domaine, le contexte environnemental actuel est délicat et l'aménagement du territoire se doit aujourd'hui d'être respectueux des éléments naturels présents sur le territoire, des ressources naturelles dont nous disposons (eau, énergie...), il se doit d'être peu consommateur d'espace, doit préserver la biodiversité et les grands objectifs de mixité sociale doivent être atteints. De la même manière, de nouvelles formes urbaines doivent voir le jour dans les projets communaux et des techniques alternatives de déplacements et de gestion des ressources doivent être mises en œuvre.

**La dynamique actuelle en matière d'aménagement du territoire et de prise en compte de l'environnement est indéniablement tournée vers l'élaboration de projets de territoires durables : le contexte actuel est donc optimal dans l'optique de réaliser une Carte Communale qui tienne compte des grands enjeux environnementaux.**





### 3.8.2. Les tendances observées sur le territoire de Cénac et Saint Julien

Sur les dix dernières années, entre 1999 et 2009, la commune de Cénac et Saint Julien a accueilli 149 habitants supplémentaires, passant de 1069 à 1218 habitants. Le taux de croissance annuel moyen observé sur la commune est donc de 1,3% par an. Sur la même période, 163 logements ont été produits ou réinjectés dans le parc de résidences principales, ce qui correspond à une peu moins d'un logement par personne accueillie. Le nombre de logements produit semble donc être bien plus important que la demande locale. Cependant, le phénomène de desserrement de la population implique une production de logements pour les habitants déjà installés sur le territoire et pourrait expliquer ce décalage.

La production des 163 logements aurait consommé, entre 1999 et 2009, environ 33,6 hectares de potentiel foncier pour une consommation moyenne par logement de 2000 m<sup>2</sup>.

En estimant que l'évolution démographique sur le territoire du Cénac et Saint Julien suive cette tendance pour les 10 prochaines années, en suivant la période de référence 1999-2009, il est possible d'envisager à l'horizon 2023 une augmentation effective de 244 habitants portant ainsi la population totale de Cénac et Saint Julien à 1462 habitants. Le nombre d'habitants par logement sur cette période étant de 2,3 habitants/logements, le parc total de Cénac et Saint Julien serait alors de 952 logements en 2023, soit 244 habitants supplémentaires.

	1999	2009	2023
<b>Population</b>	1069	1218	1462
<b>Nombre de logements</b>	673	836	952
<b>Nombre d'habitants/logements</b>	2,5	2,2	2,1
<b>Besoin foncier</b>		33,6 hectares	48,6 hectares

**Figure 56: Evolution de la population, des besoins en logements et besoin foncier à horizon 2023 si on maintient la tendance évolutive observée entre 1999 et 2009**

D'une manière générale, assurer le développement de l'urbanisation à horizon 2023 selon la tendance évolutive au fil de l'eau observée entre 1999 et 2009 engendrerait une augmentation de l'étalement urbain sur l'ensemble du territoire du Cénac et Saint Julien. Le maintien de faibles densités et l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones selon des formes urbaines consommatrices d'espaces, à proximité de bâtiments isolés et le long des axes viaires, aurait un impact très négatif sur l'environnement et impliquerait la consommation de 48,6 hectares supplémentaires.

Le Carte Communale du Cénac et Saint Julien devra donc permettre le développement de l'urbanisation en vue de favoriser l'accueil de nouvelles populations mais selon des densités et un choix de localisation du développement moins consommateurs d'espaces naturels et agricoles.



3.8.3. L'état prévisionnel de l'environnement

Critères	Situation actuelle	Appréciation	Tendances évolutives	Appréciation	Actions envisageables dans le cadre de la carte communale	Appréciation envisageable
Amélioration du cadre de vie de Cénac et Saint Julien	<ul style="list-style-type: none"><li>• Territoire à l'activité agricole en déprise</li><li>• Des espaces naturels remarquables</li><li>• Des entités paysagères bien identifiées</li><li>• De nombreux hameaux au caractère rural dispersés sur l'ensemble du territoire, mais bien intégrés dans leur environnement</li><li>• Des extensions urbaines récentes, majoritairement le long des axes viaires</li><li>• Eau, atout paysager et agricole</li><li>• Un patrimoine naturel et architectural riche</li><li>• Une zone d'activité au cœur du territoire</li></ul>		Le développement de la trame urbaine sera réalisé au coup par coup sur des entités agricoles importantes et sans être intégré à la topographie et à l'environnement naturel. Ce développement sera consommateur d'espace. L'utilisation de la voiture particulière continuera à être le mode de déplacement privilégié ce qui ne réduira pas les conséquences induites (GES, sécurité, ...)		<p>Le Carte Communale devra permettre de privilégier le développement de l'urbanisation dans les dents creuses identifiées et sur des secteurs en extension directe des constructions existantes dans le bourg et dans les hameaux les plus structurants du territoire.</p> <p>Les densités proposées dans la carte communale, de , en profondeur, permettre le développement sur des densités plus faibles. Par ailleurs, des liaisons douces devront être développées au sein des villages et des quartiers, notamment autour des pôles urbains.</p>	
Protection des espaces naturels de Cénac et Saint Julien	<ul style="list-style-type: none"><li>• Des espaces naturels remarquables recensés au titre de ZNIEFF et Natura 2000</li><li>• Les nombreux boisements du territoire créent des continuités écologiques, des trames vertes essentielles à la biodiversité</li><li>• Les cours d'eau sont également des corridors écologiques structurant le territoire, des trames bleues également essentielles à la biodiversité</li><li>• Les cours d'eau, boisements et espaces naturels sensibles ne font pas l'objet de mesures de protection particulières.</li><li>• A ce jour, de nouvelles constructions peuvent s'implanter sans restriction en zone naturelle sensible tant qu'elles respectent le RNU, à savoir restent dans la continuité de l'existant. Les hameaux en Zone Natura 2000 peuvent s'étendre de façon linéaire et sans cohérence sur des espaces boisés.</li></ul>		<p>Les éléments naturels sur les communes n'étant pas au cœur des projets de territoire, le risque qu'ils soient relevés au second rang au profit du développement au coup par coup de l'urbanisation est élevé.</p> <p>Avec une évolution au fil de l'eau, sans carte communale, les espaces sensibles risquent d'être peu à peu mités par une urbanisation linéaire contre laquelle le RNU ne peut fondamentalement pas s'opposer.</p>		<p>Le Carte Communale permet de placer les espaces naturels remarquables et/ou sensibles au cœur du projet de territoire du Cénac et Saint Julien et développer, le cas échéant, l'urbanisation à la marge de ces secteurs. Le Carte Communale va par ailleurs permettre l'élaboration des trames vertes et bleues et permettre la préservation des cours d'eau et leurs ripisylves.</p> <p>Le Carte Communale doit viser à protéger les corridors écologiques à l'échelle du territoire et les espaces des zones Natura 2000 afin de respecter les éléments du grand paysage de Cénac et Saint Julien.</p>	
La ressource en eau potable sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"><li>• Une ressource en eau potable suffisante pour desservir l'intégralité des habitants</li><li>• Un approvisionnement des hameaux dans des capacités suffisantes</li></ul>		Sans document d'urbanisme, le risque est l'implantation de nouvelles constructions en continuité de l'existant sans forcément de cohérence, ce qui implique un étirement progressif des réseaux le long des axes de communication.		<p>Le zonage de la carte communale tient compte de la desserte en eau potable de chaque terrain ouvert à l'urbanisation, en accord avec les capacités de la ressource d'approvisionnement en eau de la commune et des capacités techniques des réseaux déjà présents sur le territoire. En ciblant les dents creuses du bourg et des hameaux structurants et en n'autorisant que quelques constructions en continuité de l'existant, la carte communale de Cénac et Saint Julien permet un approvisionnement correct et de capacité suffisante des terrains ouverts à l'urbanisation.</p> <p>De plus la ressource en eau sur le territoire a été analysée, elle est de capacité suffisante pour accueillir les populations attendues à horizon 2023.</p>	
Le fonctionnement urbain et l'activité humaine	<ul style="list-style-type: none"><li>• Une trame urbaine du bourg étendue le long des axes de communication</li><li>• Un caractère rural marqué</li><li>• De nombreux hameaux dispersés sur le territoire communal</li><li>• De nombreux bâtiments isolés</li><li>• Une dépendance à la voiture liée à une trame urbaine dispersée</li></ul>		Le développement de la trame urbaine continuera selon des phénomènes observés jusqu'alors. Le développement linéaire risque de se poursuivre à outrance, ce qui induira des déplacements supplémentaires sur l'ensemble du territoire communal et une consommation abusive des espaces agricoles et naturels, sans contrôle de la densité attendue.		<p>Le Carte Communale permet de concentrer l'activité humaine autour du bourg et des hameaux les plus structurants du territoire. Ce document d'urbanisme ne permet pas, comme le Plan Local d'Urbanisme, de réaliser des secteurs redéveloppement cohérents avec une urbanisation en profondeur et une cohérence grâce à des schémas d'aménagement. Aussi il est préférable d'ouvrir de nombreux secteurs de taille réduite en continuité de l'existant, évitant ainsi le mitage du territoire, ainsi qu'un accroissement de l'extension linéaire de l'urbanisation.</p>	





### **3.8.4. La tendance prévisionnelle du développement territorial de Cénac et Saint Julien**

Si le territoire de Cénac et Saint Julien se poursuit dans un développement urbain similaire à ce qui a été fait au cours de ces dix dernières années, alors le développement du territoire aura des impacts négatifs sur l'environnement et ce pour diverses raisons :

- **Développement de l'urbanisation selon des formes urbaines consommatrices d'espace**
- **Accroissement des déplacements sur les communes comme conséquence de ces formes d'habiter**
- **Le RNU de Cénac et Saint Julien ne protège pas les espaces naturels sensibles de l'artificialisation des terres au détriment de la biodiversité qu'elle contient**
- **Le RNU de Cénac et Saint Julien ne protège pas les espaces agricoles recensés pour la qualité agronomique des terres, au détriment de la pérennité de l'activité sur le territoire**

Il faut cependant noter que le RNU ne permet la constructibilité qu'en continuité de l'existant, mais sans limite dans le temps et dans l'espace, ce qui implique qu'une nouvelle construction pourra toujours s'implanter derrière la dernière construction du hameau, autorisant à chaque fois de nouveaux droits à construire au-delà sur des espaces naturels et agricoles.

En revanche la Carte Communale pose justement une limite à l'urbanisation linéaire et évitera l'effet de mitage qui peut avoir lieu sans document d'urbanisme, comme ce fut le cas à Cénac et Saint Julien sur les dix dernières années.

Même si les prévisions de développement ne sont pas optimales pour assurer une gestion intégrée de l'environnement dans les années à venir, les politiques actuelles en matière d'aménagement du territoire, les orientations prévues dans les documents supra communaux et les volontés communales placent l'environnement au centre de toutes les réflexions à mener.



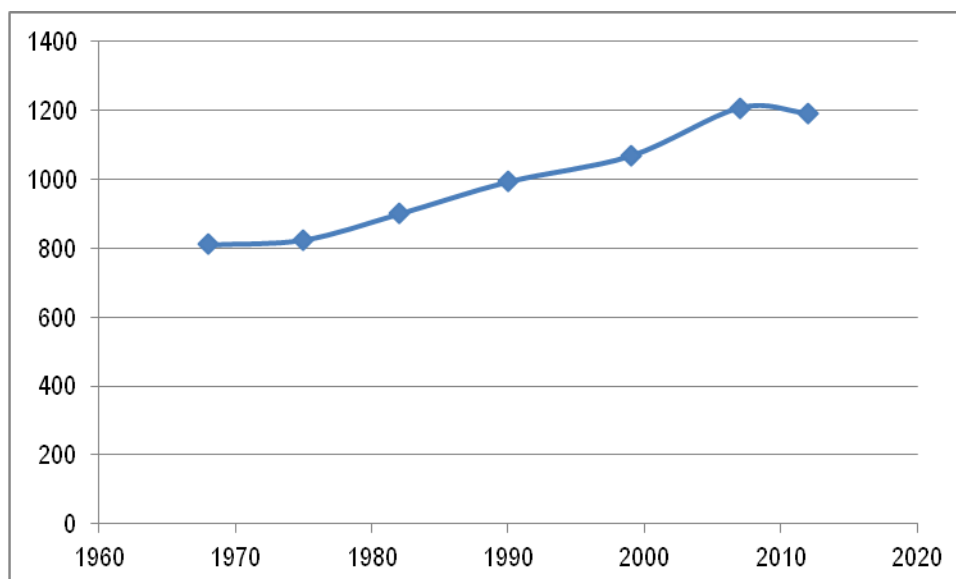
## 4. DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN





## 4.1. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

### 4.1.1. Evolution démographique



**Figure 57 : L'évolution de la population de Cénac et Saint Julien de 1968 à 2012**

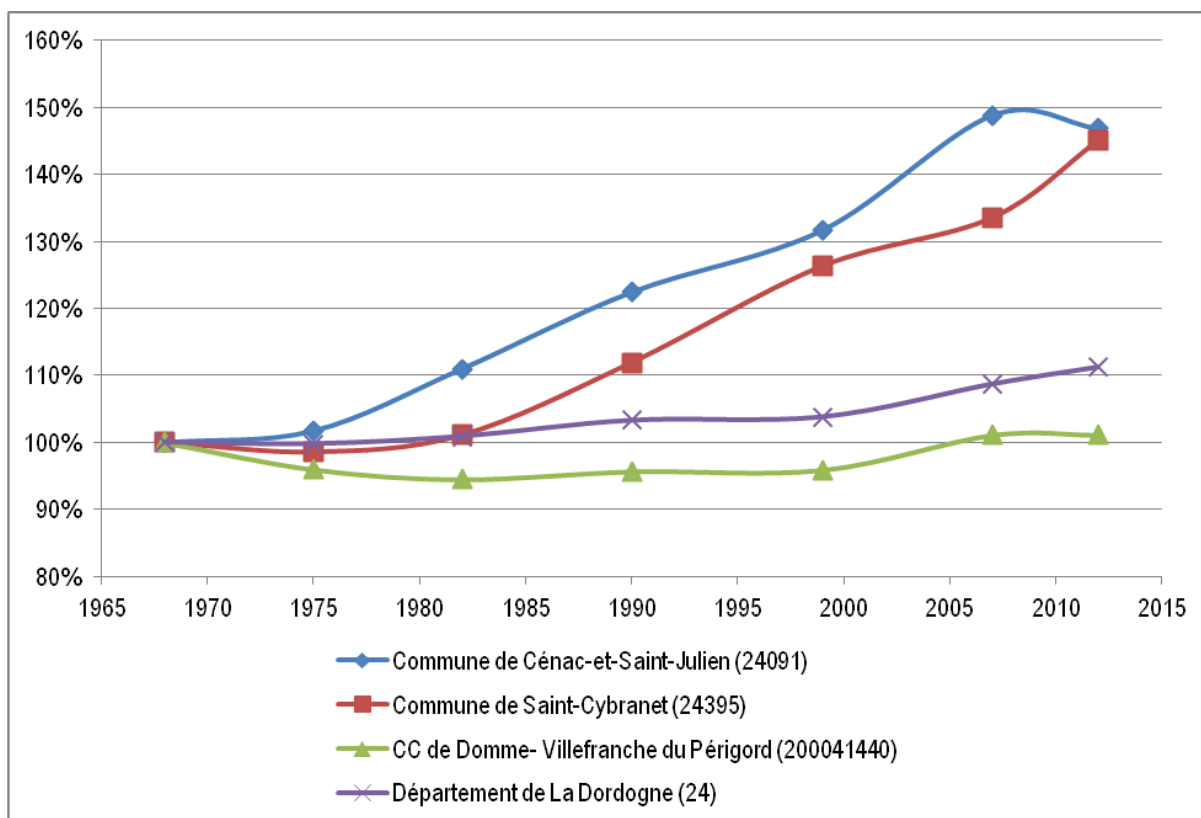
De 1968 à 2008, la population de la commune n'a cessé d'augmenter passant de 811 à 1230 habitants. En effet, malgré la tendance généralisée de départ des jeunes générations vers les villes suite à la baisse de l'activité agricole, Cénac-et-Saint-Julien a bénéficié constamment d'un solde migratoire positif, jusqu'en 2009, année à partir de laquelle la commune a connu une perte de population, n'en comptant plus que 1190 environ en 2012.

	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2007	2007-2012
Solde naturel	+0,1%	-0,6%	-0,2%	-0,1%	-0,3%	-0,3%
Solde migratoire	+0,2%	+1,9%	+1,5%	+0,9%	+1,9%	0%
Variation totale	+0,2%	+1,2%	+1,2%	+0,8%	+1,5%	-0,3%

**Figure 58 : Tableau représentant l'évolution démographique de 1968 à 2012**

On notera que de 1968 à 2007, le solde migratoire est positif, jusqu'à atteindre +1,9% de croissance de population uniquement due aux arrivées de population nouvelles. Ce phénomène permet de mettre en évidence une vraie attractivité de la commune jusqu'à la fin des années 2000. Depuis 2007, la tendance démographique s'est assez brutalement inversée. Avec un solde migratoire nul et un déficit du solde naturel, la commune a logiquement vu sa population diminuer.

L'absence de renouvellement démographique induite par cette tendance au déclin est susceptible de modifier de manière sensible l'équilibre de la pyramide des âges, ce qui pourra entraîner notamment une accélération du phénomène de vieillissement de la population, ainsi qu'une évolution de la demande en équipements et services publics sur le territoire : réduction des effectifs scolaires et fermetures de classes, perte d'usage des équipements sportifs, augmentation des besoins liés à la dépendance ou en services médicaux...



**Figure 59 : Evolution comparative des populations du département, du canton de Domme, de Saint Cybranet et de Cénac et Saint Julien (base 100 en 1968)**

L'étude comparée de ces courbes fait apparaître une augmentation généralisée de la population et ceci à toutes les échelles territoriales. Néanmoins, on différenciera d'une part le cas des communes de Saint Cybranet et de Cénac et Saint Julien, et celui de la communauté de communes.

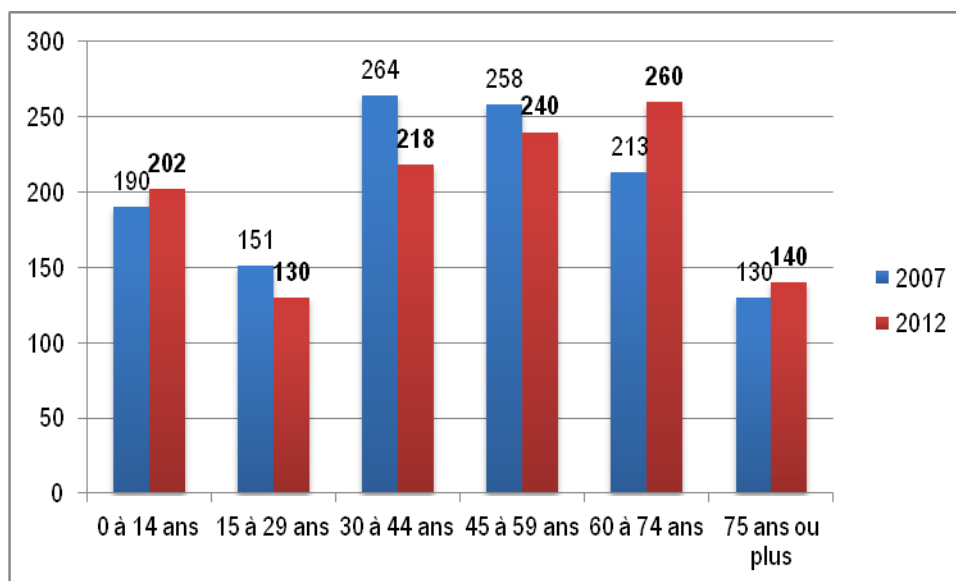
En effet, pour les premières cités, on constate un vrai dynamisme avec des taux d'évolution annuelle de population aux alentours de 1% à partir des années 75. Cénac et Saint Julien a gagné près de 47% de population depuis 1968, Saint Cybranet 45%.

En parallèle, le département de la Dordogne subit dans un premier temps un léger dépeuplement jusqu'au début des années 1980 puis amorce une faible croissance qui lui permet de gagner 11% de sa population depuis 1968. Après une longue phase de déclin puis de stagnation démographique, la communauté de communes est redevenue attractive à l'orée des années 2000, retrouvant au tournant des années 2010 un niveau de population comparable à celui qui était le sien à la fin des années 1960.

La comparaison de ces deux cas permet de mettre l'accent sur le dynamisme et l'attractivité dont a pu faire preuve la commune de Cénac et Saint Julien et cela dès 1975. On peut expliquer cette situation par les efforts mis en œuvre pour développer les atouts touristiques d'une commune dont la vocation principale était l'agriculture.



## 4.1.2. Structure par âge



**Figure 60: Evolution de la répartition des tranches d'âges entre 2007 et 2012 sur la commune de Cénac et Saint Julien**

La population de Cénac et Saint Julien est une population relativement âgée, car plus de la moitié des habitants est âgée de plus de 45 ans. La tranche d'âge la plus jeune, celle des 0 à 14 ans, représente 17% du total ; cette part est stable depuis le milieu des années 2000. La tranche active des 30-44 ans constitue environ 18% et celle des 45 à 59 ans représente 20%. La génération des 60 à 74 ans forme près de 22% de la population. On peut dire que le phénomène de vieillissement fréquemment observé dans le milieu rural a augmenté. La proportion modeste des 15-29 ans est à remarquer, elle est liée au départ des jeunes vers les principales villes de la région, afin de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur ou décrocher un premier emploi.

En 2012, les chiffres tendent à montrer que Cénac et Saint Julien connaît un phénomène de vieillissement : la part des 45 ans et plus augmente au détriment des moins de 30 ans qui quittent le territoire.

### ➤ Indice de Jeunesse

L'indice de jeunesse permet de mettre en évidence le type de population présent sur le territoire communal. Il est calculé en faisant le rapport entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans puis comparé à l'indice de référence qui est celui du département.

L'indice de jeunesse de la commune de Cénac et Saint Julien, est égal à 0,6 en 2012 ; comparé à celui du département et de la communauté de communes, il nous permet de déduire que la commune suit la tendance générale puisque celui-ci est comparable à celui du département, qui est de l'ordre de 0,6 également.





## 4.2. EVOLUTION DE L'HABITAT ET PRODUCTION DE LOGEMENTS

### 4.2.1. Les catégories de logement

Entre 1999 et 2012, le nombre de logements a augmenté de 22 % soit 149 logements supplémentaires. Ainsi, en 2012, on compte 819 logements dont 537 résidences principales (65,5%), 242 résidences secondaires (29,5%) et 41 logements vacants (5%). Entre 1999 et 2007, on constate une forte augmentation à la fois des résidences principales mais aussi des résidences secondaires. Depuis 2007, ces deux composantes du parc ont progressé de manière similaire, maintenant ainsi l'équilibre existant du parc de logements. L'habitat de type collectif représentait un peu plus de 9% du parc immobilier avec 76 logements en 2012.

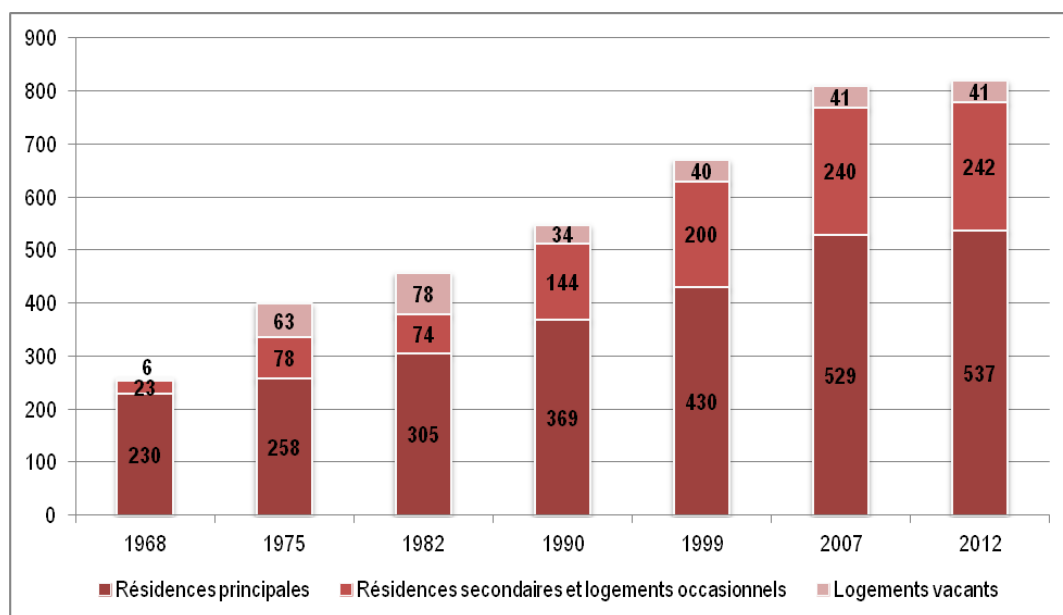


Figure 61 : Evolution de la répartition des types de logement entre 1968 et 2012 (Source : INSEE)

Les logements sont de grande taille puisque près de 80% d'entre eux ont plus de quatre pièces, 16,4 % ont trois pièces et 3,7% deux pièces. Les studios (T1) étaient au nombre 3 représentant 0,6% des logements. Dans les résidences principales, on comptait en 2012 2,2 personnes par logement. La commune se caractérise donc par de grands logements qui sont de moins en moins occupés.

En 2012, le nombre moyen de pièces par résidence principale est de 4,5. C'est dans les maisons que cette augmentation se manifeste.

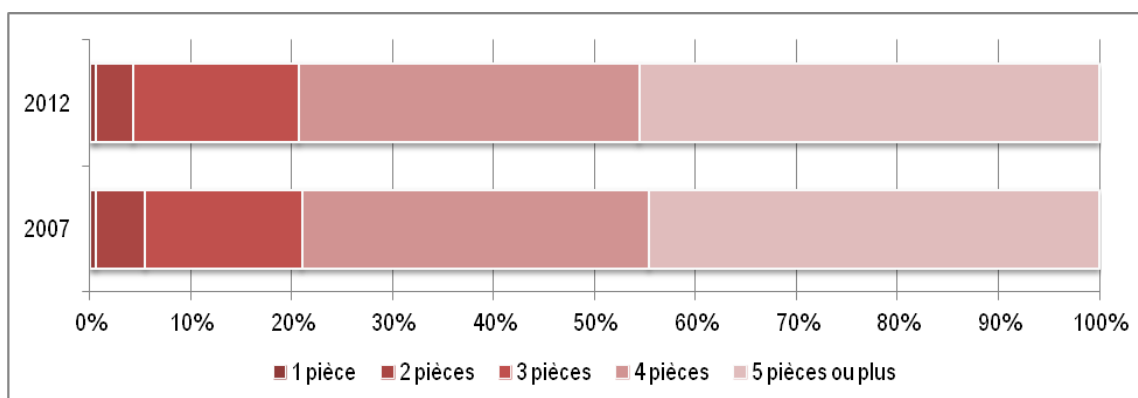


Figure 62 : Résidences principales par nombre de pièces, en 2007 et 2012 (Source : INSEE)



#### 4.2.2. Statut d'occupation et parc locatif

En 2012, les occupants de résidences principales sont à près de 70% des propriétaires : 144 logements étaient occupés par des locataires en 2012, soit environ 27 % du total. Les ménages logés gratuitement sont au nombre de 24 (4.5 %).

Le statut d'occupation le plus présent reste la propriété individuelle puisque sur 537 logements principaux, 369 sont occupés par des propriétaires. Parmi les locataires, 5.2 % sont en HLM et 4.5 % sont logés gratuitement. Le parc locatif constitue donc une offre réelle sur la commune.

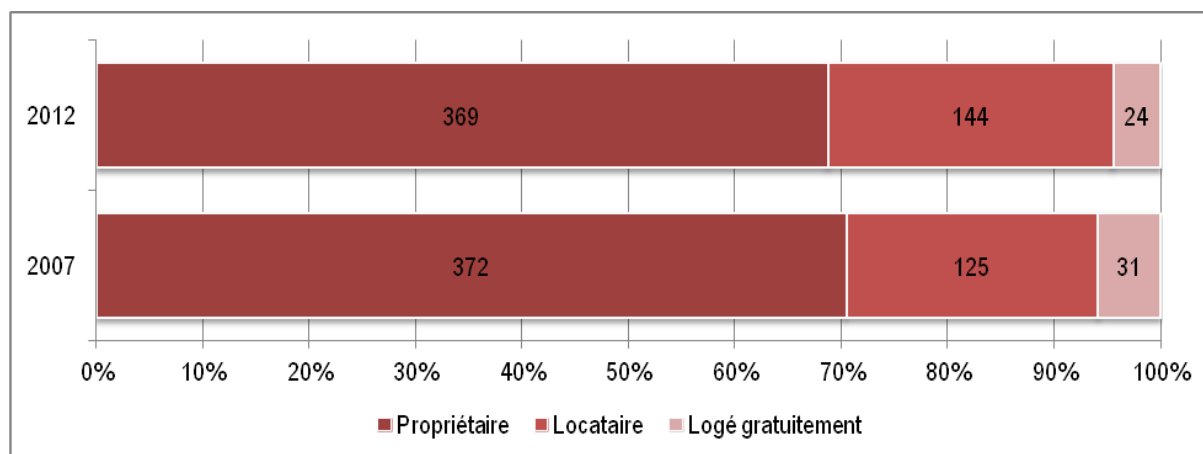


Figure 63 : Evolution comparée du statut d'occupation des logements en 2007 et en 2012

#### 4.2.3. Indice de population

L'indice de population est en diminution constante passant de 3,5 en 1968 à 2,2 en 2009, ce qui s'explique par le phénomène de desserrement des ménages. L'indice de population de Cénac et Saint Julien est égal à celui du département de la Dordogne qui suit sa tendance à la baisse (2,2 en 2009).

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012
Nombre moyen d'occupants des résidences principales	3.5	3.2	3.0	2,7	2,5	2,3	2,2

Figure 63 : Variation de l'indice de population de Cénac et Saint Julien

#### 4.2.4. Perspectives d'évolution

Le parc des logements de la commune de Cénac et Saint Julien présente une tendance claire : habitat ancien résidentiel individuel de grande taille et confortable.

Le renouvellement des générations n'est plus assuré. Un vieillissement de la population commence à se faire sentir dû au fait des logements qui deviendront logiquement inadaptés pour ce type d'occupants (trop grands et trop loin des services). Le développement de l'offre locative pourrait permettre d'intéresser de jeunes adultes en cours d'installation.

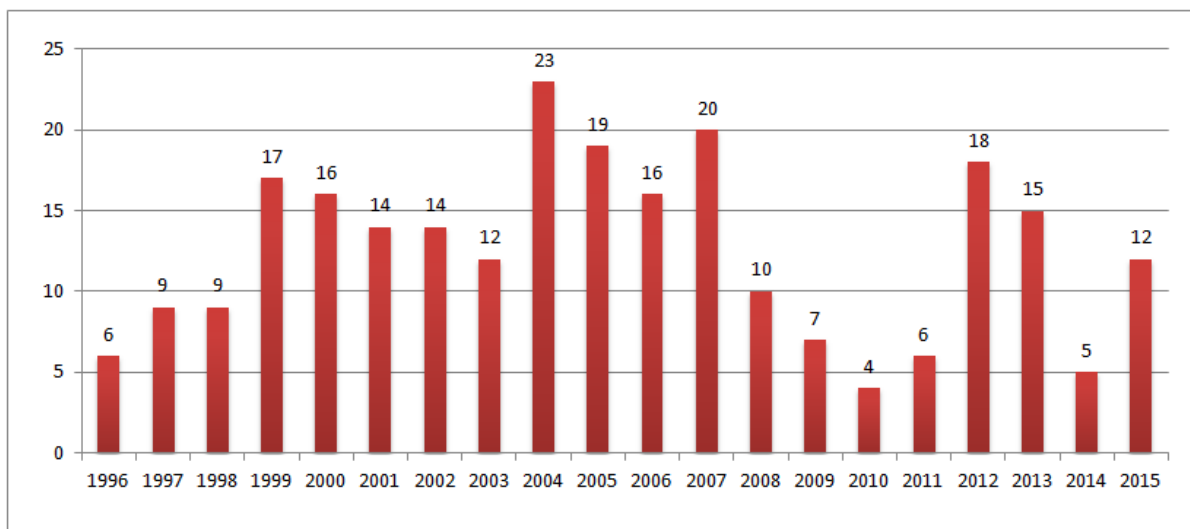
La construction de logements constatée dans la dernière décennie, conserve une relative dynamique. La commune attire de nouveaux ménages depuis le dernier recensement publié par l'INSEE. Les besoins fonciers sont donc bien réels, aussi il apparaît nécessaire de mettre en place une réflexion concernant l'évolution des équipements publics, des réseaux et de l'offre foncière.



L'accueil de nouveaux habitants, parallèlement à la volonté communale de conserver une commune touristique et agricole, passe par la réhabilitation de logements anciens et la construction de logements en accord avec la configuration actuelle de l'habitat, en renforçant les hameaux et en limitant la construction en bordure des voiries départementales.

On constate que le marché de l'habitat est restreint. On peut penser que les jeunes, les saisonniers et les entreprises rencontrent les pires difficultés pour se loger à cause notamment des perturbations que crée le secteur du tourisme sur les locations.

#### 4.2.5. Permis de construire délivrés de 1995 à 2015



**Figure 64 : Nombre de permis de construire autorisés entre 1995 et 2016 pour des constructions d'habitations neuves**

La commune a connu une forte augmentation du nombre de permis surtout pour 2004 où 23 permis ont été délivrés pour des constructions d'habitations et une forte baisse du nombre de permis à partir de 2008 jusqu'en 2011, où celles-ci connaissent un important regain. En 2015, près de 12 permis de construire ont été autorisés. Même si le nombre de demandes semble moins important que sur les 4 dernières années, celui-ci s'approche du nombre moyen d'autorisations délivrées sur ces 20 dernières années.

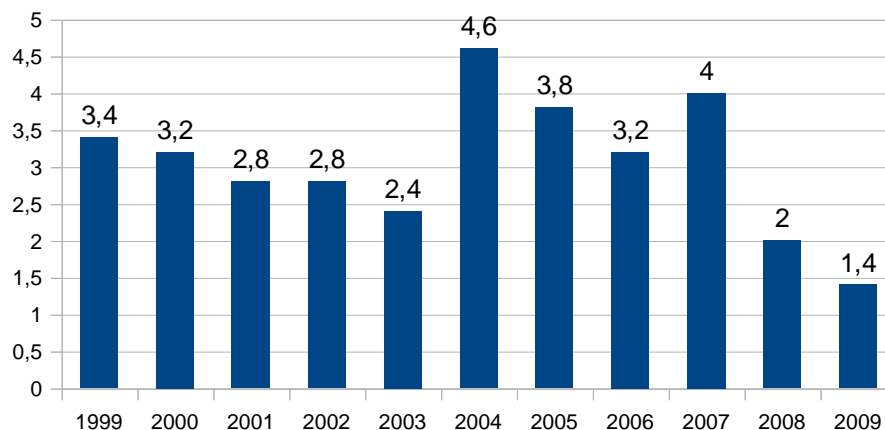
D'une manière générale, les nouvelles constructions sont réparties essentiellement autour des hameaux de Cénac et Saint Julien. On notera le développement du hameau de la Burague avec son lotissement (12 des 43 permis de construire de la période 2004-2005)

Les pétitionnaires des permis de construire sont le plus souvent des habitants de la commune ou des personnes venant de Sarlat.





## 4.2.6. Consommation d'espace



**Figure 65 : Surface consommée chaque année en hectares**

Au total, environ 33,6 hectares ont été consommés entre 1999 et 2009 à Cénac et Saint Julien, pour une consommation moyenne par logement d'environ 2000 m<sup>2</sup>.

Deux cas de figure se présentent.

- Soit les nouvelles constructions sont édifiées sur un terrain relativement vaste. En moyenne, la superficie d'une parcelle est de 2500 à 5000m<sup>2</sup>.
- Soit le projet se situe au cœur d'un hameau et la surface de la parcelle varie alors de 800 à 1300m<sup>2</sup>.

A noter que depuis 2009, la taille moyenne des terrains semble en baisse, et se situe davantage entre 1600 et 1800 m<sup>2</sup> par maison.

## 4.2.7. Perspectives pour les années à venir

Les constructions les plus récentes sont localisées à proximité des hameaux. Dans l'intérêt de la commune, une offre attractive de terrains constructibles doit être mise en place pour faire venir des ménages de l'extérieur de la commune. Une valeur moyenne de 1600 m<sup>2</sup> par terrain semble à retenir pour évaluer la surface en foncier à mobiliser.

## 4.3. EVOLUTION ECONOMIQUE

### 4.3.1. Les activités commerciales, artisanales et industrielles

Il existe de nombreux commerces sur la commune de Cénac et Saint Julien, tel qu'un coiffeur, un boucher, une épicerie, une pharmacie, trois restaurants et deux hôtels, une supérette, la Poste et une banque.

Les habitants disposent d'un ensemble de services assez diversifiés. Pour compléter la liste des commerces on notera également la présence de commerces saisonniers cessant totalement leur activité hors des périodes touristiques.

Concernant les activités artisanales on compte quatre entreprises de maçonnerie, une entreprise de plâtrerie et peinture, deux menuisiers, un plombier, un électricien et une entreprise générale du bâtiment.



Les activités industrielles sont assez restreintes mais tendent à se développer au niveau de la Zone d'Expansion Economique de « Pech Mercier ».

### **4.3.2. Les activités touristiques**

La commune se situe dans un département au patrimoine culturel riche et diversifié. A proximité de Sarlat cité médiévale, proche de Domme : superbe bastide du XIIème siècle, de la Roque Gageac : ancien port de batellerie et de Beynac et son château fortifié, elle a su développer son accueil touristique : plage, campings, gîtes ruraux. L'attractivité créée joue un rôle économique important pour Cénac et Saint Julien. En effet, en période estivale, on constate un triplement de la population lié à la forte affluence de touristes.

Sur le territoire communal sont implantés deux hôtels, une auberge de jeunesse, un camping homologué, dix gîtes ruraux, cinq chambres d'hôtes, trente locations saisonnières et un camping à la ferme.

La commune dispose de deux plages non aménagées, d'une base de canoë et de loisirs en bord de Dordogne. Sur cette base de loisirs ont été aménagés des accès à la Dordogne, une plage, un parking, une aire de pique-nique et un snack. La base de loisirs propose des activités de pleine nature : escalade, équitation, parcours d'aventure, randonnées, spéléologie, tir à l'arc et VTT/VTC. Deux sentiers de randonnée parcourent également le territoire, ce sont des circuits accessibles avec de très belles vues sur la campagne et les villages voisins.

Afin d'informer les touristes, la commune dispose d'un office de tourisme situé sur la place de la commune de Domme.

Parmi les quelques éléments caractérisant la richesse patrimoniale locale, on peut parler du cadre environnemental offert par la vallée de la Dordogne avec des sites naturels reconnus: deux sites d'importance communautaire (les coteaux calcaires du causse de Daglan et de la vallée de Céou, et la Dordogne), deux sites inscrits (la vallée de la Dordogne et celle du Céou, et la plantation routière bordant la D46) et trois ZNIEFF.

A ceci se rajoute un patrimoine plus rural de type architectural avec les églises romanes de Cénac et de Saint Julien ; historique avec les grottes (grotte XVI, grotte Vaufrey) ; gastronomique avec les spécialités locales (conserves, fraises, foies gras, cépes).

Deux fermes équestres sont également présentes sur le territoire.



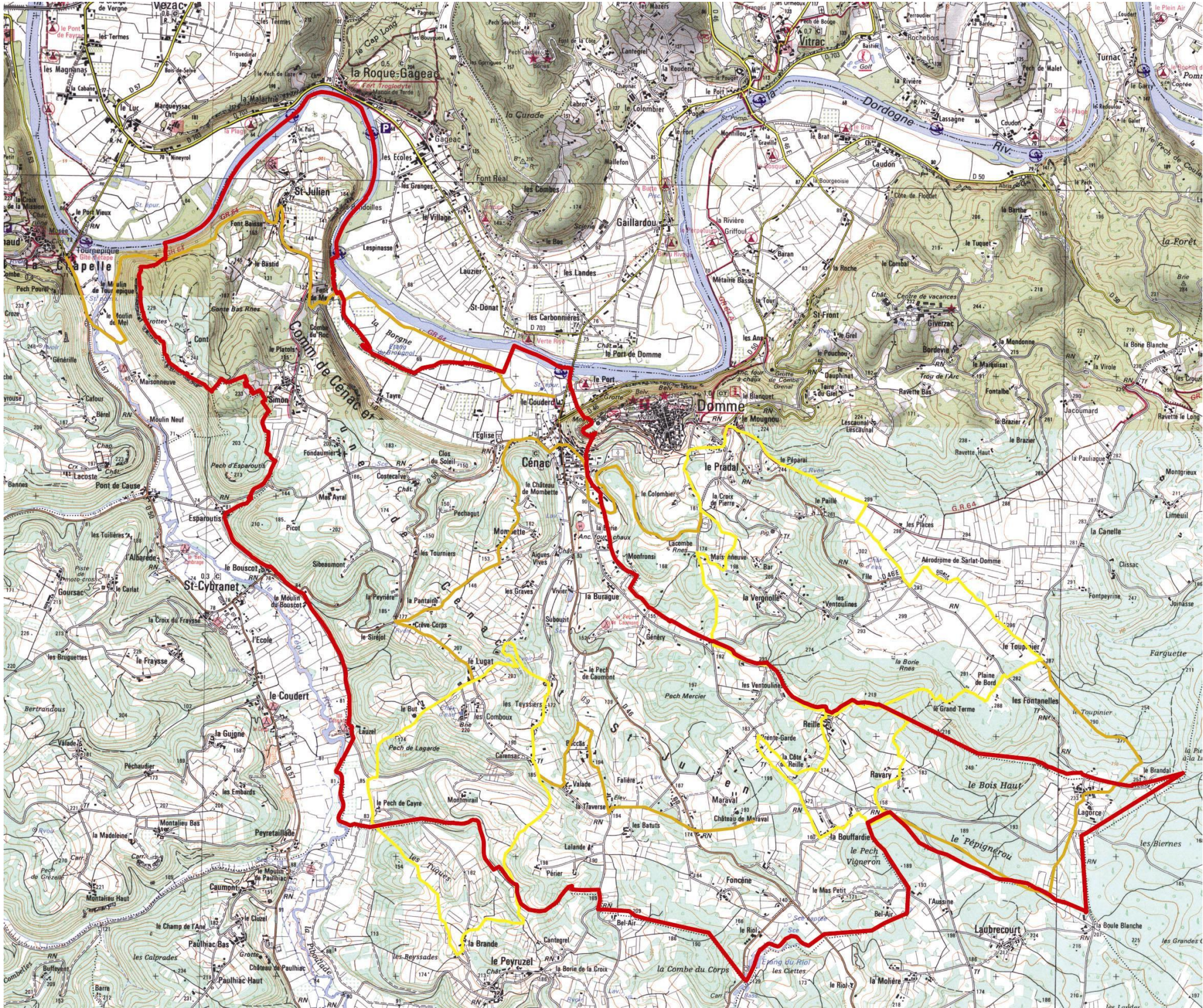


Figure 66 : Carte des sentiers de randonnée





## 4.4. ETAT DES LIEUX DE L'ACTIVITE AGRICOLE ET L'ELEVAGE SUR LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN

### 4.4.1. Une grande diversité des types de production agricole à Cénac et Saint Julien en 2010

	Superficie toujours en herbe (prairie pour l'élevage)	Superficie en terres labourables ( céréales, fourrages, jachère...)	Superficie en culture permanentes (vignes et vergers)	Superficie totale
Type de culture en hectares	248 hectares	268 hectares	119 hectares	636 hectares

Au total, 636 hectares sont des espaces agricoles à Cénac et Saint Julien en 2010, dédiés à la polyculture et au polyélevage.

L'agriculture de Cénac et Saint Julien possède une large proportion d'élevage avec 248 hectares toujours en herbe et 766 têtes de bétail, essentiellement des bovins, élevés par 13 des 33 exploitants de la commune. Ces parcelles destinées à l'élevage apparaissent en vert clair comme « prairies permanentes » et « prairies temporaires » sur la carte ci-après de la déclaration des exploitants à la PAC.

La majeure partie des terres agricoles est destinée à des cultures fourragères et céréales puisqu'elle occupe 268 hectares sur les 636 hectares de surface agricole utile totale de la commune. On recense du maïs et du tournesol, comme le montre la carte des déclarations des exploitants agricoles en 2010.

On notera également que de nombreuses terres sont destinées aux cultures permanentes en particulier la culture du noyer classé en Appellation d'Origine Contrôlée.

Les parcelles agricoles sont très diverses. Elles peuvent être très grandes lorsque la topographie et la pratique agricole s'y prêtent. Enfin, il existe toute une variété de parcelles aux tailles moyennes correspondant souvent aux prairies. Les exploitations sont réparties sur tout le territoire communal et sont bien souvent à l'origine des hameaux.



Figure 67 : Des larges parcelles ouvertes



*Figure 68: De grandes parcelles et des parcelles plus modestes disséminées*

#### **4.4.2. L'AOC Noix du Périgord**

L'appellation d'Origine Contrôlée « Noix du Périgord » regroupe la noix fraîche, la noix sèche et le cerneau de noix. L'aire d'implantation des vergers s'étend sur 578 communes en Dordogne, Lot, Charente et Corrèze.

La noix fraîche est récoltée dès la mi-septembre et est séparée mécaniquement de son enveloppe verte : le brou. Non séchée, elle est vendue pendant quelques semaines jusqu'au 15 octobre au plus tard. Son cerneau est très blanc et la petite peau qui lui donne une pointe d'amertume s'enlève facilement. Très croquante en bouche, la marbot se caractérise par un goût d'amande non séchée.

La noix sèche est récoltée dès les premiers jours d'octobre dès que le brou se fissure et qu'elle chute naturellement au sol. Elle est aussitôt lavée et séchée puis conservée dans un endroit sec et frais. La corne présente un cerneau très clair, sucré au goût subtil et raffiné. Sa saveur est douce. La franquette surprend par son petit goût de noisette et son arôme délicat.

Le cerneau de noix : Les noix sèches sont cassées manuellement (un pré cassage mécanique est autorisé) et l'extraction du cerneau se fait toujours à la main. La grandjean a un cerneau légèrement coloré et très charnu. Elle a un goût marqué de noix avec une petite pointe d'amertume.

L'AOC a vu le jour en mai 2002. L'ensemble des terres agricoles de la commune de Cénac et Saint Julien est classé AOC « Noix du Périgord ».

La production de noix apparaît en vert foncé sur la carte 2010 des déclarations agricoles des exploitants ci-après.



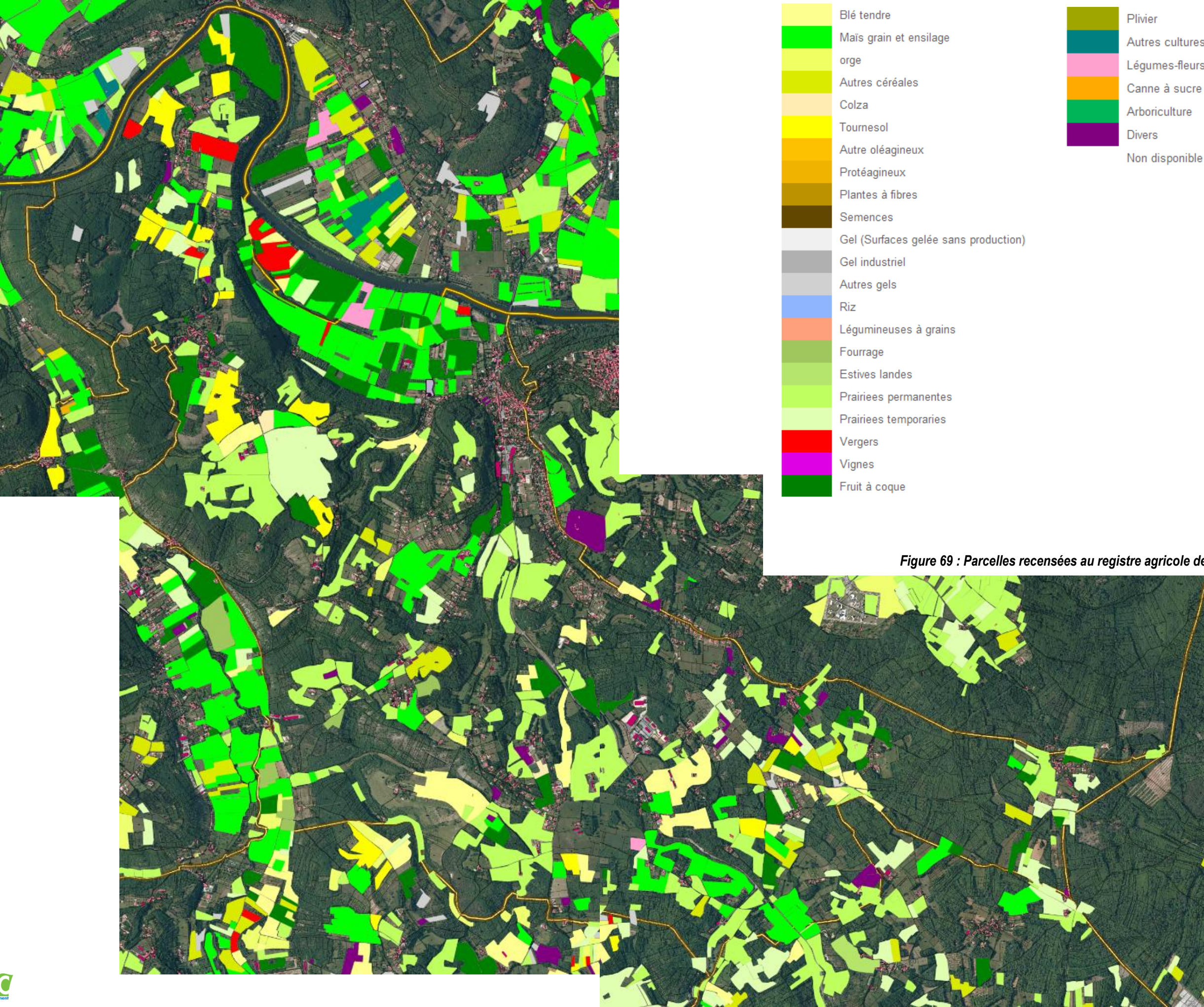


Figure 69 : Parcelles recensées au registre agricole de la PAC en 2010



#### 4.4.3. L'évolution de l'activité de 1988 à 2010

	Nombre d'exploitations	Superficie agricole utilisée en hectare
2010	33	636 hectares
2000	39	702 hectares
1988	49	940 hectares

Le nombre d'exploitations est régulièrement en baisse depuis 1988, passant de 38 agriculteurs en 1979 à 17 exploitants en 2000 puis 33 en 2010.

Dans le même temps, la Surface Agricole Utilisée (SAU) des exploitants est en diminution. Elle évolue de 940 hectares en 1988 à 702 hectares en 2000 puis 636 hectares en 2010. Ceci signifie que lors des arrêts d'exploitations, les terres sont reprises en partie et regroupées par les agriculteurs encore présents.

#### 4.4.4. Le recensement des bâtiments d'élevages et plan d'épandage

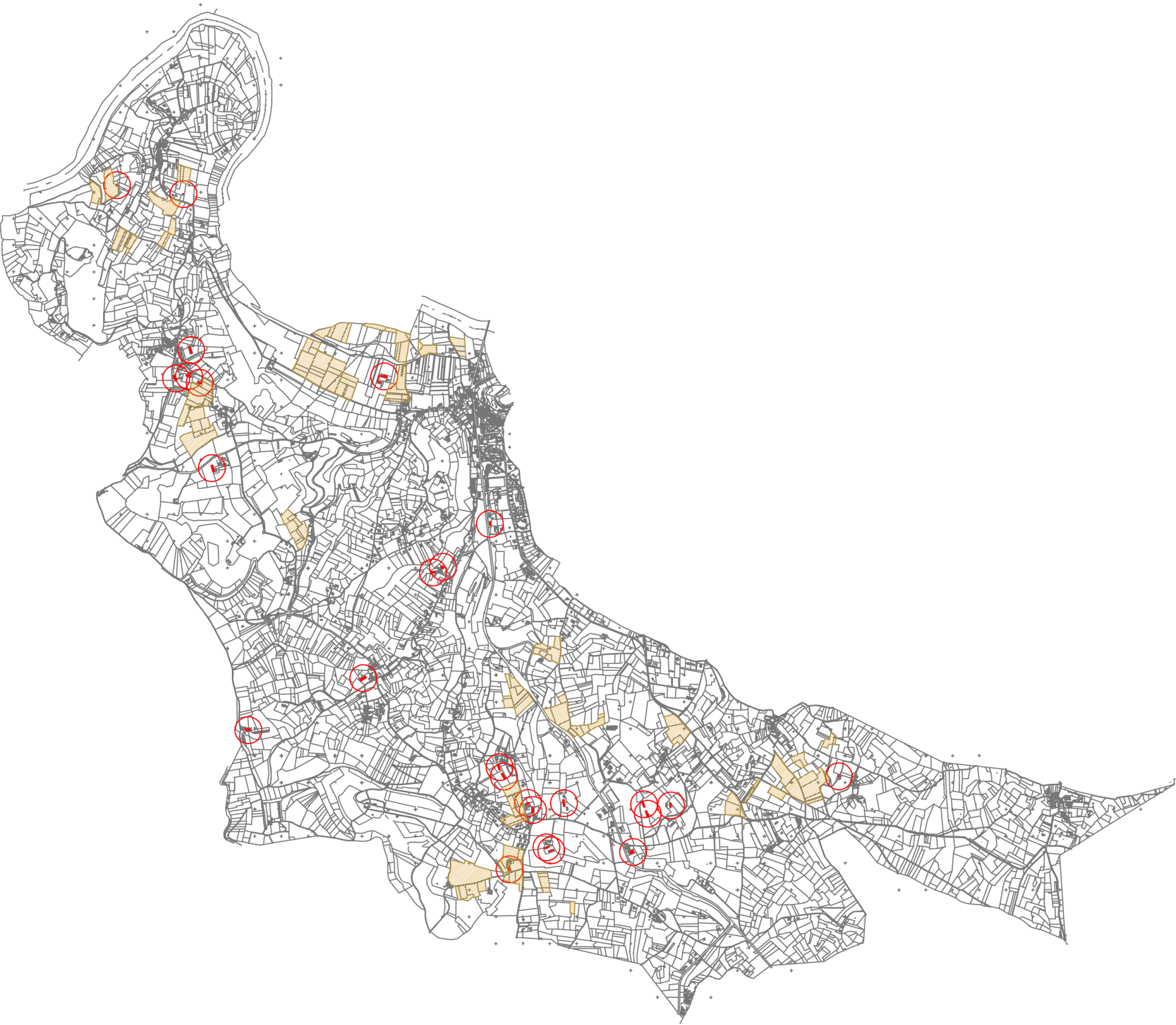
En application de l'article R 111.2 du Code de l'Urbanisme et L 111.3 du Code Rural, l'implantation de constructions à proximité des installations est soumise à des conditions d'éloignement, de même que pour l'implantation des bâtiments agricoles vis à vis des immeubles occupés par des tiers. Cette distance est de 50 mètres pour les élevages agricoles sur paille et de 100 mètres pour les élevages sur lisier.

Toutefois, la Chambre d'Agriculture de la Dordogne conseille, quelque soit le statut du bâtiment, de préserver un périmètre de 100 mètres autour de ce dernier, de manière à permettre les éventuelles mutations agricoles (changement d'élevage, de taille d'exploitation).

Sur la commune de Cénac et Saint Julien, beaucoup de bâtiments d'élevage sont actuellement inoccupés mais leur déclassement n'est pas effectif. Une reprise de l'activité dans ces bâtiments est donc toujours possible. Il convient d'en tenir compte lors de l'élaboration du zonage de la commune.

Il conviendra de continuer à veiller, à l'avenir, lors de l'implantation éventuelle de nouveaux bâtiments d'élevage, au respect du recul : une distance de 100 mètres pourra être observée entre les nouvelles implantations et la limite de la zone constructible.

La commune compte sur son territoire de nombreuses parcelles destinées à l'épandage agricole, soit une surface totale de 98,4 hectares.



**Figure 70 : Localisation des bâtiments d'élevage, périmètre de réciprocité de 100 mètres et plan d'épandage**

 : Bâtiments d'élevage     : Plan d'épandage





Figure 57 : Carte du réseau d'irrigation agricole



#### 4.4.5. Le devenir de l'activité agricole à Cénac et Saint Julien

Exploitations	Non concernés par la succession (âge exploitants < 50 ans)	Avec successeur	Sans successeur	Total des exploitations
2010	16	6	11	33
2000	25	/		39

En 2010, près de la moitié des exploitants agricoles ont moins de 50 ans, soit 16 exploitants sur les 33 recensés. Dans l'ensemble, les exploitants agricoles de Cénac et Saint Julien sont donc plutôt jeunes. Si le nombre total des agriculteurs ne cesse de diminuer, on constate une arrivée d'exploitants de moins de 40 ans. Cependant, les exploitants ont tout de même tendance au vieillissement puisque les exploitants agricoles de moins de 50 ans représentaient en 2000 environ 65 % du total des exploitants, soit 25 exploitants.

En revanche, parmi ceux qui ont plus de 50 ans et sont donc concernés par la question de la succession de leur exploitation, ils sont plus nombreux sans successeurs. En effet, 11 exploitants sur les 17 concernés n'ont pas de successeurs. Ces données nous révèlent un problème à venir de la reprise des exploitations existantes à Cénac et Saint Julien.

Dans l'avenir, il est probable que le nombre d'exploitations diminue encore. Les exploitations seront ainsi toujours plus grandes. En effet, le regroupement des terres va continuer à la suite de l'arrêt de certains exploitants arrivant à l'âge de la retraite.

### 4.5. EQUIPEMENTS ET SERVICES

#### 4.5.1. Ecoles et services à l'enfance

La commune dispose uniquement d'une école maternelle avec une cantine, une garderie périscolaire et un ramassage scolaire mis en place sur le territoire communal. Il n'y a pas de classe enfantine. Les enfants vont essentiellement à l'école primaire, au collège et lycée de Sarlat, située à 15 minutes de trajet.

#### 4.5.2. Services généraux

Les services généraux type banque, poste sont tous disponibles sur la commune.

#### 4.5.3. Equipements collectifs, culturels et sportifs

La commune est équipée d'une salle des fêtes et d'une bibliothèque. Les autres équipements publics présents sont la mairie, le cimetière, le stade municipal, le tennis, le camping. Il n'existe pas de musée, de cinéma ou d'école de musique.

La commune dépend du centre de secours et de la gendarmerie de Domme.

Enfin, plusieurs associations sont répertoriées sur la commune : l'amicale laïque avec ses sections danse enfant, théâtre et gymnastique adultes, le comité culturel de Cénac, le club des aînés, le comité de la foire aux vins, l'association des commerçants et artisans de Cénac, l'association fontaine de jouvence et le comité des fêtes de lagorce.

On trouve également des associations sportives (rugby, football, tennis, pétanque et badminton), de chasse et de pêche.



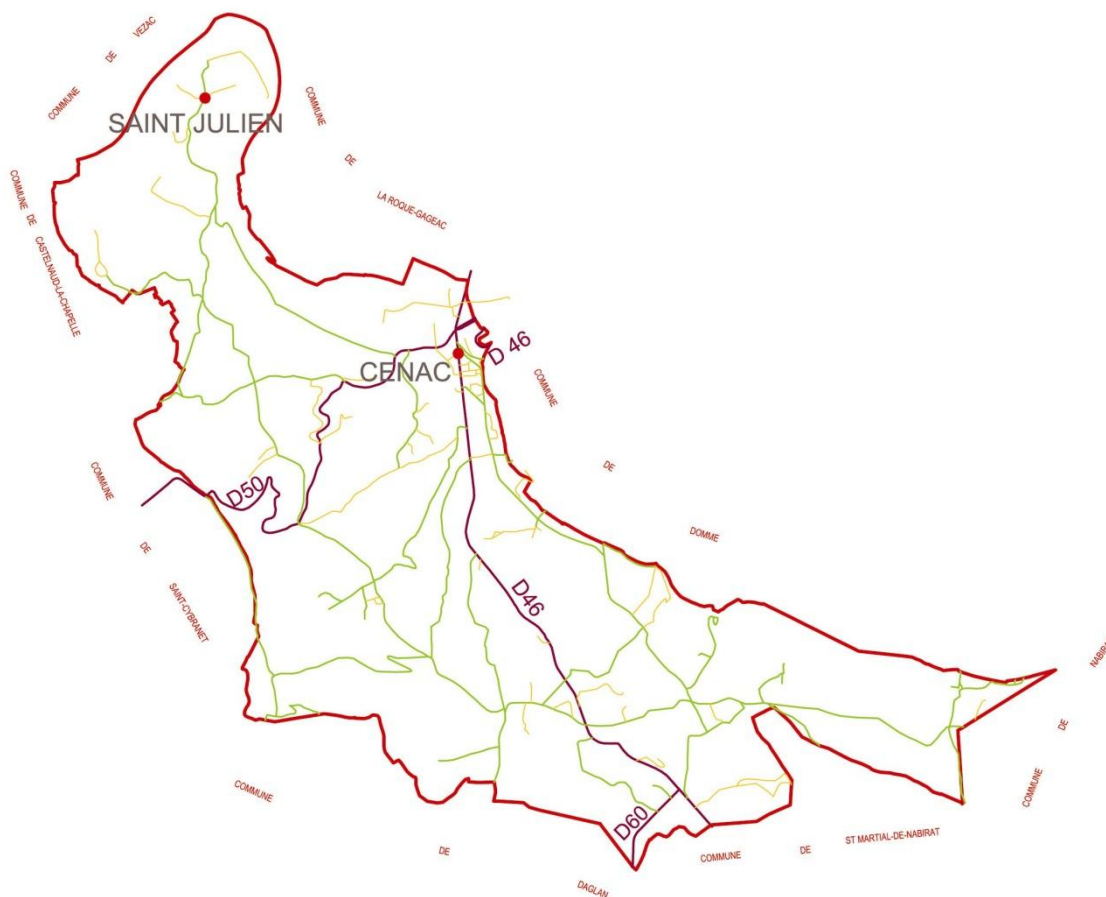




## 4.6. DESSERTE, RESEAUX, RISQUES NATURELS ET BRUIT

### 4.6.1. Desserte et déplacements

#### Accès et voies de desserte



**Figure 71 : Principaux accès à la commune**

Le territoire communal est relativement bien desservi par le réseau routier. L'axe principal est la départementale D46 reliant Vitrac à Saint Martial de Nabirat. Il traverse la commune du Nord au Sud-Est. Deux autres départementales irriguent le territoire dans le sens Est Ouest. Il s'agit de la D50 allant de Cénac à Saint Cybranet et de la D60 rejoignant la D52.

Ce réseau est complété par plusieurs routes communales. Toutes goudronnées et de bonnes qualités, ces dernières permettent d'accéder à la commune de Saint Julien tout comme à la majeure partie des hameaux. La voirie communale est relativement dense.

Il existe, de plus, de nombreux chemins ruraux, parfois carrossables, qui rejoignent les hameaux entre eux. En effet, pour se rendre d'un hameau à l'autre, il faut, soit descendre dans la vallée, soit monter sur le haut du coteau pour rattraper l'autre ligne de crête.

Il est également bon de rappeler que les chemins ruraux font partis du domaine communal et sont ouverts au public ; les voies communales font parties du domaine public et sont ouvertes au public.



L'accès à la commune et à tous ses hameaux est donc assez aisé grâce à un réseau routier dense et bien entretenu. Il faut également noter que la Communauté de Communes tient compte des accès dans les chemins ruraux par les véhicules d'incendie.

Il faut signaler que l'avis du Conseil Général devra être sollicité pour tous les projets soumis à autorisation aux abords d'une route départementale de 1ère et 2ème catégorie et en cas de problèmes de sécurité ou d'opération importante aux abords d'une route départementale de 3ème catégorie.

La départementale D46 est l'axe le plus fréquenté de la commune. Proche du territoire communal, la départementale D50 relie la commune de Saint Cybranet à celle de Daglan.

Il n'existe aucune desserte régulière quotidienne ou non quotidienne par autocar. La distance à la bretelle d'autoroute la plus proche, est de 75km correspondant à un trajet d'environ 1h00.

Les communes les plus fréquentées par la population communale sont Sarlat la Canéda à 12mn et Périgueux à 1h15mn.

## 4.6.2. Réseaux

### Eau Potable

La commune de Cénac et Saint Julien est raccordée par convention au réseau d'alimentation en eau potable géré par le syndicat de Vitrac la Canéda. L'organisation de l'alimentation est intercommunale.

### Assainissement

L'organisation du réseau d'assainissement est intercommunale et géré par le SIVOM de Domme-Cénac. La moitié des logements de la commune est raccordé.

Le Schéma Directeur d'Assainissement du SIVOM de Domme-Cénac, approuvé en janvier 2002, définit les principaux objectifs en matière de gestion de la ressource en eau dans les buts suivants :

- Garantir à la population la résolution des problèmes liés à l'évacuation et au traitement des eaux usées.
- Supprimer les nuisances et les risques sanitaires créés par les rejets directs,
- Optimiser les installations existantes et à créer,
- Organiser des services d'assainissement,
- Choisir le scénario le mieux adapté et établir un programme d'assainissement.

Il désigne les modes d'assainissement collectif et non collectif pour l'ensemble du territoire.

Il est prévu de raccorder les secteurs de Monbette et les graves au réseau collectif existant. Il existe un problème de covisibilité avec Domme qui crée une servitude. Sur le secteur de Saint Julien et Simon, un réseau gravitaire doit être créé. Toutes les autres zones resteront en assainissement autonome.



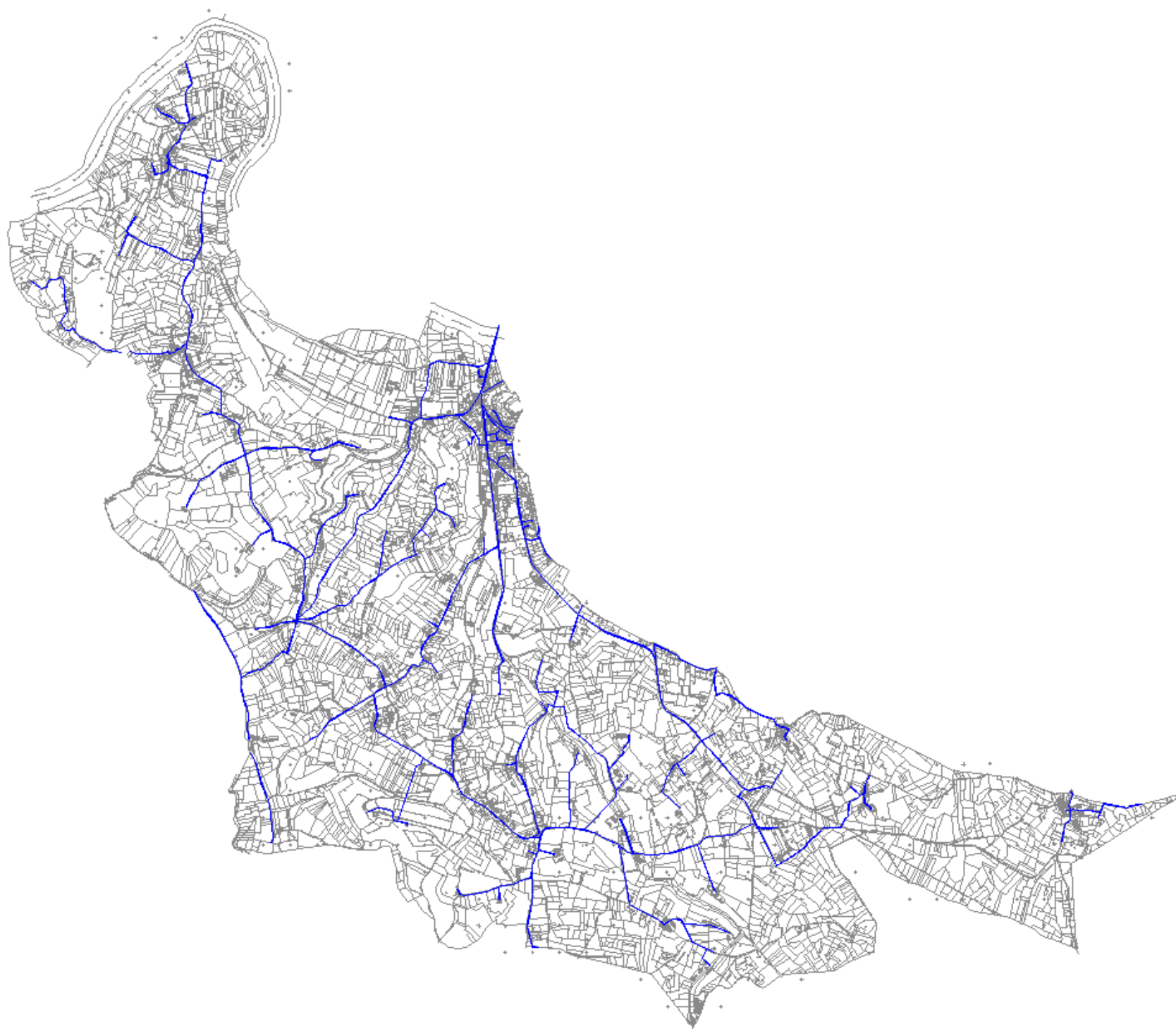


Figure 72 : Carte du réseau d'alimentation en eau potable

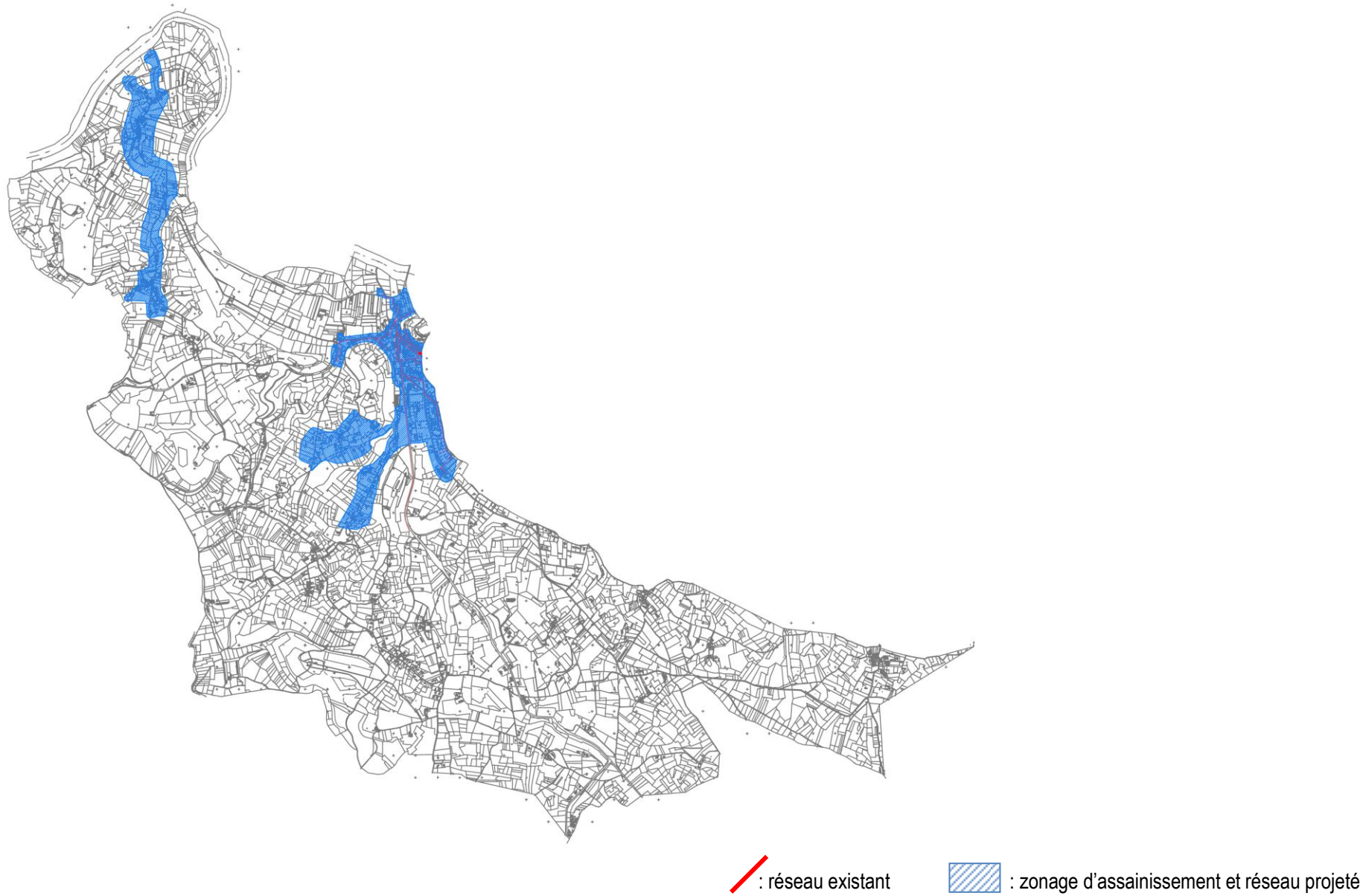


Figure 73 : Carte du réseau d'assainissement.



### Energie

Le réseau d'électrification est géré par le syndicat départemental d'électrification.

### Collecte des ordures ménagères

La collecte des ordures ménagères est réalisée par le SICTOM.

### Sécurité incendie

La défense incendie est assurée pour les zones d'habitat actuel : on compte actuellement 37 points d'eau répartis sur l'ensemble du territoire et accessibles aux engins. Les voies d'accès aux zones d'habitat futur doivent permettre la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie, et respecter les conditions de débroussaillage si elles se développent en zones boisées.

Le constat fait lors d'une intervention effectuée en 2015 par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, est toutefois qu'un renforcement semble souhaitable, notamment par la création d'hydrants aux lieux dits suivant : Simon, les Graves, Mombette, Lagorce.





## 5. JUSTIFICATION DU CHOIX DE ZONAGE

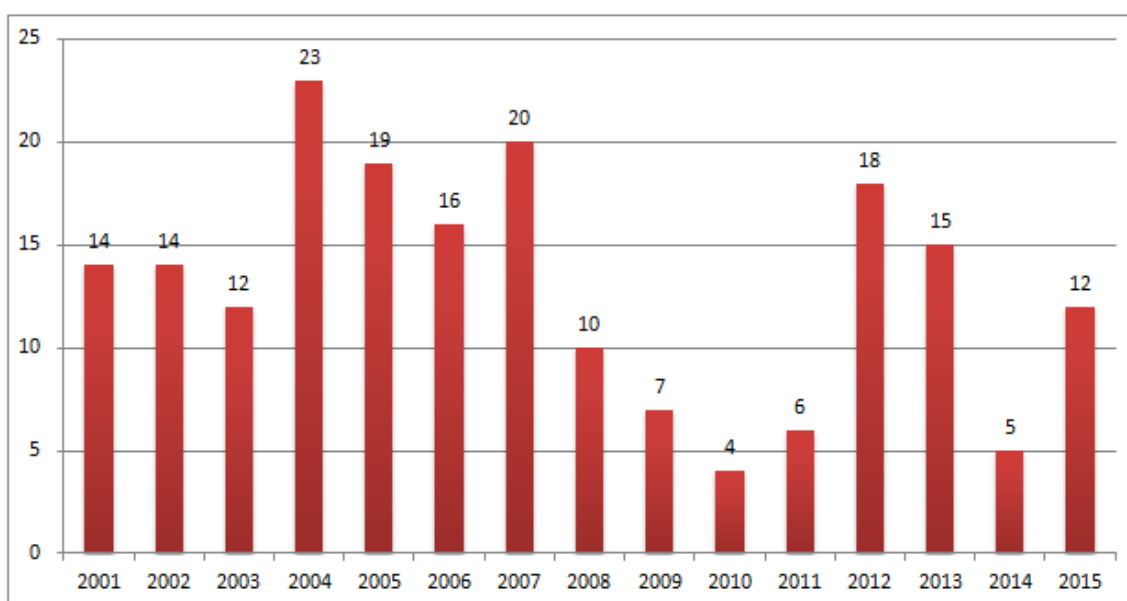


## 5.1. LES ENJEUX DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN

Les enjeux communaux à prendre en compte dans le cadre du développement de l'urbanisation :

- Accueillir de nouvelles populations de façon raisonnée et maîtrisée sur son territoire
- Consolider le village de Cénac et Saint Julien et conforter les hameaux structurants en évitant l'urbanisation linéaire
- Préserver le capital écologique, paysager et architectural de la commune
- Préserver l'activité agricole
- Diversifier le parc de logement (locatif, réhabilitation de logements anciens)
- Conforter l'activité économique et touristique

On peut envisager une hypothèse de croissance à partir de l'analyse des données du registre des demandes de permis de construire. Il est nécessaire que la superficie des zones constructibles corresponde aux dynamiques de construction sur la commune.



A partir de cette analyse, on peut émettre le raisonnement suivant :

Nombre annuel moyen de permis de construire pour création de maison d'habitation (entre 2001 et 2015)	13,9
Superficie parcellaire moyenne pour la construction neuve	1600 m <sup>2</sup>
Coefficient de sécurité	1,6

A ce rythme, 138 habitations pourraient se construire en 10 ans. Soit une superficie totale de :

$$138 \times 1600 = 220\,800 \text{ m}^2 = 22,08 \text{ ha}$$

A cette superficie il convient d'appliquer un coefficient de sécurité permettant de prévenir l'indisponibilité des terrains et de laisser un choix de terrains :

$$22,08 \times 1,6 = 35 \text{ ha}$$



Afin que la commune puisse maintenir le même dynamisme que sur les années passées, il s'agit de pouvoir mettre à disposition du foncier pour accueillir de nouveaux arrivants en gardant le même rythme de construction, tout en densifiant les futurs secteurs ouverts à l'urbanisation. En effet, sur les dix dernières années, les constructions nouvelles se sont implantées sur des terrains d'une superficie moyenne de 2000 à 1800 m<sup>2</sup>. A l'avenir, il s'agira de densifier en réduisant la taille des terrains à une moyenne de 1600 m<sup>2</sup> par logement.

Par ailleurs, le projet communal vise également à intégrer le développement économique en favorisant l'activité artisanale, commerciale et industrielle sur le site de Pech Mercier, géré par la Communauté de Communes. Il s'agit de permettre la pérennité des activités existantes et le développement de nouvelles activités en lien avec le dynamisme économique et démographique de Cénac-et-Saint-Julien.

Afin de maintenir les équilibres existants nombre d'actifs résidents et nombre d'emplois offerts sur le territoire, près d'une dizaine d'hectares a été réservée au développement et à l'implantation d'activités, permettant d'envisager l'accueil de nouvelles activités en continuité de la zone d'activités existante. Ce sont également 5,4 hectares à vocation touristique qui seront mobilisés en complément





## 5.2. LES PRINCIPES GENERAUX DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE CENAC ET SAINT JULIEN

---

L'objectif de la carte communale est avant tout de maintenir la progression démographique et pérenniser la vie locale tout en préservant le cadre de vie des habitants.

Le projet de carte communale de Cénac et Saint Julien a été travaillé dans l'objectif de protéger la richesse paysagère de son territoire. Dans cette démarche, l'essentiel des réflexions a concerné le centre bourg et ses abords directs. Constitué d'un bâti ancien de qualité, ce dernier a été bien préservé. Pour ne pas dénaturer le site, tout en préservant la qualité environnementale du territoire communale, les nouvelles constructions se situeront en majeure partie en périphérie du centre bourg et dans la continuité des zones construites.

Les zones retenues sont représentées dans le document graphique accompagnant ce rapport de présentation. Le choix de ce zonage correspond à une volonté d'organiser un développement maîtrisé de l'habitat de la commune, préservant son patrimoine naturel, paysager et bâti. Ces orientations visent à conserver le caractère rural de Cénac et Saint Julien qui constitue son identité, tout en répondant à sa volonté de développement.

L'objectif est véritablement de s'inscrire dans une logique de développement maîtrisé à l'échelle de Cénac et Saint Julien permettant à la fois d'accueillir de nouvelles populations (populations de jeunes ménages) tout en anticipant les besoins en équipements et en réseaux.

A l'intérieur des zones retenues, les constructions sont soumises au Règlement National d'Urbanisme. Les autorisations d'occuper ou d'utiliser le sol sont délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du Code de l'Urbanisme.

A l'extérieur de ces zones, les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

## 5.3. LE PROJET COMMUNAL ET LE ZONAGE

---

### 5.3.1. Les zones constructibles U

Les zones U de la carte communale recouvrent des secteurs où les nouvelles constructions à usage d'habitation sont autorisées. Ces secteurs sont généralement équipés en termes de réseaux (eau, électricité et accès) et, dans le cas contraire, la municipalité s'engage à les y amener.

L'objectif de la classification en zone U est de permettre une éventuelle densification de certaines parcelles et la création d'annexes.



## LE BOURG

Le choix de cette zone est de conforter l'existence du noyau constitué par le bourg en favorisant la densification de cet espace. Au nord, les zones inondables existantes limitent l'extension du bourg. De plus, les zones concernées par le risque de mouvement de terrain interdisent toute construction dans la partie Est. La topographie de cet espace accidenté est relativement inadaptée. A l'ouest, la butte du château de Monbettes est encore préservée de l'urbanisation. Cette zone boisée est d'un intérêt paysager fort; elle marque l'identité de la commune. Le zonage exclue donc ce site de la zone constructible. Ces contraintes physiques imposent un développement du bourg à proximité du second noyau du bourg constitué par l'église de Cénac. L'essentiel du développement du bourg est projeté dans la partie sud dont les axes structurants sont la RD 46 et la voie communale 201. Le long de la route départementale, la zone d'activité existante suivie d'un bâtiment agricole à proximité d'Aigues vives, constituent une limite logique à l'extension.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (RD46 canalisation de dimension 100mm, chemin départementale 703 canalisation 125 et dans le bourg desserte de canalisation entre 100mm et 53mm)

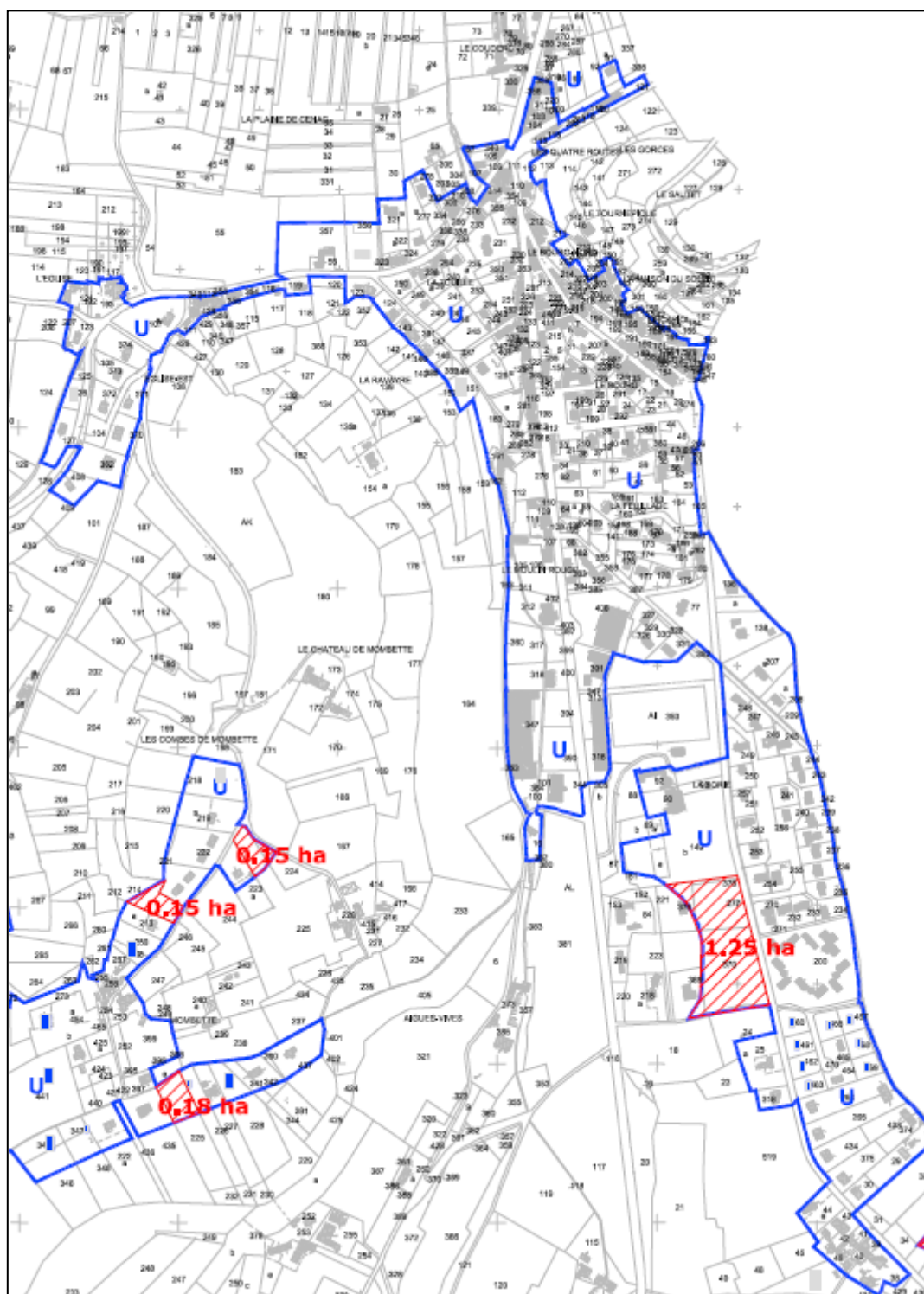
SDA en assainissement collectif avec la STEP au Nord du bourg d'une capacité de 2000 EH pour Cénac et Saint Julien et Domme. En 2009, on dénombrait 617 abonnés.

**Surface totale de la zone : 36,30 ha**

**Potentiel constructible : 1,25 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : Respect des zones de PPRI, respect des zones de PPRMT, respect de la ZPPAUP et respect du recul vis à vis de bâtiments agricoles.









## LES CAUSSES DE LA PANTAINE

Ce hameau d'urbanisation récente est partiellement situé en position de promontoire. Il offre quelques possibilités de développement. Les limites fixées englobent des dents creuses et des parcelles dont la construction n'aura qu'un impact visuel restreint facilitant ainsi leur intégration au site. Cette zone est placée en contrebas du château de Monbettes qui constitue un point haut visible aux alentours. Le zonage exclut donc ce bâtiment et son parc avoisinant. Les parcelles intégrées au zonage se situent à un niveau nettement inférieur et sur le versant opposé à celui du bourg.

**Réseaux :** AEP canalisations suffisantes (une canalisation de 125mm passe à proximité de la zone notamment au bord de l'excroissance au nord et dans le reste de la zone desserte de canalisation entre 63mm et 26mm)

**SDA :** en assainissement collectif mise à part l'excroissance au nord de la zone avec la STEP au Nord du bourg d'une capacité de 2000 EH pour Cénac et Saint Julien et Domme. En 2009, on dénombrait 617 abonnés.

**Surface totale de la zone : 13,81 ha**

**Potentiel constructible : 0,65 ha**

**Contraintes et éventuelles recommandations :** respect de la ZPPAUP





## LES COMBES DE BOUGIT

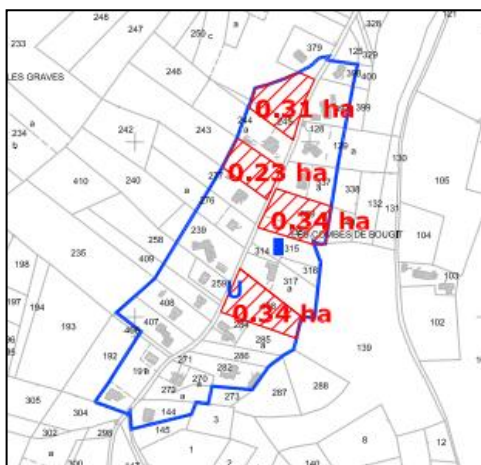
Le zonage défini n'englobe que les parcelles déjà bâties et les dents creuses. En effet, ce hameau d'urbanisation linéaire, se situe sur une ligne de crête. Un développement en continuité est donc peu souhaitable.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (une canalisation de 125mm qui traverse la zone)

SDA : en assainissement collectif avec la STEP au Nord du bourg d'une capacité de 2000 EH pour Cénac et Saint Julien et Domme. En 2009, on dénombrait 617 abonnés.

**Surface totale de la zone : 6,09 ha**

**Potentiel constructible : 1,22 ha**



## LA BURAGUE

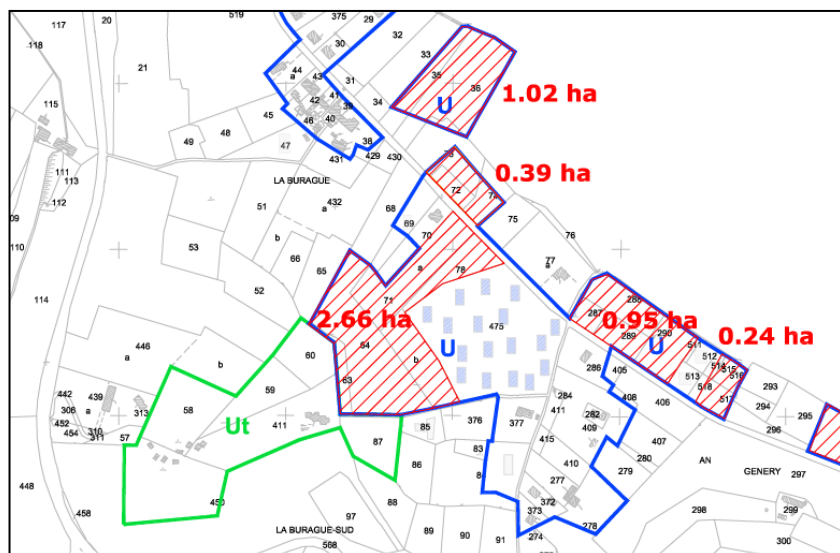
Ayant fait l'objet de la création récente d'un lotissement, cette zone bénéficie de la présence de nombreux réseaux. Le développement de ce lieu-dit vise à renforcer un espace bâti lâche et participe à l'extension du bourg.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 53 et 110 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 10,88 ha**

**Potentiel constructible : 5,26 ha**





## LES VENTOULINES

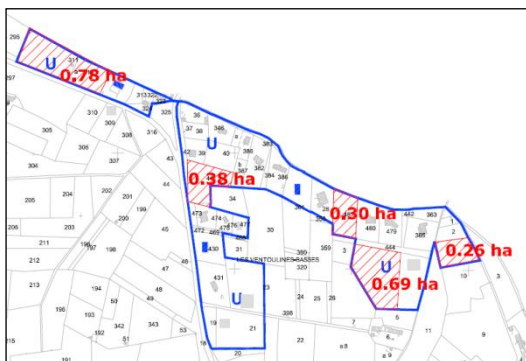
Le hameau des Ventoulines est un espace bâti de manière linéaire le long de plusieurs voies communales. Afin de préserver un espace vert entre les Ventoulines et la Burague, la zone se cantonne à l'ouest au bâti existant. Le relief assez pentu au sud de la voie communale 207, la bordure du territoire communal au Nord et les boisements environnants, constituent les limites d'une zone constructible englobant le bâti existant et les dents creuses. La zone urbaine englobe l'ensemble des parcelles bâties dont le caractère naturel a définitivement été perdu en raison de leur artificialisation. Ainsi, les parcelles 19,21 et 23 font partie intégrante des tissus bâtis.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 53 et 110 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 9,04 ha**

**Potentiel constructible : 2,41 ha**



## PRENTEGARDE – MARAVAL

La proximité de ces deux hameaux laisse supposer que l'urbanisation future créera un seul ensemble bâti. Aussi, une unique zone constructible est définie. Constitué de parcelles bâties relativement distantes, le hameau de Prentegarde regroupe d'anciennes terres agricoles. La zone créée a pour but de densifier le site dans la limite de des espaces agricoles encore en activité. Le hameau de Maraval est formé d'un noyau ancien assez compact et de quelques constructions plus récentes. Les limites fixées tiennent compte des boisements environnants et du bâtiment agricole.

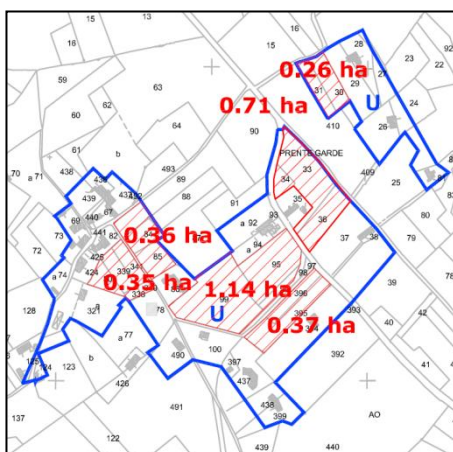
Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 32 et 110 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 9,34 ha**

**Potentiel constructible : 3,19 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : respect du recul vis à vis des bâtiments agricoles.







## REILLE

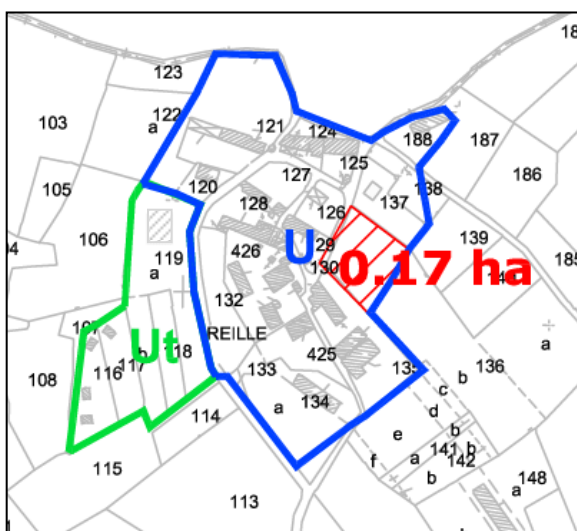
Ce hameau ancien assez compact dispose d'un relief accidenté peu favorable à l'urbanisation. La limite communale au nord et des espaces agricoles au sud est clôturent la zone. Le secteur ne compte aucune parcelle de noyer exploitée à ce jour ou dont le bon état de conservation aurait justifié préservation. Ainsi, la parcelle n°136p qui accueille d'anciennes plantations de noyer aujourd'hui sénescentes a été maintenue en zone urbaine.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes au vu de la superficie des dents creuses (63 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 2,49 ha**

**Potentiel constructible à vocation d'habitat : 0,17ha**



## RAVARY

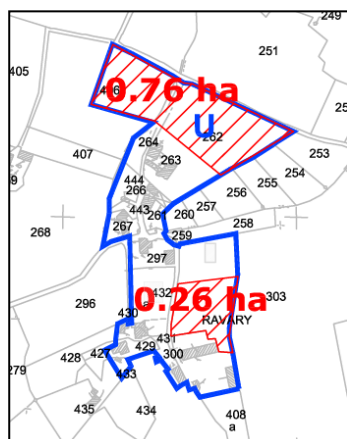
Ce petit hameau est bordé de boisements dans sa partie Sud et d'espaces agricoles dans sa partie Est. Certaines parcelles en continuité du bâti ne peuvent pas être ouvertes à l'urbanisation (problème d'accès). Le choix de la commune se porte sur densification des tissus existants, tout en permettant une légère extension du hameau dans sa partie Nord. Les espaces les plus sensibles ont été maintenus en zone naturelle et la parcelle 406 réduite de manière significative.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes au vu de la superficie des dents creuses (entre 32 et 63 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 2,46 ha**

**Potentiel constructible : 1,02 ha**





## LAGORCE

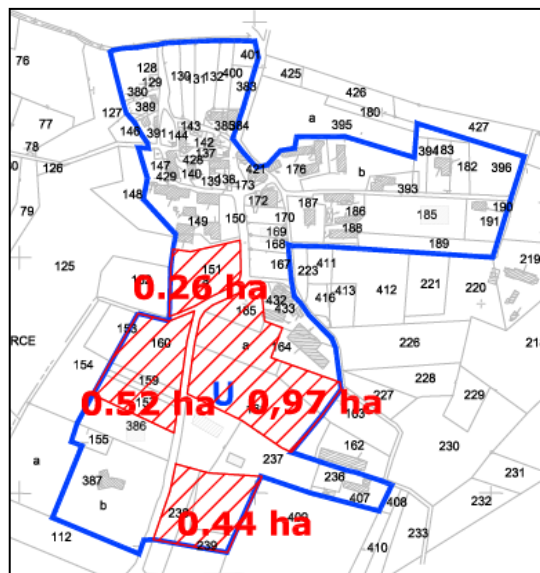
Entouré au nord et à l'est d'espaces boisés, Lagorce est un hameau ancien où l'activité agricole est encore présente. La partie ouest ne peut s'étendre à cause de problèmes d'accès.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 32 et 63 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 7,94 ha**

**Potentiel constructible : 2,19 ha**



## LA BOUFARDIE

La zone constructible définie reprend l'îlot existant plus les dents creuses générées par les constructions récentes proches. Ce hameau peu dense dispose d'anciens espaces agricoles adaptés à une urbanisation future.

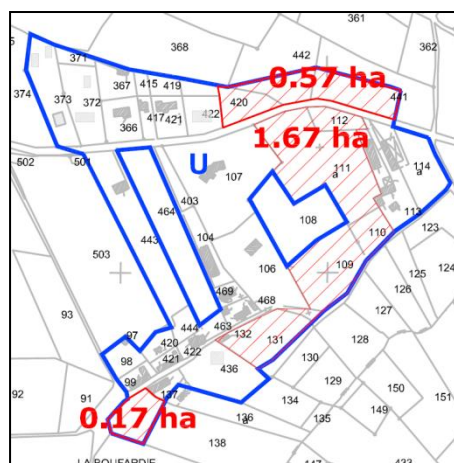
Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 53 et 110 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 7,34 ha**

**Potentiel constructible : 2,41 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : respect du recul vis-à-vis des champs d'épandage et respect du recul vis-à-vis des bâtiments agricoles.





## FONCENE

Afin de densifier cet espace bâti, la zone constructible englobe le bâti existant et les dents creuses. On restreint ainsi le développement linéaire du hameau.

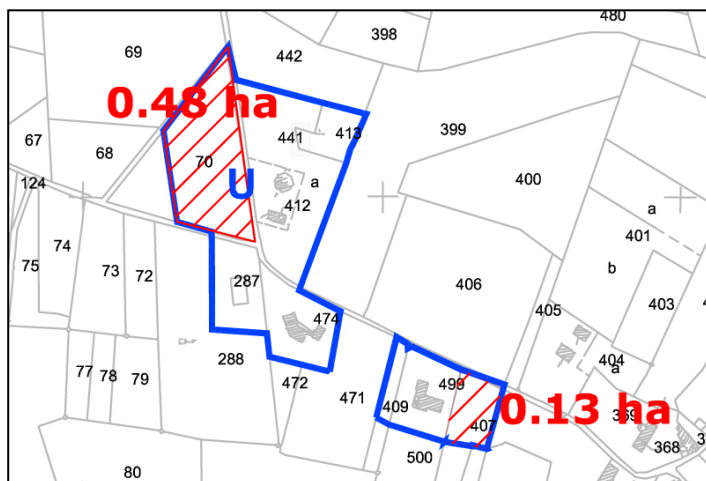
Réseaux : AEP canalisations suffisantes au vu de la superficie des dents creuses (63 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 2,04 ha**

**Potentiel constructible : 0,61 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : respect du recul vis-à-vis des bâtiments agricoles



## BEL AIR

L'urbanisation du hameau de Bel air est à conforter à travers l'intégration de surfaces constructibles de part et d'autre du bâti existant, tout en maintenant la trame verte qui s'étend à l'Ouest et à l'Est de la zone. Située en limite communale, l'urbanisation s'étend au Sud de la zone sur la commune de Daglan.

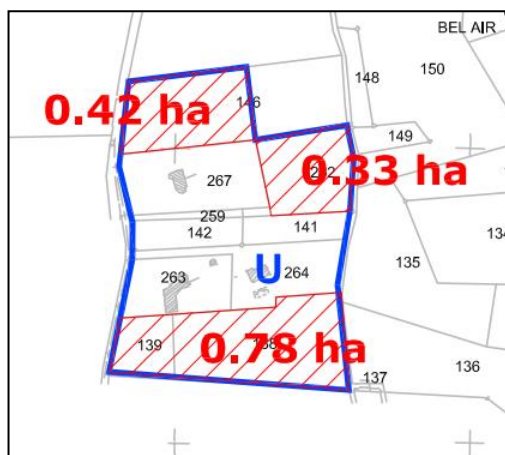
Réseaux : AEP canalisations suffisantes

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 2,88 ha**

**Potentiel constructible : 1,53 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : préservation de la trame verte







## LALANDE - VALADE

Le choix de cette zone est de limiter une urbanisation linéaire récente qui a déjà relié ces deux hameaux. A l'est, la présence de bâtiments agricoles bloque une éventuelle extension. La zone constructible est fixée au bâti actuel le long de la voie communale 4 en direction de Saint Julien, Ceci afin de créer une bande continue avec le hameau de Carensac tout proche. Seules les parcelles intermédiaires non construites sont intégrées au zonage. Le zonage défini regroupe les espaces déjà bâtis.

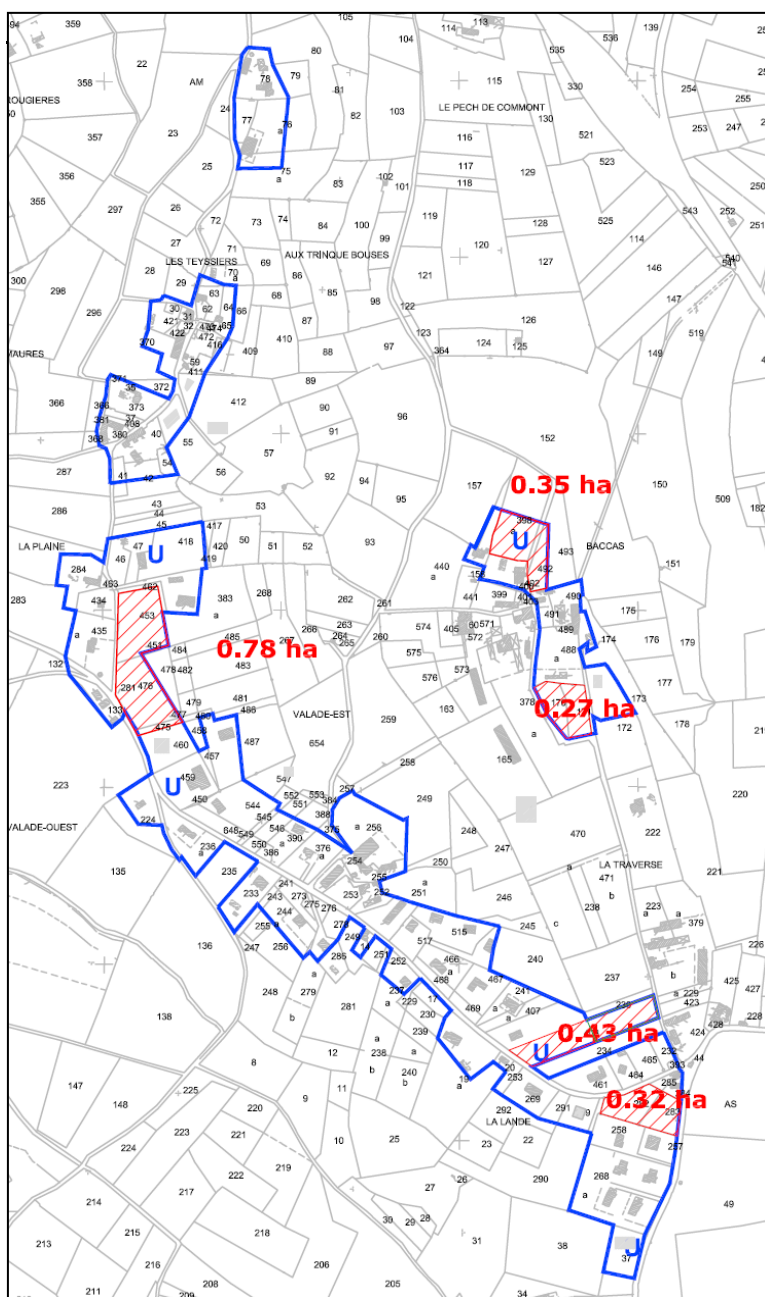
Réseaux : AEP canalisation qui traverse la zone suffisante (140 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 13,75 ha**

**Potentiel constructible : 1,53 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : Respect du recul vis à vis des bâtiments agricoles.





## BACCAS

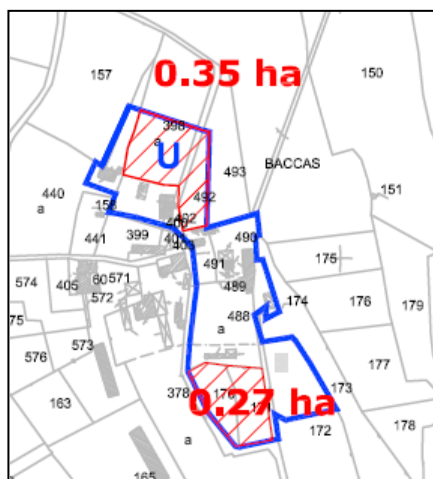
Les alignements d'arbres et la pente au nord, les terres agricoles et les espaces boisés au Sud définissent les limites de l'ensemble.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (63 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 1,76 ha**

**Potentiel constructible : 0,62 ha**



## LES TOURNIERS

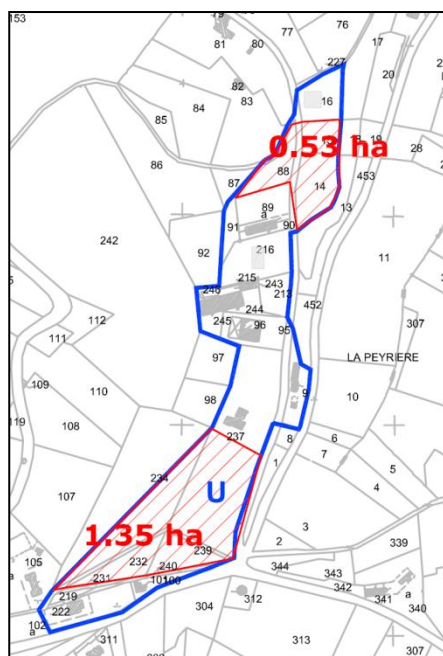
En ligne de crête, le long de la RD50, le hameau est caractérisé par un boisement peu dense. Il possède une zone de clairière qui permettra une urbanisation dont l'impact paysager sera faible.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 42 et 140 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 4,18 ha**

**Potentiel constructible : 1,88 ha**





## LES COMBOUX

Le carrefour à quatre voies au cœur du hameau permettra de créer une zone d'habitat relativement groupé. Dans sa partie nord et dans la limite des espaces boisés, ce secteur dispose de terrains relativement aptes à la construction de maisons d'habitations.

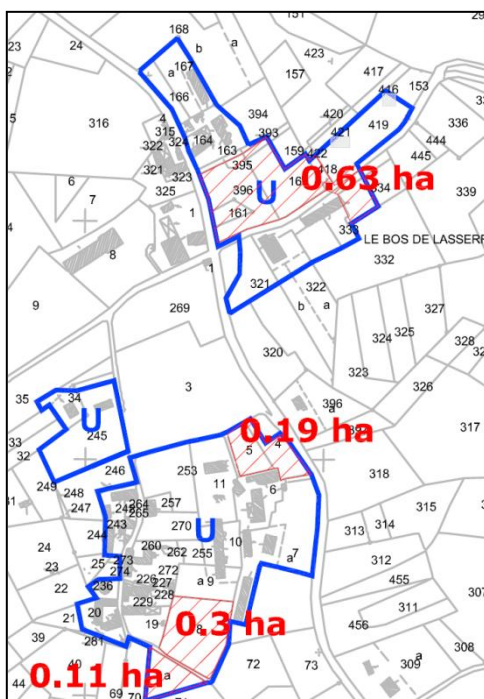
Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 125 et 140 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 5,18 ha**

**Potentiel constructible : 1,23 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : Respect du recul vis-à-vis des bâtiments agricoles







## SIMON

Placé au croisement de plusieurs voies, le hameau de Simon est étiré en branches le long de ces dernières. Le zonage choisi cherche à densifier son centre.

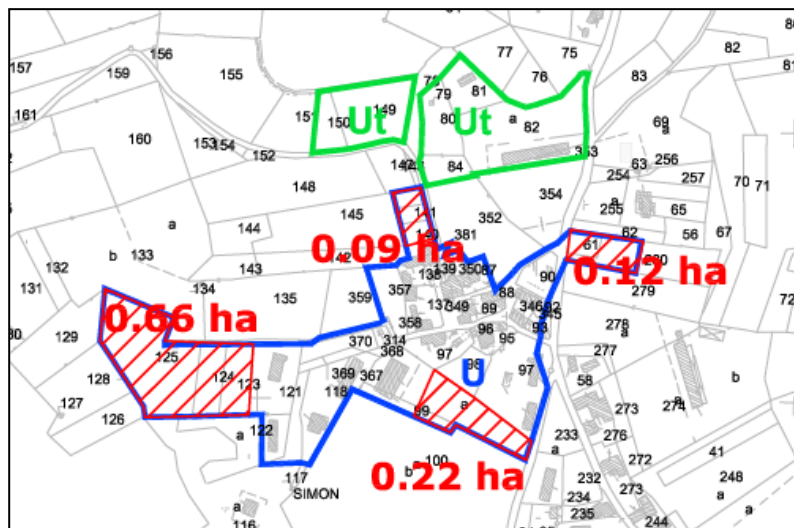
Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 80 et 110 mm)

SDA : en assainissement collectif avec la STEP au Nord du bourg d'une capacité de 2000 EH pour Cénac et Saint Julien et Domme. En 2009, on dénombrait 617 abonnés.

**Surface totale de la zone : 3,16 ha**

**Potentiel constructible : 1,09 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : respect du recul vis-à-vis des bâtiments agricoles



## FONT DE MERLE

La zone se limite à l'est par un léger bosquet qui sera préservé en vue d'intégrer au mieux les constructions futures avec le grand paysage. A noter, l'absence de noyer sur les emprises admises à accueillir de nouvelles constructions, en particulier la parcelle n°3 qui a fait l'objet d'une vérification.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (sur la voie communale N°4 canalisation de 90 mm)

SDA : en assainissement collectif avec la STEP au Nord du bourg d'une capacité de 2000 EH pour Cénac et Saint Julien et Domme. En 2009, on dénombrait 617 abonnés.

**Surface totale de la zone : 0,80 ha**

**Potentiel constructible : 0,99 ha**





## SAINT JULIEN

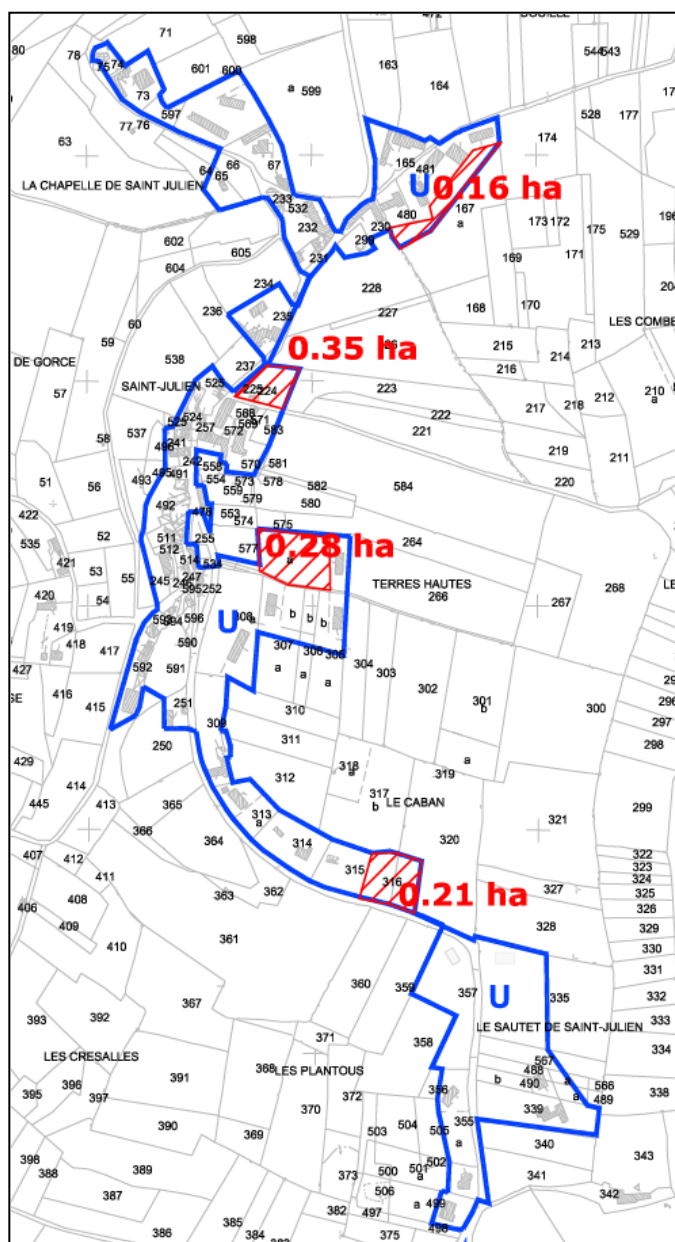
Le hameau de Saint Julien offre un bâti de qualité, bien préservé et bénéficie d'un cadre paysager de grand intérêt. Afin de conserver l'identité du site, le zonage se restreint au bâti existant, aux anciens bâtiments agricoles proches dont la reconversion est envisageable. Au Sud, bénéficiant d'une situation similaire à celle de Font le Merle, de nombreux terrains pourront être construits sans altérer les divers paysages du site. La parcelle n°266 a été maintenue en zone constructible en raison de son caractère artificialisée. Ayant perdu son caractère naturel, cette parcelle fait partie intégrante du tissu bâti de Saint-Julien.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 33 et 90 mm)

SDA : en assainissement collectif avec la STEP au Nord du bourg d'une capacité de 2000 EH pour Cénac et Saint Julien et Domme. En 2009, on dénombrait 617 abonnés.

**Surface totale de la zone : 8,62 ha**

**Potentiel constructible : 1 ha**





## FONDAUMIERS

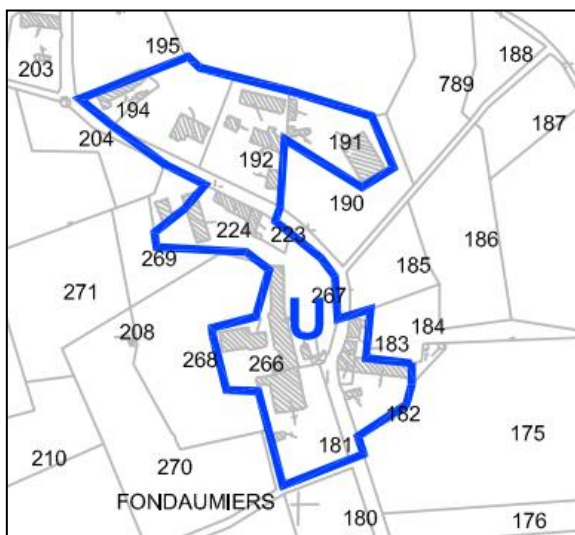
Cette zone définie n'englobe que les bâtiments existants et ne crée pas des opportunités d'urbanisation supplémentaires

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (110 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 1,31 ha**

**Potentiel constructible : 0 ha**



## CONTE

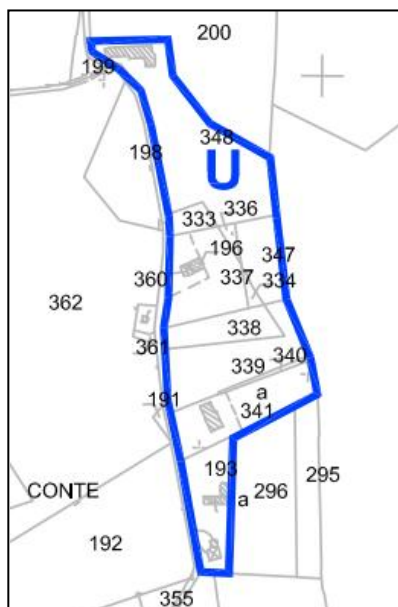
Cette zone définie n'englobe que les bâtiments existants et ne crée pas des opportunités d'urbanisation supplémentaires.

Réseaux : AEP canalisations suffisantes (63 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 1,18 ha**

**Potentiel constructible : 0 ha**







## FALIERES

Au Sud de la Zone Artisanale en développement, entourée par des exploitations agricoles, cette zone englobe les bâtiments existants. L'extension de la zone permettra de densifier ce noyau.

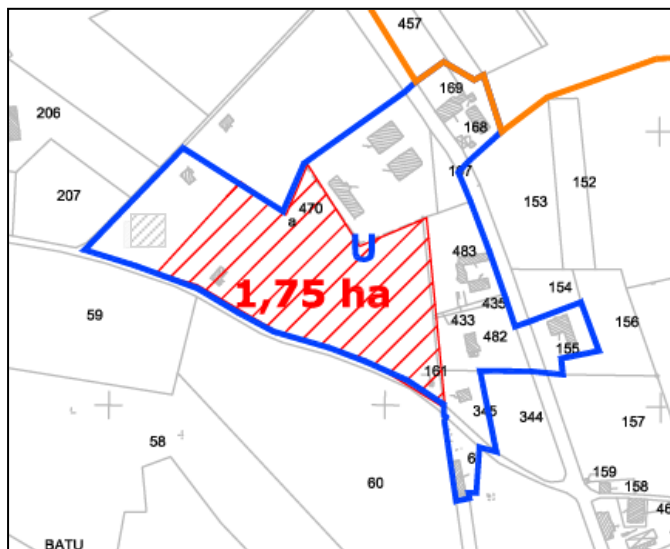
Réseaux : AEP canalisations suffisantes (entre 42 et 110 mm)

SDA : en assainissement autonome

**Surface totale de la zone : 4,3 ha**

**Potentiel constructible : 1,75 ha**

Contraintes et éventuelles recommandations : respect du recul vis à vis des bâtiments agricoles.





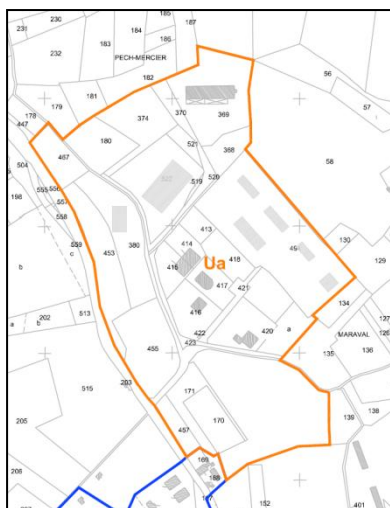
## Les zones d'activités Ua et zones touristiques Ut

Les zones Ua et Ut de la carte communale sont des secteurs spécifiquement dédiés aux activités commerciales, artisanales, industrielles et touristiques. Les nouvelles constructions y sont autorisées à condition d'être liées à la vocation de ces secteurs. Leur identification permettra l'évolution de la zone industrielle de Pech Mercier, des gîtes et campings existants sur la commune afin de pérenniser et de développer l'activité sur le territoire.

### LA ZONE Ua DE PECH MERCIER

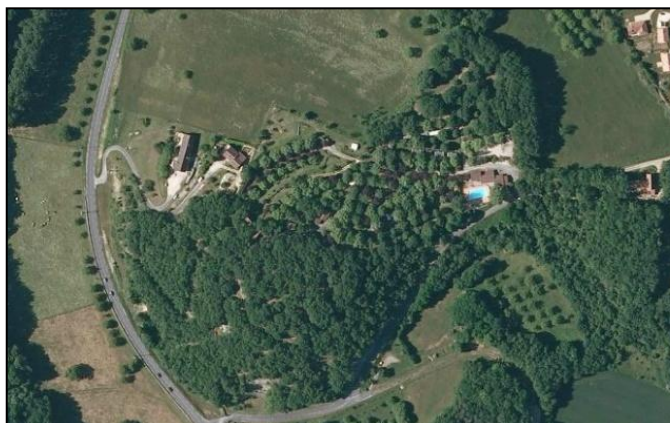
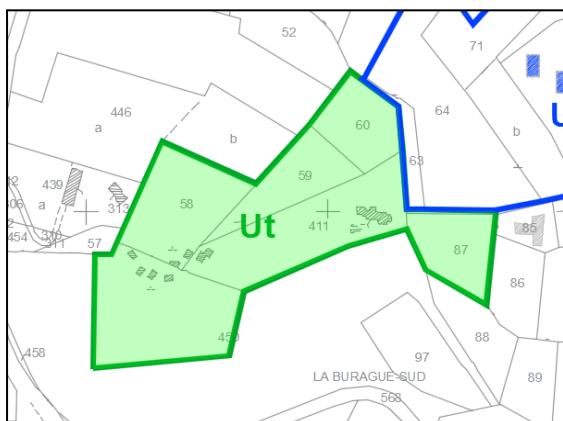
La délimitation de la zone permettra de pérenniser les activités existantes et de développer de nouvelles activités. La zone d'activité, d'une superficie d'environ 10 hectares, est actuellement gérée par la Communauté des communes du Canton de Domme. Sur le plan de zonage, elle a été étendue pour un total de 18 hectares.

Contraintes et éventuelles recommandations : La proximité de la zone d'activité avec la zone à vocation d'habitat de Falière entraîne une attention toute particulière sur l'intégration paysagère des bâtiments d'activité et le traitement des limites de zone.



### LES ZONES Ut DE LABURRAGUE

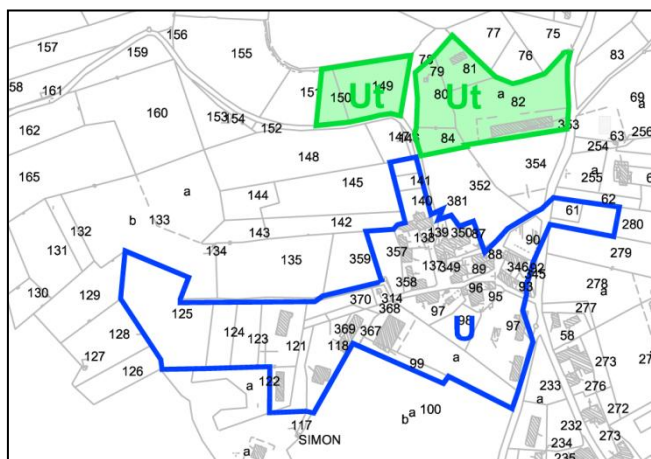
La délimitation de cette zone occupe la moitié nord des limites de propriétés du camping "Le Pech de Caumont", soit 4,5 hectares sur une propriété totale de 3,7 hectares, en continuité des bâtiments et aménagements existants afin de limiter la consommation des espaces naturels au Sud de la zone. Ce camping 3 étoiles ouvert d'avril à septembre comprend une centaine d'emplacements. Ce zonage permettra l'évolution et le développement de l'hébergement touristique, activité importante pour le dynamisme économique de la commune.





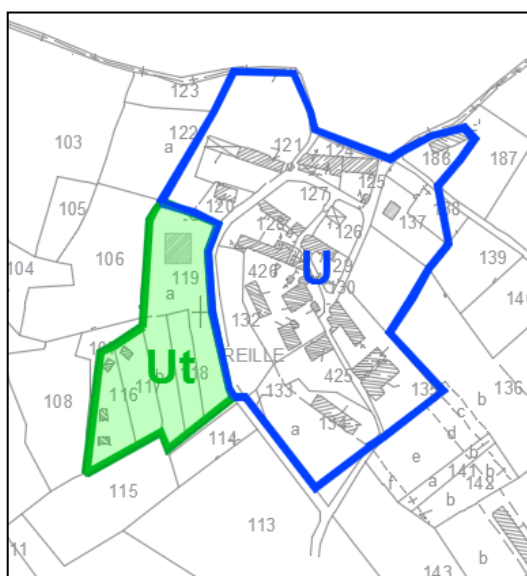
## LA ZONE Ut DE LECONTE

La zone couvre l'emplacement d'un hébergement touristique de type camping à la ferme sur 1 hectare. L'identification de l'activité permettra son extension ou la création de nouveaux bâtiments en lien avec la vocation de la zone.



## LA ZONE Ut DE REILLE

Le lieu dit de Reille accueille un gîte touristique. L'activité, située au contact du hameau du Reille en bord de Dordogne, pourra s'étendre sur environ 0,7 hectare.







### **5.3.3. Les zones naturelles N**

Dans les zones N ne seront autorisées que l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes ainsi que les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole et forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles. Les secteurs « non constructibles » ont été ainsi classés en raison du souhait de préservation de l'équilibre de l'occupation du sol entre boisements, terres agricoles et bâti, de préservation des zones naturelles, de la présence d'exploitations agricoles et de bâtiments agricoles, de conditions topographiques et de desserte défavorable, de préservation des paysages, de nuisances liées aux axes routiers, de préoccupations urbanistiques, de cohérence de noyaux d'habitat limités.

La surface des zones N est de 1829 ha et couvre près de 92% du territoire communal.



### 5.3.4. Récapitulatif des zones potentiellement ouvertes à l'urbanisation

Zones	Surface totale en U ( en ha)	Surface libre de construction ( en ha)	Nombre de constructions potentielles	Nombre de constructions estimé par an
Le Bourg	36,30	1,25	130 constructions potentielles	13 constructions
Les Causes de la Plantaine	13,81	0,65		
Les Combes de Bougit	6,09	1,22		
La Burague	10,88	5,26		
Les Ventoulines	9,04	2,41		
Prentegarde – Maraval	9,34	3,19		
Reille	2,49	0,17		
Ravary	2,46	1,02		
Lagorce	7,94	2,19		
La Boufardie	7,34	2,41		
Foncène	2,04	0,61		
Bel Air	2,88	1,53		
Lalande – Valade	13,75	1,53		
Baccas	1,76	0,62		
Les Tourniers	4,18	1,88		
Les Comboux	5,18	1,23		
Simon	3,16	1,09		
Font le Merle	0,80	0,99		
Saint Julien	8,62	1		
Fondaumier	1,31	0		
Conte	1,18	0		
Falières	4,3	1,75		
<b>Total</b>	<b>154,85</b>	<b>32</b>		

La superficie totale du secteur constructible est donc de 154,85 hectares, pour une superficie disponible de 32 hectares soit un peu plus de 20% des zones constructibles. Cette superficie disponible est légèrement inférieure au besoin foncier estimé pour répondre aux objectifs de population, qui s'élève à 35 hectares.



Le projet de Carte Communale de Cénac et Saint Julien est particulièrement vertueux car son développement cible principalement les hameaux les plus structurants du territoire, en tenant compte de la valeur des terres agricoles et en veillant à ne pas rompre les corridors écologiques naturels du territoire. La plupart du potentiel foncier recensé se situe dans les dents creuses entre deux constructions déjà bâties. Ainsi le projet de carte communale assurera une consommation foncière nettement inférieure à la consommation passée avec le RNU. Le projet permet ainsi une certaine maîtrise du développement communal, tout en assurant le maintien d'une certaine dynamique grâce à l'accueil de populations nouvelles.

De ce fait, le secteur constructible délimité à l'occasion de cette carte communale permet d'accueillir les futurs habitants de la commune dans de bonnes conditions, notamment vis-à-vis de la desserte en eau, électricité et assainissement.





## 6. INCIDENCES DES CHOIX DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT



## 6.1. LES INCIDENCES DU PROJET DE CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT

---

La présente analyse constitue une synthèse du travail d'évaluation des incidences du projet de carte communale sur l'ensemble des composantes de l'environnement ainsi que sur les sites Natura 2000 «La Dordogne » et « Coteaux calcaire de Daglan et de la vallée du Céou ».

Cet évaluation met en perspective les incidences notables positives et négatives prévisibles du projet (directes, indirectes ou ainsi que leur temporalité et leur réversibilité) sur l'environnement avec les mesures prises pour éviter, atténuer ou compenser les conséquences dommageables de sa mise en œuvre sur l'environnement.

L'analyse des incidences prend la forme d'un tableau récapitulatif permettant de croiser les thématiques environnementales avec le projet carte communale et d'identifier les incidences potentiels correspondantes. Le degré d'incidences sera appréhendé au travers du gradient de couleur rouge clair à foncé pour les incidences négative et de vert clair à vert foncé pour les incidences positives

Afin d'appréhender la nature et le degré d'incidence du projet sur les sites Natura 2000, il convient de préciser préalablement la localisation des enveloppes urbaines futures vis-à-vis de leur emprise respective.

### **6.1.1. La situation géographique et environnementale des zones urbaines envisagées par rapport au site Natura 2000**

Sur la commune de Cénac et Saint Julien, il existe deux ZNIEFF de type 1 et une de type 2.

La première ZNIEFF de type 1 est située sur la limite communale est. Elle est présente également sur la commune de Domme et de la Roque Gageac. Elle a pour but de protéger les Coteaux de Domme. Cette zone est entièrement intégrée à la zone N.

La deuxième ZNIEFF de type 1 est située à l'ouest de la commune et met en évidence les Coteaux de Castelnaud et Saint Cybranet. Cette zone est entièrement intégrée à la zone N.

La troisième ZNIEFF est celle de type 2, elle est située au sud de la commune et met en évidence le Causse de Daglan. Cette zone est relativement sauvage et constitue un véritable terrain de chasse ainsi toute cette zone est intégrée à la zone N.

La commune est également concernée par deux zones Natura 2000. Le site d'intérêt communautaire Coteaux calcaire de Daglan et de la vallée du Céou est principalement couvert par des pelouses sèches, des steppes et une forêt caducifoliée. Géré par la DIREN Aquitaine, il a été créé en juillet 2003. Le site d'intérêt communautaire La Dordogne a également été créé en 2003, il concerne principalement le cours d'eau et fait l'objet d'un arrêté préfectoral de protection du biotope.

Les différentes zones d'urbanisation sont mises en place en continuité et en épaisseur de l'urbanisation existante. Leur impact sur la faune et la flore est limité. En effet, les espaces sensibles du Causses et de la vallée alluviale sont à protéger et à écarter de tous développements urbains. Ainsi, la future croissance urbaine du village n'affectera pas son patrimoine naturel et paysager. En effet, le zonage de la carte communale ne permet pas le mitage de par les zones retenues. De plus, les limites naturelles que peuvent représenter les espaces boisés sont préservées. L'ouverture à l'urbanisation aura donc peu d'impact sur les zones Natura 2000.



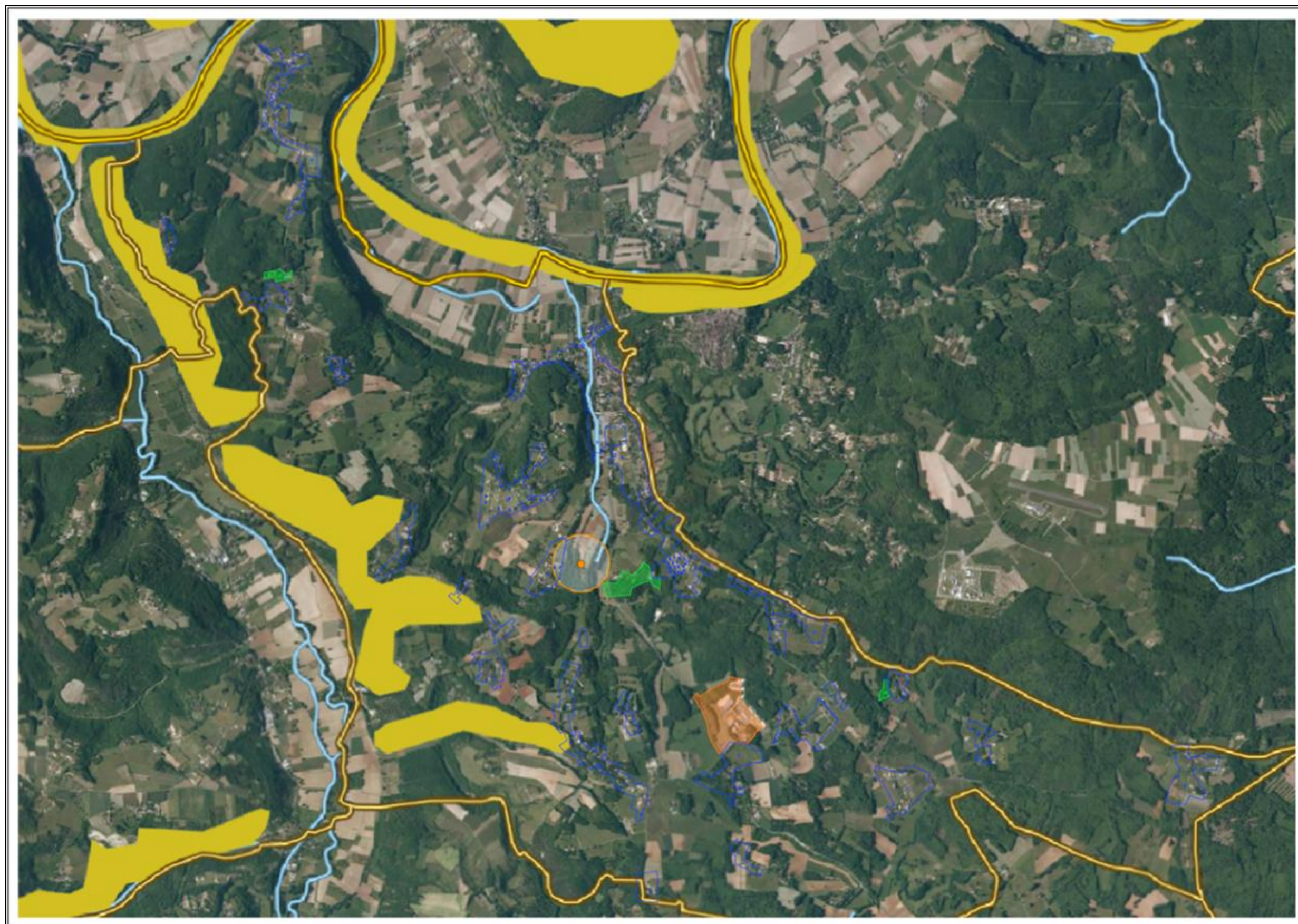
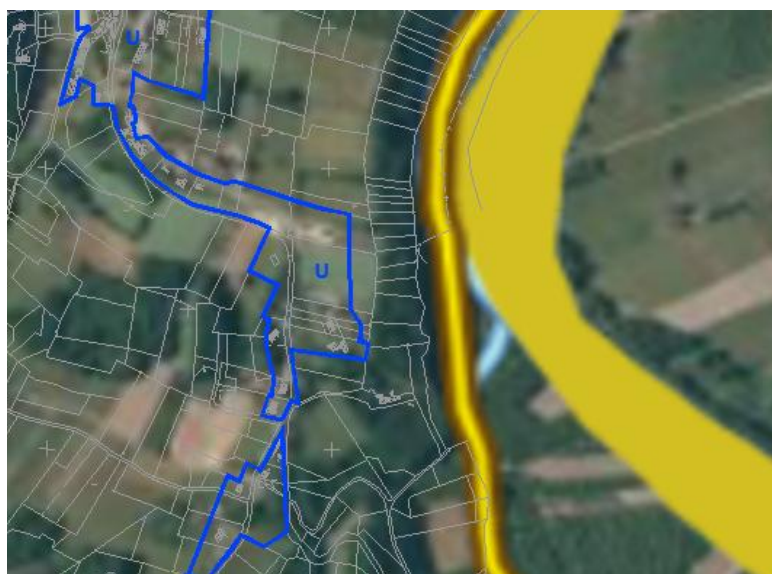
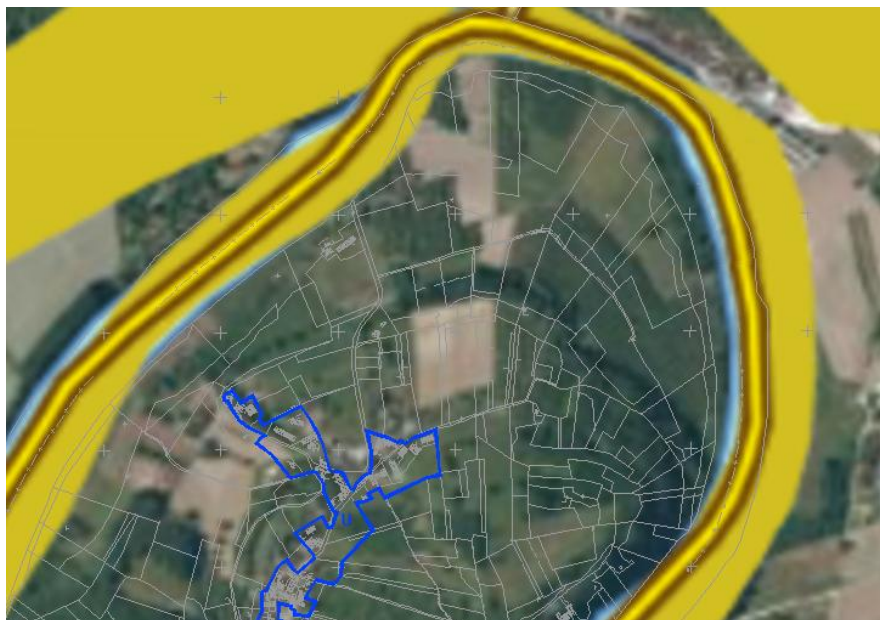


Figure n°61 : Analyse de l'impact des secteurs de développement de la Carte Communale sur les zones Natura 2000

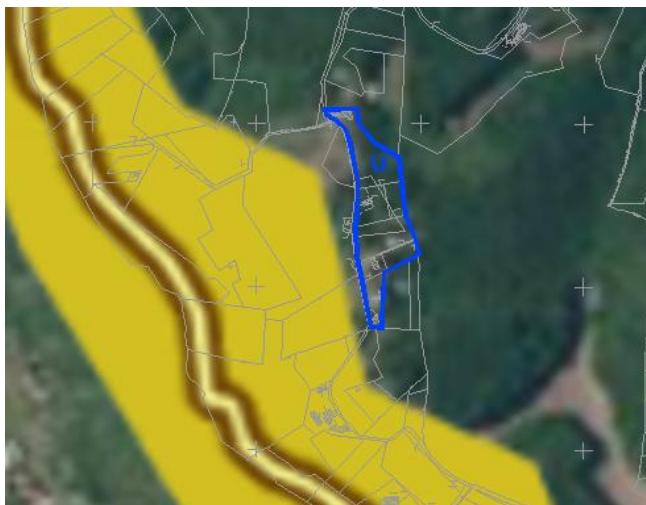


Les sites Natura 2000 des coteaux calcaires de Daglan et de la vallée du Céou couvrent une partie du territoire à l'Ouest de la commune. Le zonage de la carte communale veille cependant à limiter l'impact de l'urbanisation sur ces espaces naturels majeurs.

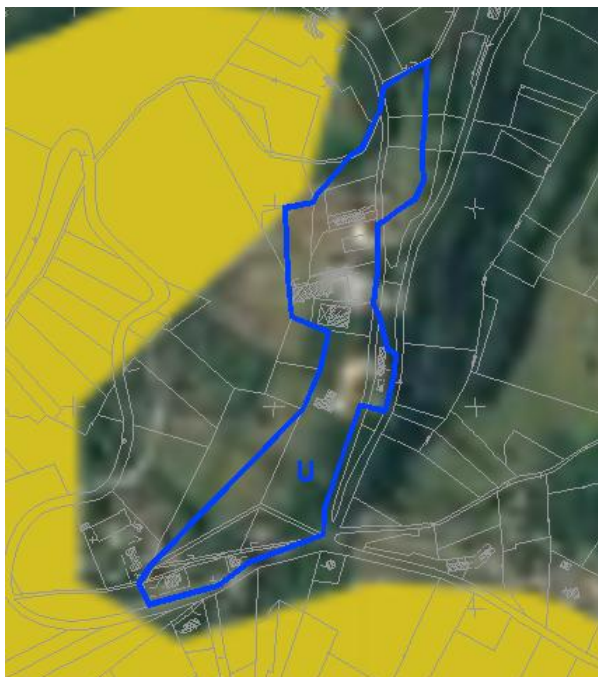
- Au Nord, les secteurs de la Chapelle de Saint Julien et de Sautet de Saint Julien sont éloignés de la zone sensible de la Dordogne, à plus de 100 mètres dans les deux cas.



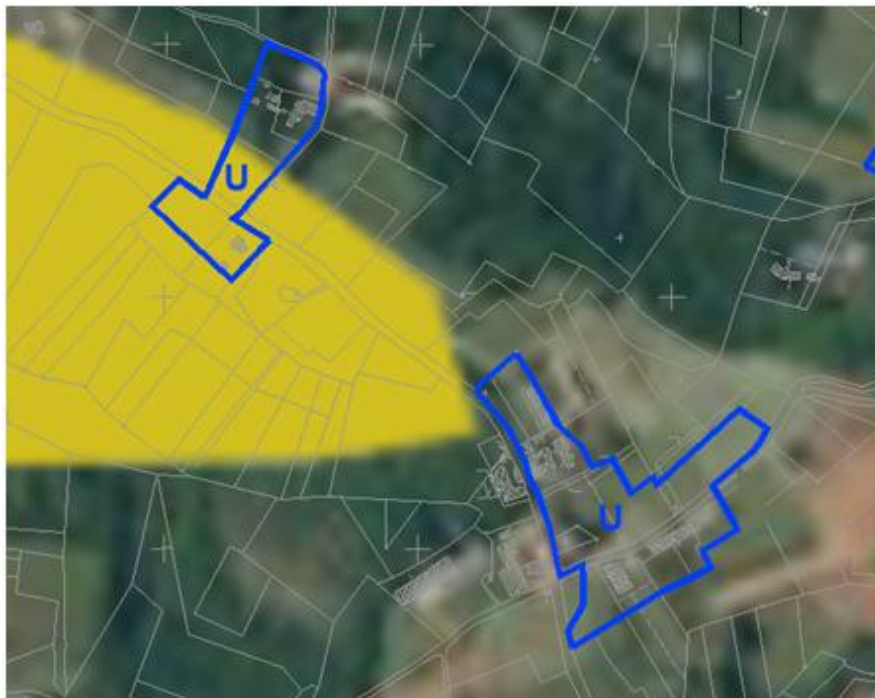
- Le secteur de Conte, au Nord-Ouest de la commune, est situé à 35 mètres minimum du site. Il n'intègre que des constructions existantes, sans possibilité d'extension de l'urbanisation vers l'Est et vers la zone sensible.



- Plus au Sud, le secteur de la Peyrière est au contact des limites de la zone naturelle sur une très faible étendue équivalent à une parcelle pour un projet d'habitat. Le reste de la zone se situe au minimum à 60 mètres de distance de la zone sensible.



- En continuant vers le Sud, le secteur du Lugat empiète sur la zone Natura 2000 pour une superficie de 3 300 m<sup>2</sup>, soit environ 2 constructions. Le reste du secteur du Lugat, composé de 3 entités, se situe au minimum à 39 mètres de la zone Natura 2000. Une partie déjà urbanisée située au contact du site naturel n'a justement pas été intégrée aux secteurs constructibles du zonage.



- Enfin, à Valade-Ouest, une partie de la zone se trouve à proximité du site, mais elle se limite aux parcelles déjà construites.



**Aucune zone classée constructible dans le projet de Carte Communale ne vient scinder la zone Natura 2000, ni rompre une continuité écologique. Les secteurs ouverts à l'urbanisation dans la zone Natura**



2000 sont en bordure de celle-ci, sur des superficies limitée, ce qui permettra la construction de 5 nouveaux logements au maximum. L'impact de la carte communale est bien moindre que si la commune de Cénac et Saint Julien était restée sans document d'urbanisme, sans maîtrise de son développement. Dans l'ensemble, le projet n'aura pas d'impact sur les zones naturelles et sensibles de la commune, la faune et la flore qu'ils accueillent.

## 6.1.2. Les incidences du projet de carte communale sur l'environnement et Natura 2000

### 6.1.2.1. Incidences sur les caractéristiques physiques des sols

Incidences prévisibles du projet	Degré potentiel de l'incidence
<p><b>Atteinte directe aux caractéristiques physiques des sols</b></p> <p>La commune de Cénac et Saint Julien est constituée de sols parfois instables et particulièrement sensibles aux mouvements de terrain. La réalisation de nouvelles constructions dans ces secteurs pourrait nécessiter un travail des sols ayant une incidence directe sur leur stabilité.</p> <p>L'implantation de nouvelles constructions dans ces secteurs pourraient renforcer leur fragilité dans les années à venir.</p>	Faible
<p><b>Atteinte directe à la topographie initiale du site :</b></p> <p>La commune de Cénac et Saint Julien est constituée de territoires vallonnés au relief marqué à l'ouest du territoire d'importantes des lignes crêtes.</p> <p>L'implantation de nouvelles constructions dans ces secteurs pourraient avoir une incidence sur la topographie naturelle des lieux (décaissement pour implantation des constructions).</p>	Moyenne
<p><b>Atteinte directe à la qualité agronomique des sols :</b></p> <p>La commune de Cénac et Saint-Julien dispose de sols particulièrement propices au développement de l'agriculture et présente un important potentiel agronomique comme en témoigne la présence d'une AOC.</p> <p>L'intégralité des terres agricoles de la commune de Cénac et Saint Julien sont classées en AOC « Noix du Périgord ».</p> <p>L'artificialisation de ces sols reviendrait à supprimer leur potentialité agronomique mais également leur potentielle valorisation agricole.</p>	Faible

## 6.1.2.2. Incidences sur les espaces naturelles et agricoles

Incidences prévisibles du projet	
<p><b>Atteinte directe ou indirecte aux habitats et espèces d'intérêt communautaire présents au sein des différents sites Natura 2000 et zones d'inventaire :</b></p> <p>Le territoire communal présente une richesse écologique dont les différents périmètres d'inventaire et de protection témoignent. La mise en œuvre du projet de carte communale au travers des possibilités de développement qu'elle offre pourrait avoir une incidence sur ces espaces à fort enjeu de conservation.</p> <p>Le projet de carte communale ne prévoyant pas de développements possibles au sein de ces périmètres, seuls des effets indirects dû à la proximité de l'urbanisation, pourraient donc venir porter atteinte à l'état de conservation des espèces et habitats identifiés.</p>	<b>Forte</b>
<p><b>Dégradation directe ou indirecte des habitats ordinaires et des zones humides inventoriés lors de la réalisation de l'atlas communale par EPIDOR:</b></p> <p>La commune compte plusieurs hectares de zones humides dont la forte artificialisation ad'ores-et-déjà pu être constaté lors de l'élaboration de l'atlas des zones humides. Aussi, le territoire compte de nombreux espaces naturels ordinaires ( bosquets, espaces cultivées, jardins, prairies, etc.) dont le maillage est particulièrement propice au développement d'une biodiversité locale.</p> <p>Le développement de l'urbanisation au proximité ou au sein de ces espaces conduirait à une suppression ou dégradation de ces habitats supports à de nombreuses espèces de petit mammifères, d'oiseaux, d'insectes ou encore de papillons ordinaires.</p> <p>A noter qu'entre 2001 et 2010, le recensement agricole national met en évidence une régression des surfaces agricoles exploitées d'environ 66 hectares. Le projet de carte communale prévoit à nouveau l'artificialisation d'espaces agricoles dont une partie est recensée au registre graphique de la PAC. La préservation des espaces agricoles ainsi que des activités qui s'y développent est également essentielle au bon fonctionnement écologique de cette mosaïque de milieux.</p>	<b>Moyenne</b>
<p><b>Rupture et dégradation directe des corridors écologiques identifiés au titre de la trame verte et bleue communale :</b></p> <p>La présence d'un important chevreuil hydrographique, d'une mosaïque d'espaces ouverts et semi-ouverts apparaît favorable au déplacement des espèces sur le territoire.</p> <p>En autorisant des possibilités d'urbanisation à proximité de ces zones d'échange (en particulier de la Dordogne, du Cérou ou de leur affluent), la carte communale pourrait avoir une incidence négative sur les échanges génétiques constatés (obstacles au déplacement associés à l'artificialisation aux abords des cours d'eau ou à la suppression des boisements supports aux déplacements de taxons sylvicoles).</p>	<b>Moyenne</b>



### 6.1.2.3. Incidences sur les ressources naturelles et leurs gestions

Incidences prévisibles du projet	
<p><b>Importante artificialisation de sols ayant une incidence directe sur les grands équilibres entre espaces urbanisés, naturels et agricoles :</b></p> <p>Le projet de Carte Communale permettra l'artificialisation d'environ 32 hectares d'espaces naturels, en particulier des bois, d'anciens prés d'élevage ou des friches agricoles. Des espaces agricoles exploités seront également impactés à terme. Après artificialisation, ces sols seront difficilement restitués aux milieux naturels, l'incidence du projet sur cette thématique apparaît difficilement réversible.</p> <p>Le développement urbain envisagé au sein de la carte communale conduira à une réduction des superficies naturelles et agricoles d'environ 2%.</p>	Moyenne
<p><b>Accroissement des besoins en eau potable ayant une incidence directe et indirecte sur la ressource en eau et les milieux aquatiques :</b></p> <p>L'accroissement de la population communale conduira directe à accroissement des prélèvements en eau sur un territoire fragile, classé en zone de répartition des eau au SDAGE Adour-Garonne.</p> <p>Ces pressions supplémentaires générées sur la ressource en eau pourraient induire des déséquilibres sur les eaux superficielles et souterraines et ainsi porter atteinte aux milieux et habitats naturels, ainsi qu'à la biodiversité aquatique.</p>	Moyenne
<p><b>Augmentation des consommations énergétiques ayant une incidence indirecte sur le climat et la gestion des ressources naturelles :</b></p> <p>L'accueil de nouvelles constructions et activités (extension de la zone du Pech Mercier) aura nécessairement une incidence sur les consommations énergétiques non renouvelables .</p> <p>Ces nouvelles consommations résiduelles participeront indirectement au phénomène de réchauffement climatique et à la dégradation de la qualité de l'air.</p> <p>Toutefois, la nouvelle réglementation en matière énergétique pour les nouvelles constructions viendra limiter les risques de pollution.</p>	Nulle
<p><b>Augmentation des déchets à traiter ayant une incidence indirecte sur le climat et les ressources naturels :</b></p> <p>L'accueil de nouvelles constructions et activités au sein de la zone du Pech Mercier aura nécessairement une incidence sur la production des déchets à traiter.</p> <p>Cependant, le développement concentré de l'urbanisation prévu par la carte communale (densification des tissus existants) permettra de limiter les incidences indirectes générées sur le trafic automobile et les besoins liés à la collecte.</p>	Faible

#### 6.1.2.4. Incidence sur l'exposition des personnes et des biens aux risques naturels

Incidences prévisibles du projet	
<p><b>Une exposition au risque inondation renforcée de manière directe et indirecte:</b></p> <p>Le risque de crues de la Dordogne, retranscrit dans le PPRI, s'étend sur la partie Nord du bourg de Cénac. Cette partie ne compte cependant aucun potentiel constructible et s'en tient aux constructions existantes. Etant déjà très dense, ce secteur ne pourra se densifier d'avantage. Ainsi seules les constructions existantes édifiées dans le PPRI seront conservées.</p> <p>En revanche, l'imperméabilisation des sols générée par l'accueil de nouvelles constructions au sein des zones urbaines aura une incidence sur les écoulements superficiels et sera de nature à aggraver le risque de débordement des cours d'eau lors de forts intempéries. Notons que la taille moyenne des parcelles envisagées est relativement importante, ce qui sera favorable à l'infiltration des eaux sur la parcelle.</p>	<p><b>Nulle</b></p>
<p><b>Une exposition au risque mouvements de terrain accrue de manière directe ou indirecte</b></p> <p>Le risque de mouvements de terrain, retranscrit dans le PPRMT, s'étend sur la partie Est du bourg de Cénac, au pied de l'éperon rocheux. La réalisation de nouvelles constructions dans ce secteur où à proximité des sites les plus sensibles pourrait renforcer l'instabilité des sols d'ores-et-déjà constatée. Toutefois le bourg ne présente pas de potentiel constructible.</p>	<p><b>Nulle</b></p>
<p><b>Une exposition au risque incendie accrue de manière directe ou indirecte</b></p> <p>La proximité du projet à ces derniers tend à exposer les futurs résidents au risque de feu de forêt. La plus part de ces quartiers sont facilement accessible par les services de défense incendie et bénéficient de dispositifs de défense satisfaisants pour garantir une protection en cas de départs de feux.</p> <p>Un renforcement semble cependant souhaitable aux lieux-dits Baccas, Foncène, les Graves, Ravary et Lagorce.</p>	<p><b>Faible</b></p>

## 6.1.2.5. Incidences sur les risques de pollutions et de nuisances

Incidences prévisibles du projet	
<p><b>Un accroissement des flux automobiles ayant une incidence directe la fluidité du trafic, la sécurité routière mais également indirecte sur la qualité de l'air :</b></p> <p>L'accueil de nouveaux résidents aura une incidence directe sur le nombre de véhicule en circulation sur la commune. Les transports en commun étant peu développés, les possibilités de reports modales restent limitées. L'accroissement des flux automobiles aura un effet indirect sur la qualité de l'air par la diffusion de polluants supplémentaires.</p>	Faible
<p><b>L'implantation d'activités nouvelles sources de nuisances potentielles :</b></p> <p>L'extension de la zone d'activité permise par la carte communale aura une incidence potentielle sur la survenance de nuisances. L'implantation de ces activités dans un secteur préférentiel permettra de limiter leur diffusion.</p> <p>A ce titre, le projet communal identifié des secteurs préférentiels pour l'implantation d'activités économiques nouvelles. La présence d'une nouvelle offre d'emplois sur la commune sera de nature à réduire les déplacements automobiles pour une partie de la population.</p>	Faible
	Moyenne
<p><b>Des conflits d'usage et nuisances en lien avec la proximité de constructions aux bâtiments d'exploitation ou aux zones d'épandage :</b></p> <p>L'implantation de nouvelles constructions au sein des hameaux présentant une proximité aux bâtiments d'exploitation ou encore aux zones d'épandage pourrait être source de conflits d'usage, conflits à mettre en lien avec les potentielles nuisances que peuvent générer les activités agricoles vis-à-vis des résidents.</p> <p>A noter que le principe de réciprocité appliqué en vertu du Règlement Sanitaire Départemental permettra de limiter les risques de conflits (zones tampon inconstructibles de 100m entre les constructions et les bâtiments d'exploitation).</p>	Faible
<p><b>Une augmentation des effluents domestiques et industriels à traiter pouvant être source de pollutions des milieux aquatique :</b></p> <p>L'accueil de nouvelles constructions et activités aura une incidence direction sur la gestion des effluents. Actuellement, seul le bourg est desservi par le réseau d'assainissement collectif. Le zonage d'assainissement prévoit le raccordement des secteurs de Monbette et les graves au réseau d'assainissement collectif existant, ainsi que la réalisation d'un réseau gravitaire sur les secteurs de Saint-Julien et de Simon.</p> <p>Touts les autres hameaux resteront en assainissement autonome, ce qui pourrait conduire à une pollution diffuse des sols et milieux aquatiques. La proximité de certains de ces quartiers aux cours accentue les risques de transfert.</p>	Fort
	Moyenne
<p><b>Un accroissement des eaux de ruissellement ayant une incidence indirecte sur la qualité des milieux récepteurs :</b></p> <p>Sur la majeure partie du territoire, la gestion des eaux pluviales s'opère par une infiltration des eaux de pluie à la parcelle. La proximité de certains de ces quartiers aux cours accentue les risques de transfert.</p>	Moyenne



## 6.1.2.6. Incidences le cadre de vie, le paysage et le patrimoine naturel et architectural

Incidences prévisibles du projet	
<p><b>Des jeux de co-visibilités pouvant avoir une incidence sur les vues et perspectives paysagères :</b></p> <p>Dans les hameaux de Conte, des causses de Mombette, ou encore de Valade, il est c autorisé un développement en ligne de crête. L'urbanisation de ces dernières risque d'altérer le paysage par de nouvelles constructions récentes qui, si elles ne suivent pas l'architecture traditionnelle, risquent de mal s'intégrer au paysage communal.</p>	Moyenne
<p><b>Une atteinte à la trame boisée, éléments structurant du paysage :</b></p> <p>En terme de boisements et de formations végétales, la carte communale devrait conduire à l'artificialisation d'environ 10 hectares d'espaces boisés ou de haies végétales répartis au sein des hameaux de Prentegarde, des Ventoulines, de Bel-Air, de Valade, de Baccas des Combes du Bougit, des Causses de la Pantaine/Mombette, de Sireyjol et de Simon.</p> <p>La suppression de ces boisements aura une incidence sur ces éléments structurants du paysage communal.</p>	Faible



## 6.2. LES ORIENTATIONS ET MESURES PERMETTANT D'ÉVITER OU RÉDUIRE LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT

### 6.2.1. La prise en compte des caractéristiques physiques du territoire

La prise en compte de la fragilité des sols et des grandes lignes topographiques du territoire dans le projet de Carte Communale a été un point fondamental dans le choix de la localisation des zones de développement de l'urbanisation.

Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Des secteurs sensibles aux mouvements de terrain écartés de toute urbanisation	<p>Le relief vallonné des collines de Cénac et Saint Julien a déterminé le choix des futurs secteurs constructibles : seuls les terrains à la topographie favorable ont été ouverts à l'urbanisation afin de s'assurer de leur constructibilité et de la faisabilité du projet. Les terrains à la topographie accidentée ou trop pentu sont donc classés en zone N.</p> <p>Sur une partie de la commune existe un risque de mouvements de terrain. Le Plan de Prévention Risque Mouvement de Terrain (PPRMT) qui s'applique sur une partie du bourg de Cénac et Saint Julien a été pris en considération puisque le zonage s'en tient uniquement à l'existant dans cette partie du territoire.. Le secteur de Tournepike et Sautet, situés à l'Est du bourg sur l'éperon rocheux de Domme classé en zone rouge dans le PPRMT ne bénéficie par de constructibilité. Le potentiel constructible existant en zone bleue du PPRMT a toutefois été conservé en raison d'une plus faible exposition.</p>	
Une attention portée à la protection des lignes de crêtes	<p>La plupart des lignes de crêtes sont classées en zone N afin de préserver le paysage et les perspectives du territoire communal. Le développement des plus grands secteurs ouverts à l'urbanisation se fera dans les vallées ou sur les plateaux (le bourg de Saint Julien, le bourg de Cénac, la Boufardie, la Burague, les Ventoulines, Ravary, la Fontanelle). Dans les hameaux de Conte, des causses de Mombette, ou encore de Valade, il est cependant autorisé un développement en ligne de crête qui risque d'altérer le paysage par de nouvelles constructions récentes qui, si elles ne suivent pas l'architecture traditionnelle, risquent de mal s'intégrer au paysage communal.</p>	



Insatisfaisant(-1),



Acceptable (0),






Satisfaisant (1)



## 6.2.2. La préservation des espaces naturels et agricoles supports aux continuités écologiques

Les espaces naturels des communes représentent un potentiel écologiques majeur et gage de qualité paysagère, tout comme les espaces agricoles. Ils ont tout deux été placés au cœur du projet de carte communale afin de garantir d'une part, le maintien de zones propices aux développements de la faune et de la flore et d'autre part, de pérenniser les activités agricoles qui en sus de la valorisation économique des terres garantissent la présence d'espaces ouverts favorables à la diversité écologique du territoire.

Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Une artificialisation prioritaire des espaces naturels de moindre intérêt	La carte communale a permis de cibler les espaces de moindre intérêt, que ce soit en termes d'espaces naturels ou d'espaces agricoles.  La plupart des espaces ouverts à l'urbanisation ne son ni des espaces naturels sensible, ni des boisements qui ont une valeur paysagère particulière, ni des espaces agricoles exploités. La majorité des espaces ouverts à l'urbanisation sont en effet d'ancien prés ou espaces agricoles en friche.	
Une protection des terrains agricoles renforcée, malgré une réduction des surfaces agricoles utilisées à terme	Le Carte Communale de Cénac et Saint Julien permet de bien mieux protéger les espaces agricoles et les terrains AOC Noix du Périgord que le simple Règlement National d'Urbanisme qui s'appliquait à Cénac et Saint Julien, en concentrant le développement sur le bourg et certains hameaux et en limitant le développement de ces hameaux.  Le Carte Communale de Cénac et Saint Julien ouvre 32 hectares de potentiel constructibles, dont seulement une dizaine en espaces agricoles recensés au registre graphique de la PAC. Ces espaces représentent peu en pourcentage, mais cultivés et exploités et présente au potentiel agronomique intéressant	
Une protection des corridors écologiques vis-à-vis de l'urbanisation	Les corridors écologiques identifiés comme tels dans le diagnostic communal seront protégés par la zone N de la Carte communale. Aucun secteur de développement ne viendra rompre l'une des nombreuses continuités boisées identifiées sur la commune. Par exemple, la commune a volontairement limité le développement entre le hameau des Causses de la Plantaine et le bourg au niveau du lieu-dit l'Eglise. Il en va de même pour le hameau du Lugat, divisé en 3 secteurs afin de préserver les boisements existants entre les constructions existantes.	



Insatisfaisant (-1),








Acceptable (0),






Satisfaisant (1)





Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Une inconstructibilité des sites Natura 2000 de la Dordogne et du Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou	La totalité du Site Natura 2000 de la Dordogne a été classé en zone N dans la carte communale. Toute nouvelle construction sera ainsi interdite sur les rives de la Dordogne. La zone constructible la plus proche, le bourg de Saint Julien, est à plus de 100 mètres d'éloignement de la zone Natura 2000.	
	La plupart des hameaux identifiés comme secteurs de développement à Cénac et Saint Julien sont éloignés de la vallée du Céou. Les constructions isolées et petits hameaux qui se situent dans cette zone Natura 2000 ont été classés en zone N : Les Sparouties, le Bouscot, Sibeauumont, une partie des constructions du Siréjol.  Cependant, une partie des hameaux classés constructibles s'en approchent (la délimitation de la zone Natura 2000 reste imprécise, à quelques mètres près) Par exemple, la zone du Siréjol est à environ 50 mètres de la limite de la zone Natura 2000. Enfin, certaines zones classées constructibles empiètent partiellement sur la zone Natura 2000 : Il s'agit du Lugat qui empiète sur une superficie de 3100 m², et de la zone des Valades, sur une parcelle déjà construite sur environ 1900 m². Au total, 5000 m² empiète sur deux secteurs sur la zone Natura 2000 des Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou. Ces secteurs restent limités et en bordure de zone.	
Une inconstructibilité des sites des zones d'inventaire	La ZNIEFF du coteau de Domme se situe à l'Est du bourg de Cénac. La zone constructible du bourg se limite à la délimitation de la ZNIEFF, sans empiéter sur la zone sensible.	
	La ZNIEFF du coteau de Castelnaud et St Cybranet se localise au niveau de la zone Natura 2000 des coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou, mais s'étend nettement moins en superficie. Aucune zone constructible de la carte communale n'empiète sur la ZNIEFF.	
	La ZNIEFF de la Causse de Daglan s'étend sur le lieu-dit Montmirail qui regroupe quelques constructions qui ont volontairement été classés en zone N du fait de l'exploitation agricole et de la qualité du milieu naturel. De même le lieu-dit Le Riol ne pourra se développer sur les espaces recensés dans la ZNIEFF	




 Insatisfaisant (-1),  Acceptable (0),  Satisfaisant (1)






## 6.2.3. Une gestion économe des ressources naturelles

### 6.2.3.1. Une trame et un fonctionnement urbain en faveur d'une gestion plus économe de l'espace

Recentrer l'urbanisation dans le bourg et dans les hameaux les plus structurants du territoire est une volonté des élus locaux pour mieux maîtriser l'urbanisation sur leur territoire et limiter l'impact du projet sur l'environnement.

Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Une densification des espaces comme préalable à toute extension	Le bourg de Cénac fait l'objet d'un projet global de densification étant donné que le zonage se limite aux constructions existantes et intègre peu de potentiel constructible. Le fait d'avoir zoné le bourg en U constructible autorise le principe de division parcellaire pour la création de nouveaux logements sur les parcelles les plus grandes du bourg.	
	La trame urbaine héritée à Cénac et Saint Julien est celle d'un territoire au bâti dispersé et aux nombreuses constructions isolées. Le zonage constructible du projet de Carte Communale a donc dû cibler uniquement les hameaux les plus importants du territoire, ceux qui regroupent le plus de logements, ceux où le développement pressenti permettra d'améliorer le fonctionnement général de la commune ou encore ceux où la consommation d'espaces naturels et agricoles est moindre.  Cependant, même si toutes les constructions n'ont pas été classées constructibles et qu'un effort de sélection a été fait, le nombre de hameaux qui pourront se développer est assez important.	
	Alors que la consommation moyenne par logement était d'environ 2000/1800 m <sup>2</sup> dans le passé, les densités proposées dans le projet de carte communale sur lesquels se bases les projections démographiques ont des densités moyennes de 1600 m <sup>2</sup> par logement.	

 Insatisfaisant (-1),  Acceptable (0),  Satisfaisant (1)



### 6.2.3.2. Une gestion de la ressource en eau au cœur des réflexions

L'eau est une ressource fondamentale et a été définie comme élément à protéger dans le cadre de nombreuses politiques supra-communales. La Carte Communale, à son échelle, a voulu la placer au cœur de toutes les réflexions.

Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Une capacité d'alimentation en eau potable satisfaisante	La capacité de la ressource en eau est satisfaisante pour accueillir environ 130 nouvelles constructions. A l'échelle du territoire couvert par le SIAP de Vitrac la Canéda, le nombre d'habitants desservis est d'environ 18 000 habitants sur 12 communes. Les points de prélèvement de la ressource en eau sont diversifiée et au nombre de 13 (puits, forage et sources) et les nappes d'eau de capacité suffisantes.	
Une eau de qualité	L'observatoire des services d'eau et d'assainissement estime que l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage de la ressource en eau du territoire couvert par le SIAP de Vitrac la Canéda est de 66%. Cet indicateur augmente chaque année. De plus le bilan 2011 de l'ARS fait état d'analyse conforme à hauteur de 100 % sur le plan de la qualité bactériologique et 100 % sur le plan de la qualité physico-chimique de l'eau potable distribuée.	
Un réseau d'adduction suffisamment dimensionner, devant faire l'objet de travaux de rénovation dans les années à venir	Les réseaux d'alimentation en eau potable de la carte communale de Cénac et Saint Julien arrivent au droit de la parcelle de chaque dent creuse et chaque parcelle recensé comme potentiel constructible sur le plan de zonage. Cependant le réseau d'alimentation en eau potable présente de nombreuses fuites à l'échelle du SIAEP.  Cependant le réseau d'alimentation en eau potable fait état de fuites en 2011 avec un rendement moyen du réseau de 69,6 % pour l'ensemble du réseau couvert par le SIAEP de Vitrac la Canéda. Ainsi en 2011 on recense une perte de 3,5 m³ d'eau perdue par km et par jours. Le réseau est régulièrement entretenu et des travaux sont projetés pour améliorer le rendement et limiter la perte de cette ressource.	



Insatisfaisant (-1),



Acceptable (0),



Satisfaisant (1)











## 6.2.4. La prise en compte des risques, des pollutions et de nuisances

### 6.2.4.1. Un projet pensée aux regards des risques naturels

Les périmètres de protection à respecter sur la commune ont été pris en compte pour élaborer le zonage de la carte communale.





Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Une constructibilité adaptée aux risques de débordement de la Dordogne	Le risque de crues de la Dordogne, retranscrit dans le PPRI, s'étend sur une partie de la commune classée en zone constructible de la carte communale. Il s'agit de la partie au Nord du bourg.  Cette partie ne compte cependant aucun potentiel constructible et s'en tient aux constructions existantes. Etant déjà très dense, ce secteur ne pourra se densifier d'avantage. Ainsi les constructions existantes édifiées dans le PPRI seront conservées.	
Des secteurs sensibles aux mouvements de terrain écartés de toute urbanisation	Les espaces compris dans l'aléa mouvement de terrain ont été classés en zone N afin de limiter la constructibilité. Ce secteur est cependant très proche du bourg, bâti au pied de l'éperon rocheux qui se situe à l'Est du bourg.	
Des zones urbaines suffisamment desservies pour faire face au risque incendie	Les zones urbaines ou à urbaniser sont suffisamment desservies par le réseau d'eau potable pour assurer la défense incendie ; le cas échéant, la réglementation départementale impose à ce que des poteaux incendies doivent être installés à 200m maximum des bâtiments à défendre.	




 Insatisfaisant (-1),  Acceptable (0),  Satisfaisant (1)



### 6.2.4.2. Un fonctionnement urbain qui limite les déplacements

Dans le cadre des projets de territoire respectueux de l'environnement, la prise en compte des différentes sources de pollutions potentiellement présentes sur le territoire et la volonté de ne pas créer de pollutions nouvelles ont été des axes au cœur des réflexions. Le maillage viaire des communes n'est pas à remettre en cause, seuls les modes de déplacements et l'utilisation récurrente de la voiture particulière sont un obstacle à un développement durable des territoires communaux. La Carte Communale, en repensant le fonctionnement urbain, souhaite orienter la mobilité vers des modes de déplacements alternatifs.




Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Repenser le fonctionnement urbain pour limiter les déplacements	Repenser le fonctionnement de la commune en densifiant le bourg et permettant la mixité des fonctions dans cette zone permet de limiter les déplacements, notamment par le biais de voiture particulière et donc de limiter les émissions de gaz à effet de serre induites.	
	Le développement de commerces, services, équipements publics, de loisirs et de sport dans les zones constructibles est autorisés afin de répondre aux besoins des habitants aux plus près de leur lieu de résidence, et ainsi de réduire les déplacements, notamment automobiles	
	Certains hameaux ne disposent pas de commerces, services et équipements de proximité nécessaires pour limiter les déplacements liés.	
Privilégier les modes de déplacements alternatifs à la voiture	Certains hameaux classés constructibles sont situés à des distances du centre bourg ou de la zone d'activité ne favorisant pas l'utilisation exclusive de modes de déplacements alternatifs à la voiture.	
Rapprocher l'emploi des actifs résidents aux travers d'une nouvelle offre	La commune de Cénac et Saint Julien dispose d'une zone d'activité artisanale qui permet de créer un pôle d'emploi sur le territoire pour répondre aux besoins des habitants. Cette zone d'activité est zoné Ua pour permettre l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire, et ainsi de réduire les flux pendulaires domicile/travail pour la partie des habitants qui auront un travail local.	

 Insatisfaisant (-1),  Acceptable (0),  Satisfaisant (1)



### 6.2.4.3. Une gestion des eaux usées et pluviales favorable à la préservation des milieux

Dans le cadre des projets de territoire respectueux de l'environnement, la prise en compte des différentes sources de pollutions potentiellement présentes sur le territoire et la volonté de ne pas créer de pollutions nouvelles ont été des axes au cœur des réflexions.

Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Une cohérence avec le zonage d'assainissement	<p>Une cohérence avec le zonage d'assainissement a été mise en place par la création de zones constructibles là où les réseaux d'assainissement sont projetés. Grâce à la carte communale, les secteurs de développement se localiseront en priorité là où l'assainissement collectif est existant ou projeté.</p> <p>Cependant, la carte communale, tout comme le RNU, ne peut imposer aux futures constructions de se raccorder au réseau d'assainissement collectif et une grande partie des hameaux resteront en assainissement autonome du fait de leur distance aux réseaux existants.</p>	
Limiter les risques de pollution et de débordement des cours d'eau	<p>Les cours d'eau, rives et ripisylves de la Dordogne et du Céou sont protégés de toutes nouvelles constructions par la mise en place d'une zone naturelle protégée "N" inconstructible dans la carte communale. Seules les constructions existantes peuvent évoluer.</p> <p>Ainsi, contrairement au RNU où la règle de constructibilité limitée permettait l'extension des hameaux sans limite du moment que les constructions s'implantaient dans la continuité de constructions existantes, la carte communale limite le développement des hameaux à au moins 60 mètres des bords des cours d'eau.</p>	
	<p>Sur l'ensemble du territoire, l'écoulement de l'eau pluviale est régulé par les pentes des versants qui permettent le ruissellement de l'eau dans les vallées. La vallée de la Dordogne est en revanche soumise au risque de cru. Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) classe la partie Nord de la commune en zone d'aléa rouge. La Carte Communale tient compte du risque puisque le développement de Cénac et Saint Julien se fera essentiellement sur les plateaux, et plutôt restreint dans la vallée de la Dordogne. Cependant la Carte Communale autorise le développement de l'urbanisation au Nord du bourg dans la zone classée bleue du PPRI.</p>	



Insatisfaisant (-1),



Acceptable (0),





Satisfaisant (1)








#### 6.2.4.4. Des activités recentrées dans des zones spécifiques

Le développement durable des territoires communaux passe par la définition de zones privilégiées où les activités seront à développer afin de préserver le reste des communes. La mise en place de la carte communale a permis d'identifier certains secteurs spécifiques.









Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Développer des activités en fonction des besoins réels	La zone Ua de Pech Mercier est un secteur spécifiquement dédié aux activités commerciales, artisanales, et industrielles. Les nouvelles constructions y sont autorisées à condition d'être liées à la vocation de ce secteur.	
	Les zones Ut sont localisées aux lieux-dit Laburrague, Comte et Reille pour des projets de camping, camping à la ferme et de gîte touristique. Ces trois sites sont identifiés dans la continuité de hameau ciblés pour le développement communal afin de concentrer l'urbanisation, tout en développant les activités touristiques dans des zones spécifiques pour répondre aux besoins en hébergement des visiteurs.	

 Insatisfaisant (-1),  Acceptable (0),  Satisfaisant (1)



## 6.2.5. Un projet de Carte Communale respectueux de l'identité et du cadre de vie

Un des enjeux du projet de carte communale à Cénac et Saint Julien est de préserver l'identité communale en associant développement et respect des caractéristiques locales. Au delà du respect des identités locales, la carte communale permet d'apporter une véritable plus value en termes de qualité de cadre de vie.

Mesures correctives permettant d'éviter ou de réduire les incidences du projet	Effets des mesures retenus dans le cadre de l'élaboration du projet	Incidences sur la prise en compte de l'environnement
Une identité préservée	Les espaces agricoles sont majoritairement valorisés et conservés dans le projet de carte communale.	
	Préservation des épines dorsale du territoire, la vallée de la Dordogne et la vallée du Céou, par une urbanisation à l'écart de ces espaces naturels sensibles	
	La carte communale tient compte du tissu urbain dispersé sur le territoire communal et du développement hérité sous forme de hameau en permettant le développement d'un certain nombre d'entre eux. Cela permettra de renouveler la population et de recréer une vie de quartier dans chaque village.	
	La carte communale, tout comme le RNU, ne permet pas de règlementer l'aspect et l'implantation des constructions pour maintenir l'architecture locale typique.	
	Le développement de certain hameau se fait en ligne de crête, ce qui risque de dénaturer le paysage local, bien que la carte communale tienne compte d'une situation déjà existante et ne fait que combler les dents creuses d'un paysage déjà modifié par les nouvelles constructions.	
La trame végétale protégée	La trame verte constituée dans le cadre de la carte communale est conséquente, notamment par le maintien de corridors boisés en limitant le développement urbain sur ces continuités écologiques.	
Le patrimoine remarquable	La carte communale ne peut identifier le patrimoine local remarquable, pas plus qu'avec le RNU.	
L'aménagement	En termes d'aménagement, la carte communale, tout comme le RNU, ne peut préconiser de schémas d'aménagements ni imposer d'opérations d'ensemble qui permettent une urbanisation réfléchie et cohérente suivant les grands principes d'aménagement.	



Insatisfaisant (-1),



Acceptable (0),



Satisfaisant (1)



## 6.3. BILAN DES INCIDENCES ET CONCLUSION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le cumul des appréciations pour chaque thématique d'analyse permet de dresser le bilan des incidences qu'aura la mise en œuvre de la carte communale sur l'environnement.

Incidences de la carte communale au regard :	Evaluation générale	Remarques
De la prise en compte des caractéristiques physiques et naturelles des communes	Incidence positive basse : + 3 (6 critères positifs sur un total de 14 critères)	Les appréciations non satisfaisantes et celles acceptables sont dans la majeure partie des cas liées au développement historique des communes ; la carte communale ne peut que stopper ces tendances (formes urbaines anciennes consommatrices d'espaces, constructions anciennes en zone inondable ou dans les périmètres Natura 2000, ZNIEFF)
Des activités humaines	Incidence positive haute : + 6 (7 critères positifs sur un total de 9 critères)	Les appréciations non satisfaisantes et celles acceptables sont dans la majeure partie des cas liées au développement historique des territoires.
Des ressources naturelles disponibles	Incidence équilibrée : 0 (1 critère positif sur un total de 2 critères)	Le développement de l'urbanisation sur la commune de Cénac et Saint Julien n'aura pas d'impacts sur la ressource en eau potable du SIAEP de Vitrac la Canéda qui dispose d'une capacité de pompage suffisante. Des travaux sur le réseau d'eau étant en projet, le rendement du réseau devrait progresser.
Des différentes sources de pollution	Incidence équilibrée: 0 (1 critère positif sur un total de 3 critères)	Les appréciations non satisfaisantes et celles acceptables sont dans la majeure partie des cas liées au développement historique des territoires. L'aménagement des communes doit permettre le développement des activités tout en respectant leurs impacts sur l'environnement.
Des cadres de vie communaux	Incidence positive basse : +2 (4 critères positifs sur un total de 8 critères)	Les appréciations non satisfaisantes et celles acceptables sont dans la majeure partie des cas liées au développement de certains hameaux majeurs dispersés sur les territoires communaux
Des risques et des nuisances	Incidence équilibrée: 0 (1 critère positif sur un total de 3 critères)	Les appréciations non satisfaisantes et celles acceptables sont dans la majeure partie des cas liées au développement historique des communes.

*Cumul des appréciations : Moins de 0 : Incidence négative ; 0 : Incidence équilibrée ; De 0 à +5 : Incidence positive basse ; Plus de +5 : Incidence positive haute*





Evaluation globale des impacts de la mise en œuvre de la carte communale sur l'environnement	Conclusion de l'évaluation environnementale
<p>Incidence positive haute : + 11 (20 critères positifs sur un total de 39 critères)</p>	<p><b>L'évaluation environnementale de la carte communale met en avant le fait que ce document d'urbanisme a un impact globalement positif sur l'environnement de Cénac et Saint Julien.</b> Ce qui est certain, c'est que ce document d'urbanisme permettra de mieux protéger l'environnement que le simple cadre du Règlement National d'Urbanisme, régime sous lequel sont actuellement soumis les permis de construire du territoire.</p> <p>La carte communale offre donc davantage de droit dans les zones constructibles du zonage, mais interdit les constructions dans les zones à enjeux, tels les espaces naturels, espaces agricoles ou zones de risques, alors que le RNU ne peut pas les interdire mais seulement les limiter.</p> <p><b>Etant donné l'évaluation environnementale positive de la carte communale, aucune mesure compensatoire n'est envisagée à ce stade des développements communaux.</b></p> <p>Le projet de Carte Communale a été élaboré de manière à ne pas altérer les espaces naturels remarquables et les zones de développement ont été définies hors de ces espaces ; le projet de la Carte Communale ayant permis en outre de protéger les espaces naturels disséminés sur les territoires et de valoriser les espaces à vocation agricole.</p>



## 6.4. INDICATEURS DE SUIVI DE LA CARTE COMMUNALE

---

La mise en œuvre du projet de Carte Communale n'est pas sans conséquence pour le territoire communal et va conditionner l'évolution de la vie des habitants. Il est dans ce sens important d'assurer un minimum de suivi de cette mise en œuvre afin de s'assurer du développement optimal du territoire à court, moyen et long terme mais également afin de s'assurer de la bonne application des mesures envisagées dans le cadre des nouveaux documents d'urbanisme.

Le suivi de la mise en œuvre de la Carte Communale doit permettre de s'assurer de l'application du développement envisagé dans le zonage du document d'urbanisme mais également de réaliser des « photographies » du territoire afin d'en évaluer l'évolution. Cette base de données des évolutions territoriales est fondamentale pour connaître l'impact de la mise en œuvre de la Carte Communale sur l'environnement et sur le cadre de vie.

Il s'agit par ailleurs d'éviter que des incidences négatives imprévues n'interviennent, notamment à un stade précoce, et envisager le cas échéant les mesures appropriées pour la préservation des enjeux environnementaux présents sur le site de projet.

Pour cela, il est proposé de prendre en considération une série d'indicateurs, en lien direct avec le projet de Carte Communale afin de réaliser ce suivi. Notons que cette liste n'est pas exhaustive mais indicative et qu'elle pourra évoluer et être complétée au fur et à mesure de l'évolution du territoire communal, notamment par rapport au travail de mise en œuvre réalisé par les élus, les services techniques et par rapport aux éventuelles évolutions réglementaires et législatives à venir.



Objectif	Paramètre évalué	Donnée et source	Producteur de la donnée	Unité	Mise à jour	Valeur disponible année N	Valeur disponible année N+6	Opération - Analyse à réaliser
Suivre les tendances démographiques et économiques, vérifier l'adéquation du projet aux tendances réellement observées	Attractivité démographique	Population municipale, recensement de la population	INSEE	nombre d'habitants	annuelle, N-3			Gain ou perte de la population entre l'année N et l'année N+6, exprimé(e) en valeur absolue et en %(cette dernière comparée à celle de l'EPCI)
	Fonctionnement du bassin d'emploi	Taux de chômage des actifs résidant sur la commune, recensement de la population	INSEE	% de la population active	annuelle, N-3			Evolution du taux de chômage entre l'année N et l'année N+6, comparaison au taux de l'EPCI à l'année N+6
		Lieu de travail des actifs, recensement de la population	INSEE	% d'actifs par lieu d'emploi	annuelle, N-3			Evolution de la répartition par lieu d'emploi entre l'année N et l'année N+6
	Attractivité économique	Emplois proposés sur la commune, recensement de la population	INSEE	nombre d'emplois				Variation du nombre d'emploi et évolution de l'indicateur de concentration d'emploi entre l'année N et l'année N+6
		Nombre d'établissements, connaissance locale de l'appareil productif	INSEE	unités, par secteur d'activité	annuelle, N-3			Mesure de la création / perte d'établissements sur la commune





Objectif	Paramètre évalué	Donnée et source	Producteur de la donnée	Unité	Mise à jour	Valeur disponible année N	Valeur disponible année N+6	Opération - Analyse à réaliser
Analyser la production de logements et s'assurer de la satisfaction des besoins qualitatifs et quantitatifs identifiés (diversification, mixité sociale)	Dynamiques résidentielles	Parc de résidences principales, recensement de la population	INSEE	nombre de résidences principales	annuelle, N-3			Variation du nombre de logements entre l'année N et l'année N+6
		Taux de vacance, recensement de la population	INSEE	% du parc total de logements	annuelle, N-3			Variation du taux de vacance entre l'année N et l'année N+6
	Diversité du parc de résidences principales	Taux de logements HLM, recensement de la population	INSEE	% du parc total de RP	annuelle, N-3			Variation du taux de logements HLM entre l'année N et l'année N+6
		Part des logements locatifs, recensement de la population	INSEE	% du parc de RP	annuelle, N-3			Variation du taux de logements locatifs entre l'année N et l'année N+6
	Dynamique de la construction	Logements commencés en date réelle, SIT@DEL 2	Ministère en charge du développement durable	unités, par type de logement	semestrielle, N-2			Moyenne annuelle de production de logements entre l'année N et l'année N+6, à comparer avec le rythme de production antérieur à l'approbation du PLU



Objectif	Paramètre évalué	Donnée et source	Producteur de la donnée	Unité	Mise à jour	Valeur disponible année N	Valeur disponible année N+6	Opération - Analyse à réaliser
Mesurer l'évolution de la pression sur les équipements et les réseaux	Adaptation des équipements (caractère suffisant et efficience)	Volume d'eau potable consommé, rapport annuel		m3 par an	annuelle, N-1			Evolution du volume consommé entre l'année N et l'année N+6
		Volume d'effluents traités par la STEP, rapport annuel		équivalent / habitant	annuelle, N-1			Comparaison à la capacité nominale de la STEP
		Conformité des dispositifs d'assainissement autonome, rapport annuel du délégataire	SPANC	% des dispositifs d'assainissement	annuelle, N-1			Evolution du taux de conformité entre l'année N et N+6
		Fréquentation des établissements scolaires, registres communaux	Commune	nombre d'élèves	annuelle, N			Comparaison à la capacité des équipements



Objectif	Paramètre évalué	Donnée et source	Producteur de la donnée	Unité	Mise à jour	Valeur disponible année N	Valeur disponible année N+6	Opération - Analyse à réaliser
S'assurer du maintien de l'activité agricole et évaluer le développement forestier	Efficacité des dispositifs de protection	Cartographie des terres agricoles par culture, déclaration PAC	Ministère de l'agriculture	parcelles déclarées à la PAC	annuelle, N-1	Donnée visuelle		Comparaison des cartographies de l'année N et de l'année N+6
		Production viticole, SiVitifrance déclarations CVI	France Agrimer	volume (Hl ou m3)	annuelle, N-1			Evolution du volume produit entre l'année N et l'année N+6
		Surface cultivée en AOC, SiVitifrance déclaration CVI		hectares	annuelle, N-1			Evolution de la surface entre l'année N et l'année N+6
		Cartographie du couvert forestier, inventaire forestier	Inventaire forestier National (IFN)	parcelles boisées	périodicité aléatoire	Donnée visuelle		Comparaison des cartographies de l'année N et de l'année N+6





Objectif	Paramètre évalué	Donnée et source	Producteur de la donnée	Unité	Mise à jour	Valeur disponible année N	Valeur disponible année N+6	Opération - Analyse à réaliser
Analyser la consommation d'espace et s'assurer de la cohérence avec les prévisions du PLU	Ampleur et rythme de l'artificialisation	Cartographie de l'occupation du sol, CORINE LAND COVER	Ministère en charge du développement durable	surface en hectares par type d'occupation	périodicité aléatoire			Comparaison des cartographies de l'année N et de l'année N+6 et de la répartition en hectares par type d'occupation
		Surface des terrains bâtis, Registre des permis de construire	Commune ou service instructeur	m²	annuelle, N			Calcul de la consommation foncière entre l'année N et N+6, en fonction du type d'espace prélevé et en moyenne annuelle
	Géographie du développement	Comblement des dents creuses, PLU et Registre des demandes d'occupation du sol	Commune	en m² ou % des dents creuses des zones U	permanente, N			Détermination de la surface toujours urbanisable à l'année N+6
		Aménagement des zones à urbaniser, PLU et Registre des demandes d'occupation du sol	Commune	en m² ou % des zones AU	permanente, N			



## 7. RESUME NON TECHNIQUE

COMPRENANT UN EXPOSE DE LA MANIERE DONT L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE A ETE EFFECTUEE



## 7.1. SYNTHÈSE DES ENJEUX, DU PROJET ET DES CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

---

Cénac et Saint-Julien est une commune de 1191 habitants, située sur les rives de la Dordogne, à 12kms au Sud de Sarlat-la-Canéda. La commune bénéficie d'une position d'entre deux, à la fois intégrée à un territoire rural et de montagne et demeurant proche des agglomérations majeures de Dordogne.

La commune dispose d'une superficie de 1 987 hectares. Les limites communales correspondent à la Dordogne au Nord du territoire. Elle se trouve au cœur du paysage des Causses. Cénac et Saint-Julien bénéficie de paysages variés, mélange de paysages ruraux, de vallées alluviales et de plateaux calcaires qui, associés à un patrimoine remarquable, lui confèrent une place importante dans le tourisme local.

De plus, le développement de Cénac-et-Saint-Julien est contraint par plusieurs risques naturels : mouvement de terrain (qui fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Naturels), inondation (Plan de Prévention des risques Dordogne Céou) et rupture de barrage. Plusieurs contraintes viennent s'ajouter aux risques, tels que les périmètres de réciprocité des bâtiments d'élevage et les périmètres des zones archéologiques.

La commune est intégrée dans l'intercommunalité de Domme- Villefranche du Périgord. Elle se caractérise par un développement de l'activité commerciale, une progression des emplois et une diminution du nombre d'exploitations agricoles. La commune a gagné de la population supplémentaire jusqu'en 2007 ans pour un taux de croissance de 1,6 % par an. Cénac et Saint Julien a été très attractive auprès des nouvelles populations durant cette période. Depuis, la croissance s'est interrompue, avec un taux de croissance négatif entre 2007 et 2012. Ce retournement apparaît aujourd'hui préoccupant, dans la mesure où l'absence de renouvellement de la population pose de manière très concrète la question de l'avenir des équipements scolaires et sportifs dont été dotée la commune. La collectivité entend renverser cette tendance au déclin et formuler un projet de territoire ambitieux pour les 10 prochaines années.

Or, à ce jour, Cénac-et-Saint-Julien n'est dotée d'aucun document d'urbanisme. C'est donc le Règlement National d'Urbanisme qui s'applique. Au vu des enjeux de préservation des espaces naturels (2 ZNIEFF et 2 sites Natura 2000), des paysages (ZPPAUP) et des nombreuses demandes de permis de construire, la commune a souhaité se doter d'un outil pour planifier son aménagement et son développement. Il s'agit à cet égard d'œuvrer pour un développement maîtrisé cohérent avec la capacité d'accueil du territoire afin qu'il soit le plus soutenable au regard de la sensibilité des paysages et des milieux naturels notamment.

Ainsi, d'ici dix ans le projet communal vise un gain d'environ 130 nouveaux logements sur le rythme de construction constaté sur les dix années passées. Cela engendre un besoin foncier d'environ 35 hectares. Ce potentiel foncier se situe principalement au sein des lieux dits La Burague, Les Ventoulines, Pentegarde-Maraval, La Bouffardie et Falières. Au total, le projet de Carte Communale ouvre à la construction 32 hectares, en cohérence avec ses hypothèses de développement.

Les espaces naturels protégés et les boisements sont classés en zone naturelle N de la Carte Communale, zone stricte à l'intérieur de laquelle toute nouvelle urbanisation est strictement interdite. Seule l'évolution du bâti existant y est autorisée. En effet, le territoire de Cénac et Saint Julien bénéficie d'un patrimoine naturel d'une grande richesse tant sur le plan paysager que sur le plan de la faune et de la flore. La présence d'un réseau hydrographique structurant, qui s'articule autour de la Dordogne et de ses affluents, s'accompagne de larges zones naturelles et boisées qui sont un élément identitaire du territoire. La richesse mais également la fragilité de ces milieux en font des sites protégés de l'urbanisation dans le projet de Carte Communale.





Le projet communal vise également à intégrer le développement économique en favorisant l'activité artisanale, commerciale et industrielle sur le site de Pech Mercier, géré par la Communauté de Communes. Il s'agit de permettre la pérennité des activités existantes et le développement de nouvelles activités en lien avec le dynamisme économique et démographique de Cénac-et-Saint-Julien.

Du fait de son patrimoine culturel et naturel, la commune de Cénac et Saint Julien est attractive. La Carte Communale vise également à développer le volet touristique de la commune en ciblant trois secteurs dédiés au développement de constructions liées à l'activité touristique et à l'hébergement : la zone de la Burrague, de Laconte et de Reille pour pérenniser camping, camping à la ferme et gîte touristique.

L'évaluation environnementale de la Carte Communale réalisée a montré que la mise en œuvre des documents d'urbanisme n'aura pas d'incidences significatives sur l'environnement mais qu'au contraire les répercussions seront positives et notamment au regard :

- De la prise en compte des caractéristiques physiques et naturelles de la commune,
- Des activités humaines,
- Des ressources naturelles disponibles,
- Des différentes sources de pollution,
- Des cadres de vie communaux,
- Des risques et des nuisances.

Par ailleurs, le résultat de cette évaluation tient aux choix de développement et mesures ayant été prises pendant l'élaboration de la Carte Communale afin d'éviter en premier lieu la survenance d'incidences notables sur l'environnement et cas échéant les réduire. Le projet retenu vise en ce sens à :

- Limiter l'étalement urbain, par le développement des zones urbaines en densifiant essentiellement les dents creuses identifiées et en se limitant strictement au zonage défini dans ces zones ;
- Maîtriser le développement des espaces stratégiques pour la commune, par un choix ciblé ;
- Préserver les espaces supports aux développements de la faune et de la flore locale ainsi que les corridors écologiques facilitant leur déplacement, par la mise en place d'une vaste zone N inconstructible ;
- Préserver les populations nouvelles des risques naturelles, en respectant les périmètres d'inconstructibilité induits par le risque de mouvements de terrain notamment, en intégrant les futurs développements à des secteurs faiblement exposés.

**Le projet de Carte communale de Cénac et Saint-Julien s'inscrit donc dans une logique de développement durable à la fois pour l'activité agricole, la préservation des espaces naturels et le maintien du dynamisme communal, qui a permis de conclure à l'absence d'incidences significatives sur l'environnement.**



## 7.2. EXPOSE DE LA MANIERE DONT L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE A ETE EFFECTUEE

La méthodologie utilisée pour évaluer les effets du projet sur l'environnement s'inscrit dans le cadre législatif et réglementaire en vigueur et s'inspire de la méthodologie appliquée par les services de l'État. Elle est fondée sur des visites de terrain et sur la consultation de divers services administratifs. Elle fait également appel au recueil de diverses données ou à la prise de contact avec des personnes référentes. Dans ce cas, elle a également porté sur la réalisation d'un diagnostic écologique.

La méthodologie employée s'est articulée autour de la réalisation de deux phases successives : la réalisation d'un diagnostic territorial transversal comprenant un état initial de l'environnement et l'évaluation des incidences notables prévisibles, avec le cas échéant la définition de mesures pour réduire les impacts potentiels.

Le diagnostic environnemental du territoire a permis de structurer l'ensemble de la démarche d'évaluation environnementale. Ce diagnostic environnemental est basé sur la réalisation de l'état initial de l'environnement à l'échelle du territoire, permettant de mettre en évidence les « perspectives d'évolution » de la qualité environnementale de la commune et de formuler les enjeux environnementaux à l'échelle du projet. L'objectif principal de cette étape a été d'apprécier les tendances d'évolution à travers la poursuite d'un scénario « au fil de l'eau » afin de déboucher sur la caractérisation des enjeux environnementaux communaux. La méthode d'analyse employée afin de mettre exergue les enjeux environnementaux s'est apparentée à la démarche AFOM (atouts, faiblesses, opportunités, menaces).

L'évaluation des incidences notables prévisibles s'est ensuite amorcée. Il s'agissait de prévoir et d'évaluer les pressions additionnelles sur les milieux liées à la mise en œuvre du projet de territoire, mais également de préciser les incidences positives du projet de territoire sur l'environnement. L'analyse des incidences potentielles de celui-ci a été formulée au travers de la quantification de ses impacts sur l'environnement. L'effet correspond à l'étendue ou à l'importance des dégradations causées par le projet sur l'environnement. L'enjeu, quant à lui, est lié à l'importance que revêt la conservation de l'entité considérée. Par exemple, la préservation d'un site Natura 2000 abritant des espèces protégées correspond à un enjeu de conservation fort.



L'analyse des incidences potentielles du projet est basée sur l'utilisation d'une grille de critères permettant de mesurer et de hiérarchiser les incidences. Cette grille de critères est inspirée des annexes de la directive européenne (2001- 42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement).

Ainsi, la quantification de l'impact potentiel a été restituée au travers de tableaux synthétiques mettant en avant par thématique de l'environnement la nature des incidences (positive, négative ou neutre ; directe ou indirecte).




Le degré d'impact de l'incidence de nature positive, négative ou neutre a été représenté par un gradient de couleur présenté ci-contre.

Incidence positive	Incidence négative
NULLE	NULLE
FAIBLE	FAIBLE
MOYENNE	MOYENNE
FORTE	FORTE



Après qualification des incidences potentielles du projet, une analyse comparative des incidences attendues aux regards des mesures correctives est réalisée. Cette analyse comparative permet d'appréhender les incidences résiduelles effectives du projet sur l'environnement au travers de tableaux synthétiques mettant en avant par thématique les effets de choix opérés afin d'éviter ou de réduire les incidences envisageables du projet sur l'environnement.

Les effets positifs des mesures retenues sont exprimés au travers du gradient d'acceptabilité de mesures retenues, les mesures étant qualifiées de :

-  Satisfaisantes (1) lorsqu'elles permettent d'éviter toute incidence notable ;
-  Acceptables (0) lorsqu'elles permettent de réduire les incidences du projet sur l'environnement au point qu'elles puissent être qualifiées de neutre ;
-  Insatisfaisantes (-1) lorsqu'elles ne permettent pas de réduire de manière suffisante les incidences du projet sur l'environnement, mais que celles-ci peuvent être qualifiées de non notable.

### **Limites et difficultés rencontrées**

Les limites de la méthode suivie lors de la démarche d'évaluation environnementale concernent principalement le fait que les analyses environnementales soient basées sur la connaissance actuelle du territoire et des perspectives de son évolution.

Il est donc nécessaire que cette analyse environnementale constitue une base de travail qui puisse guider les éventuelles évolutions futures du projet de développement. Or dans la majorité des cas, seules des adaptations mineures du projet peuvent être opérées.

### **Moyen complémentaire mobilisé**

En complément de la démarche d'évaluation mise en œuvre et décrite précédemment, l'analyse des incidences a nécessité la mobilisation de moyens supplémentaires, afin de collecter différentes études ou données.

Ces moyens sont les suivants :

- Relevés/visites terrains :
  - une visite de terrain a été menée en automne 2005 en phase de diagnostic,
  - une visite de terrain conjointe avec la DDT a été menée au printemps 2009 sur les secteurs de développement.
- Ressources documentaires :
  - Document d'orientations et d'objectifs des sites Natura 2000 « La Dordogne » et du « Coteaux calcaires du Causse de Daglan »,
  - Descriptifs des Z.N.I.E.F.F du coteau de Domme, du coteau de Castelnaud et St Cybranet et de la Causse de Daglan,
  - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour-Garonne,
  - Schéma Régional de Cohérence Écologique Aquitaine,
  - Plan des réseaux AEP et d'assainissement des eaux usées et pluviales,
  - Rapport annuel délégataire - service eau et assainissement,
  - Zonage d'assainissement.